

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
section française de IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction)



XXXIII^e CONGRES DU PCI, SECTION FRANÇAISE DE LA IV^e INTERNATIONALE - CIR

SOMMAIRE

Présentation	p. 3
Les tâches de la section française dans le combat pour la reconstruction de la IV ^e Internationale	p. 5
La situation politique française et les tâches de la section française de la IV ^e Internationale dans l'action pour un parti ouvrier indépendant	p. 25
Les problèmes politiques d'organisation	p. 35

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
section française de IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction)

SOMMAIRE

• **Présentation** p. 3

• **Les tâches de la section française
dans le combat pour la reconstruction
de la IV^e Internationale** p. 5

Annexes :

— Appel à la Conférence de Dakar p. 15

— Appel à la Rencontre de Berlin p. 17

— Intervention du représentant
du Secrétariat international
de la IV^e Internationale-CIR
au XXXIII^e Congrès du PCI p. 21

— Bibliographie p. 23

• **La situation politique française
et les tâches de la section française
de la IV^e Internationale dans l'action
pour un parti ouvrier indépendant** . . p. 25

— Bibliographie p. 34

• **Les problèmes politiques
d'organisation** p. 37

— Bibliographie p. 47

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Section française de l'V^e Internationale
(Centre international de reconstruction)

1970

SOMMAIRE

• Présentation	p. 3
• Les tâches de la section française dans le combat pour la reconstruction de la V ^e Internationale	p. 5
Annexes :	
— Appel à la Conférence de Dakar	p. 15
— Appel à la Rencontre de Bahin	p. 17
— Intervention du représentant du Secrétariat international de la V ^e Internationale-CIR au XXIII ^e Congrès du P.C.I.	p. 21
— Bibliographie	p. 23
• La situation politique française et les tâches de la section française de la V ^e Internationale dans l'action pour un parti ouvrier indépendant	p. 25
— Bibliographie	p. 34
• Les problèmes politiques d'organisation	p. 37
— Bibliographie	p. 47

Présentation

LE XXXIII^e Congrès du Parti communiste internationaliste (section française de la IV^e Internationale - CIR) s'est tenu à Paris du 21 au 23 mai. Ce congrès se tenait donc alors qu'un tournant important se développe dans la situation française. Il se tenait aussi dans le cadre d'une situation internationale marquée avant tout par l'action et la résistance des travailleurs et des masses opprimées face aux plans de l'impérialisme.

Les trois principaux rapports et discussions qui ont occupé les travaux de ce congrès portaient sur les points suivants :

- Les tâches de la section française de la IV^e Internationale dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale.
- La situation politique française après l'élection présidentielle et la dissolution de l'Assemblée et les tâches de la section française de la IV^e Internationale dans l'action pour un parti ouvrier indépendant.
- Les problèmes politiques d'organisation.

Ce numéro de *La Vérité* reproduit de larges extraits des rapports présentés devant le congrès. L'un des objets de cette publication est de fournir un matériel politique pour la tenue des camps d'été organisés par la commission de formation du PCI.

Au-delà de cet aspect, la publication de ces éléments d'analyse de la situation internationale et nationale, de définition des tâches des militants de la IV^e Internationale et des problèmes que pose leur application correspond à l'engagement de la section française et de ses militants, à égalité de droits et de devoirs avec les autres composantes du MPPT, dans la voie de la construction d'un parti ouvrier indépendant. Ces rapports constituent en effet un élément de réflexion et de discussion pour tous ceux qui entendent œuvrer, dans un cadre commun et démocratique, à la construction d'un tel parti.

Présentation

Le XXXIII^e Congrès du Parti communiste internationaliste (section française de la IV^e internationale - CIR) s'est tenu à Paris du 21 au 23 mai. Ce congrès se tenait donc alors du point de vue important se déroulant dans la situation française. Il se tenait aussi dans le cadre d'une situation internationale marquée avant tout par l'action et la résistance des travailleurs et des masses opprimées face aux plans de l'impérialisme.

Les trois principaux rapports et discussions qui ont occupé les travaux de ce congrès portaient sur les points suivants :

— Les tâches de la section française de la IV^e internationale dans le combat pour la reconstruction de la IV^e internationale.

— La situation politique française après l'élection présidentielle et la dissolution de l'Assemblée et les tâches de la section française de la IV^e internationale dans l'action pour un parti ouvrier indépendant.

— Les problèmes politiques d'organisation.

Ce numéro de La Vérité reproduit de larges extraits des rapports présentés devant le congrès. L'un des objets de cette publication est de fournir un matériel politique pour la tenue des camps d'été organisés par la commission de formation du PCI.

Au-delà de cet aspect, la publication de ces éléments d'analyse de la situation internationale et nationale, de définition des tâches des militants de la IV^e internationale et des problèmes que pose leur application correspond à l'engagement de la section française et de ses militants à égalité de droits et de devoirs avec les autres composantes du MPP, dans la voie de la construction d'un parti ouvrier indépendant. Ces rapports constituent en effet un élément de réflexion et de discussion pour tous ceux qui entendent ouvrir dans un cadre commun et démocratique, à la construction d'un tel parti.

Les tâches de la section française dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Camarades,

A la veille de ce XXXIII^e Congrès du Parti communiste internationaliste (PCI), section française de la IV^e Internationale, s'est tenue une réunion du Secrétariat international plénier de notre organisation internationale, la IV^e Internationale - Centre international de reconstruction.

En effet, à l'issue de la Conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale - CIR, les délégués des sections ont élu un Conseil général de 23 membres et un Secrétariat international qui est composé non seulement de camarades résidant au Centre, mais également de dirigeants de sections des différents pays d'Europe, d'Amérique latine et d'Afrique.

LA RÉUNION DU SECRÉTARIAT INTERNATIONAL

Il s'agissait là d'une mesure destinée à assurer une meilleure centralisation politique de l'activité de l'Internationale.

Le Secrétariat international a établi un bilan de l'activité développée depuis la Conférence mondiale, examiné les principaux événements survenus dans la lutte des classes mondiale dans les derniers mois. Il a abouti à une série de conclusions, de tâches. Ce sont ces conclusions et ces tâches qui forment l'axe de ce rapport introductif.

Auparavant, et puisque ce rapport a le privilège d'être le rapport introductif aux travaux d'ensemble de ce congrès, il convient d'établir sa relation avec les préoccupations d'ensemble et avec l'ordre du jour du congrès.

Il a été souligné dans les différents documents sur la situation politique française, et notamment dans le projet de résolution politique, que nous étions engagés dans un tournant profond de la situation politique en France. Cette situation française et ce tournant dans la situation française ne sauraient être séparés du développement de la lutte des classes internationale.

Non pas au sens mécanique que cette situation serait simplement une projection ou une illustration parmi d'autres, mais tout au contraire en comprenant que la situation française aujourd'hui est une composante et donc l'une des dimensions et non des moindres de cette situation internationale.

Ce n'est pas rien qu'un impérialisme, quelle que soit sa faiblesse par rapport à ses partenaires et rivaux plus puissants, comme l'impérialisme américain qui occupe une place mondiale, soit aujourd'hui dans une situation où la représentation politique traditionnelle de la classe dominante est éclatée, où une crise profonde affecte les partis ouvriers bourgeois qui traditionnellement, depuis des décennies, représentaient sous une forme ou sous une autre l'encadrement

politique et en même temps le verrou imposé au mouvement de la classe ouvrière.

Ce sont là des éléments qui ont directement une signification internationale et qui renforcent bien sûr d'autant la responsabilité de la section française de la IV^e Internationale.

Et les responsabilités particulières de cette section sur ce terrain se combinent directement avec les tâches d'ensemble de construction de la section française de la IV^e Internationale, c'est-à-dire avec sa participation à égalité de droits et de devoirs avec tous les autres militants, toutes les autres composantes qui concourent au combat pour la constitution dans ce pays d'un parti ouvrier indépendant, incarné aujourd'hui dans le MPPT dont il faut rappeler d'emblée qu'il a joué un rôle considérable, en tant que tel, en tant que mouvement, dans le succès de la Conférence de Caracas, que ses instances ont approuvé la démarche de la *Lettre ouverte pour une Association internationale des partis, organisations et tendances indépendants*.

Le Secrétariat international, dans sa résolution, a placé au centre de l'activité de nos sections la continuation et le développement de l'activité procédant des décisions de la Conférence mondiale et de l'existence et du soutien apporté à cette initiative par des responsables de diverses organisations ne se réclamant pas de la IV^e Internationale dans différents pays.

Cela se concrétise dans l'objectif d'une réunion du Comité de liaison pour une Association internationale au mois d'octobre de cette année, initiative qui, pour nous, se lie directement à la réalisation de diverses activités politiques à l'occasion du 50^e anniversaire de la proclamation de la IV^e Internationale.

Ce sont là les échéances centrales qui doivent ordonner toute notre activité internationale, trouver leur expression

précise dans chaque pays car il s'agit de la mise en œuvre de l'orientation décidée par la Conférence mondiale.

Depuis la Conférence mondiale, la *Lettre d'invitation pour une Association internationale des partis, organisation et tendances indépendants* a été diffusée dans de nombreux pays d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie. Comme il a déjà été noté, le bureau national du MPPT a approuvé cette lettre.

Le Front démocratique des Comores (organisation qui était présente à la Conférence de Caracas) a également approuvé cette démarche tout en engageant la discussion sur certains aspects de la lettre (voir la lettre du Front démocratique des Comores dans le n^o 44 de *Tribune internationale*).

La lettre a également été signée par une organisation du Bangladesh en exil et par les principaux responsables du Mouvement pour la République en Espagne.

Par ailleurs, dans l'application de l'orientation décidée lors de la Conférence mondiale et dans le prolongement des décisions prises à la Conférence de Caracas par toutes les forces qui y étaient associées, d'autres initiatives sont en cours.

Le Parti des travailleurs du Pérou a décidé de prendre en charge la préparation du Tribunal international des peuples contre les conséquences de la dette, les plans du FMI et de la CEE. L'appel signé par toute une série de responsables syndicaux et de dirigeants de partis ouvriers et d'organisations anti-impérialistes a été rendu public.

Enfin — et j'y reviendrai dans la conclusion de ce rapport —, il y a la fusion réalisée au Sénégal entre la Ligue communiste des travailleurs (LCT), section sénégalaise de la IV^e Internationale - CIR, et le Mouvement démocratique et populaire dont Mamadou Dia est l'un des principaux dirigeants, fusion qui a

abouti à la constitution du Mouvement pour le socialisme et la démocratie, organisation sympathisante de la IV^e Internationale.

En d'autres termes, en nous appuyant sur ces premiers résultats, il s'agit d'aborder une nouvelle étape.

UNE NOUVELLE ÉTAPE

L'élargissement du champ d'action dans la voie d'une Internationale ouvrière avec des forces, des organisations, des courants qui, rompant avec l'impérialisme, la social-démocratie ou le stalinisme, n'ont pas notre tradition ou notre histoire, c'est simultanément l'accentuation de notre combat dans la voie de la reconstruction, de la réalisation des conditions politiques de la reproclamation de la IV^e Internationale.

Et, en ce sens, pour prendre le cas de la France, les journées d'études décidées pour le mois d'octobre ne sont pas simplement des journées d'études parmi d'autres, ni une sorte de commémoration de la fondation de la IV^e Internationale, mais un moment important du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Il n'y a rien d'artificiel dans le fait que le choix de la date de ces journées d'études coïncide avec la réunion du Comité de liaison.

Ceux qui, avec les militants, les sections de la IV^e Internationale, sont nos partenaires parce qu'ils entendent combattre dans la voie de la constitution d'une Internationale ouvrière ont à faire valoir les leçons de leur propre expérience, leurs positions dans une discussion sur la IV^e Internationale et son programme.

De même, de nouvelles avancées dans la voie d'une Internationale ouvrière se lient pour nos sections à l'affirmation dans les faits de ce qui était au cœur de la Conférence mondiale : le renforce-

ment des sections de la IV^e Internationale et de leur centralisation politique se manifeste avec force.

C'est ce qui était affirmé dans la résolution d'orientation sur la reconstruction de la IV^e Internationale adoptée par la Conférence mondiale des sections dont nous reproduisons ci-dessous un extrait (mais le texte intégral a été publié dans *Tribune internationale* n° 43, février 1988) :

« 1. Notre volonté de maintenir la IV^e Internationale, de la reconstruire, de la "reproclamer" ne procède évidemment pas d'un attachement fétichiste. Pour nous, le programme fonde l'Internationale, et le programme comme méthode d'analyse et instrument d'action, adopté en 1938, a été intégralement vérifié dans ses lignes de principe par les événements (...).

5. S'agit-il de reproclamer la IV^e Internationale maintenant ?

Ecartons cette fausse discussion, qui a été frauduleusement introduite par ceux qui voulaient masquer leur passage au social-impérialisme.

Toute discussion sérieuse doit partir des faits analysés à la lumière de la méthode du marxisme. De la même façon que nous ne pouvons déterminer maintenant comment la nouvelle Internationale prendra forme, par quels stades elle passera, sachant que cela résultera des événements, de l'intervention dans les événements, de la discussion sur les problèmes et les actions à entreprendre, nous pouvons dire que la reproclamation de la IV^e Internationale s'intégrera dans le processus du combat pour une nouvelle Internationale. On ne pourra avancer sur cette voie qu'en réunissant progressivement les conditions suivantes :

a) Ouvrir dans nos rangs et publiquement la discussion sur la place de la IV^e Internationale, de son programme dans la lutte pour une nouvelle Internationale.

b) Ouvrir publiquement la discussion sur la nécessité du combat pour une nouvelle Internationale. Ce qui impli-

que la définition à chaque étape de la discussion de tâches pratiques, sur la ligne du combat pour l'unité des travailleurs et des masses exploitées et opprimées et de leurs organisations.

6. Nous nous plaçons sur le terrain du marxisme, du programme, de la lutte pratique dans la succession réelle des événements. Nous abordons la discussion des questions vitales qui se posent à l'humanité pour la recherche commune de réponses claires, dénuées de sectarisme et de dogmatisme, sans exiger des militants, tendances et organisations indépendants du social-impérialisme, des bureaucraties, du nationalisme bourgeois, ou en voie de rupture, qu'ils se déclarent pour la IV^e Internationale. Nous déclarons la nécessité d'une nouvelle Internationale dictée par toute la marche des événements, événements dans lesquels les partis de la II^e Internationale, les partis reliés à la bureaucratie du Kremlin, les partis nationalistes bourgeois sont non seulement incapables de constituer le centre international du combat libérateur, mais en sont les premiers obstacles dans le mouvement ouvrier mondial.

7. Notre position est de collaborer avec toutes les organisations, groupes et militants qui veulent réellement construire une nouvelle Internationale.

Ces groupes, organisations, tendances et militants, pour les uns ont quitté, ou sont en voie de rupture avec les partis de la II^e Internationale, les autres avec les partis liés à la bureaucratie du Kremlin, d'autres ont pour origine des partis nationalistes bourgeois, petits-bourgeois ou des courants anti-impérialistes, d'autres enfin s'organisent comme sections de la IV^e Internationale. Tous nous voulons bâtir un internationalisme réel dans des initiatives internationales de combat, tous nous pouvons nous rassembler pour constituer les bases d'une nouvelle Internationale. Nous décidons de combattre pour constituer un comité de liaison international pour une nouvelle Internationale de partis indépendants.

8. Le travail déjà engagé, celui en cours, démontre que nous avons en commun la volonté d'une attitude claire vis-à-vis des idées et des faits, la volonté

de créer les bases de la libre et honnête discussion excluant aussi bien l'anathème que les insinuations, les sous-entendus ou les bruits de couloir. Dire ce qui est, dire ce qu'on pense est pour nous la condition indispensable de l'action unie. C'est pourquoi nous entendons en commun soumettre à un examen scrupuleux les positions, les programmes, les propositions à la lumière des tâches à résoudre, pour construire une véritable Internationale.

Echanger les idées et les expériences pour engager des actions communes et concrètes, car on ne saurait préparer les conditions de la construction d'une nouvelle Internationale sans prendre part directement et d'une manière organisée dans les événements qui se dérouleront, ce qui nécessite de combiner la discussion et l'action (...).

INTENSIFICATION DE LA LUTTE DES CLASSES

Une initiative internationale dans la voie d'une conférence mondiale ouverte pour une nouvelle Internationale, comme cette réunion du Comité de liaison, ne peut prendre toute sa dimension que si elle est reliée à des campagnes politiques précises enracinées dans la lutte des classes et nourrissant l'intervention dans chaque pays.

C'est le cas en particulier de la rencontre ouvrière européenne de Berlin contre les plans du FMI et de la CEE et la réalisation de la Conférence de Dakar (voir annexe).

Les journées d'études à l'occasion du 50^e anniversaire de la fondation de la IV^e Internationale, la réunion du Comité de liaison sont prévues pour la mi-octobre. C'est aussi les 7 et 8 octobre que doit avoir lieu la Conférence de Dakar.

Il ne faut pas considérer pour autant qu'il s'agisse là d'une accumulation accablante de tâches mais de la concentration de différents aspects de la ligne stratégique définie à la Conférence.

A titre de rappel du cadre politique élaboré lors de la Conférence mondiale, citons l'évaluation des grands traits de la situation mondiale établie par la Conférence mondiale :

« Aussi est-ce une intensification de la lutte des classes, de l'affrontement entre révolution et contre-révolution qui est à l'ordre du jour dans chaque pays et dans tous les pays. Les formes sont diverses, les processus longs et irréguliers, mais la direction générale est celle de la centralisation des luttes du prolétariat mondial. »

Dans la résolution d'orientation sur la reconstruction de la IV^e Internationale, la même idée était reprise :

« Nous sommes en présence de processus révolutionnaires de longue durée que tout ce qui est lié directement au maintien du profit capitaliste et des privilèges bureaucratiques s'efforce de contenir et de retarder. »

Depuis, toute une série d'événements importants du point de vue de la lutte des classes mondiale se sont produits. C'est là une confirmation de l'appréciation d'ensemble résumée plus haut. Nous vivons une période de montée révolutionnaire, non seulement ample — mondiale au sens le plus strict du terme —, mais durable et en même temps contradictoire, car les forces de la contre-révolution sont, bien évidemment, elles aussi à l'œuvre. D'où de multiples bouleversements, des modifications brusques dans un pays, de nouveaux développements qui n'ont rien de secondaire et qui se succèdent à un rythme accéléré.

Aussi, serait-ce dépasser le cadre de ce rapport que d'essayer de les analyser en quelques lignes. Il n'est possible que d'en souligner certains aspects.

Dans la discussion au Secrétariat international, un camarade disait que l'événement le plus important qui s'est produit sans doute, depuis la réunion de notre conférence mondiale en janvier, ce sont les récents développements en Polo-

gne. En effet, l'action de la classe ouvrière polonaise est fondamentale et elle se relie directement à la maturation de la révolution politique en URSS. Car ce qui a été le point de départ de cette nouvelle vague d'actions du prolétariat polonais, c'est la tentative de lui imposer de nouvelles « réformes » dont le contenu est le même que celui des réformes que Gorbatchev veut imposer à la classe ouvrière soviétique. Chaque jour qui passe voit se dégager de nouveaux éléments qui témoignent et de l'aggravation de la crise au sein de la bureaucratie elle-même, et du développement de l'activité au sein des masses soviétiques elles-mêmes.

Le nouveau sommet Reagan-Gorbatchev se tient dans une situation marquée avant tout par l'action des masses travailleuses et opprimées, qu'il s'agisse du Moyen-Orient, de l'Afrique, de l'Amérique centrale, comme des pays capitalistes avancés et de ceux qui sont soumis au contrôle de la bureaucratie.

Si l'on se tourne vers l'Europe, des événements comme la grève généralisée des enseignants en Grèce, luttant pour défendre leurs conditions de vie contre la politique d'austérité du gouvernement socialiste du PASOK malgré l'opposition des directions syndicales et les manœuvres des staliniens, la résistance des travailleurs du chantier naval d'Eskalduna (Bilbao), occupant le chantier, malgré les assauts de la police, pour s'opposer aux licenciements décidés par le gouvernement Gonzalez constituent des expressions d'une grande portée quant à la manière dont ces problèmes se traduisent aujourd'hui dans la lutte des classes en Europe.

Les journées d'études à l'occasion du 50^e anniversaire de la fondation de la IV^e Internationale ne sont pas une commémoration. Elles se relient à la situation évoquée plus haut. Cela se traduit tout simplement dans le fait que les trois thèmes principaux de ces journées d'études, à savoir : la constitution de la IV^e Internationale, le bilan de son combat,

la validité de son programme ; puis l'examen de l'ensemble des problèmes reliés à l'action des instruments centralisés de l'impérialisme contre la classe ouvrière et contre les peuples, FMI et CEE ; et enfin le problème de la révolution politique : aucun de ces thèmes n'est un thème historique, même si pour chacun il faudra faire référence à des données historiques. Ce sont des thèmes qui touchent directement aux conditions les plus immédiates et les plus quotidiennes de la lutte des classes.

Car ce qui fait de ce que nous appelons les tâches internationalistes du PCI par exemple, des tâches immédiates et centrales de sa construction, ce n'est pas seulement notre conception internationaliste ou notre volonté, c'est la place que ces problèmes ont aujourd'hui dans la lutte des classes sous ses formes les plus immédiates.

LA CONFÉRENCE OUVRIÈRE DE BERLIN CONTRE LES PLANS DE LA CEE ET DU FMI

Et par exemple, pour préparer la Conférence de Berlin, pour constituer pour cette conférence une délégation française représentative et correspondant à la réalité de la place que nous occupons dans la lutte des classes en France, il y a des éléments qui sont directement reliés à la lutte des classes en France mais qui pourtant ont leur origine dans des développements de la lutte des classes dans d'autres pays.

C'est ainsi que par exemple, il y a, dans les entreprises, dans les organisations ouvrières, une activité particulière de solidarité à mener avec les travailleurs des chantiers navals d'Espagne.

Ce sont nos camarades de Grèce, les militants grecs de la section de la IV^e Internationale, qui nous ont informés de la grève des enseignants. La campagne que nous menons n'est pas une campa-

gne de simple « solidarité » platonique, mais une campagne qui reprend à l'échelle de l'Europe ce qui est à la base de notre activité ici en France : « *Dire ce qui est* », car c'est ainsi que nous contribuons à unifier les luttes de la classe ouvrière à l'échelle de toute l'Europe.

Ce sont là des éléments vivants de la constitution d'une délégation française pour la Conférence de Berlin, délégation qui sera constituée à partir d'un large réseau de comités, c'est-à-dire en fait, pour en rester à une méthode déjà éprouvée, d'assemblées-débat où ces questions seront discutées avec tous les militants ouvriers qui sont associés à un aspect ou à un autre de notre activité et qui sera appuyée sur la publication de faits essentiels sur la réalité de « l'Europe de 1992 ».

Il est évident que les problèmes du « consensus », de « l'ouverture au centre », du « front républicain » ont comme socle la défense de cette politique européenne contre lesquels les travailleurs des chantiers navals d'Espagne ou les enseignants de Grèce, pour ne citer que ces deux exemples, sont aujourd'hui mobilisés.

Au sujet de la Conférence de Berlin, ajoutons une citation, celle d'une circulaire adressée à la Confédération européenne des syndicats par les autorités de la CEE. Il est intéressant que cela soit adressé à la CES et non pas à des gouvernements ou à des ministères, car cela souligne que le problème qui est posé — celui de l'implication, de la subordination, en dernière analyse de l'intégration des organisations syndicales — n'est pas une question qui est posée aujourd'hui uniquement au plan national. Ou plutôt, au plan européen, elle est utilisée comme un levier essentiel de la tentative de dénaturation des organisations syndicales dans chacun des pays d'Europe. Et dans cette circulaire il est dit que la commission (c'est-à-dire l'organisme dont Delors est le président) « *entend promouvoir une action systématique dans le secteur public du marché du travail*

des Etats membres pour assurer la correcte application des règles de libre circulation des travailleurs ». En d'autres termes, c'est la remise en cause directe des différents statuts de la fonction publique existants dans les différents pays, au nom d'une mobilité de l'emploi à l'échelle européenne. Et la circulaire précise à qui cela s'applique :

« Je précise que l'action de la Commission ne concerne pas les organismes exerçant les fonctions principales et traditionnelles de l'Etat, telles que les forces armées, la police et les autres forces de l'ordre, la magistrature, l'administration fiscale et la diplomatie (...). »

Mais par contre elle s'applique en particulier...

« aux organismes chargés de gérer un service commercial, par exemple : transports publics, distribution de l'électricité ou du gaz, compagnies de navigation aérienne ou maritime, postes et télécommunications, services opérationnels de santé publique, enseignement dans les établissements publics, recherche à des fins civiles dans les établissements publics ».

Dans cette mesure on comprend non seulement la place que le développement de notre activité à l'échelle de l'Europe a dans la construction de nos organisations, mais quelle est la signification à l'échelle européenne des campagnes, des batailles politiques qui peuvent être menées dans chaque pays. C'est au travers de la campagne politique menée à l'occasion de la campagne de l'élection présidentielle en France par le MPPT que les propos de Delors sont devenus publics, non seulement en Belgique (où il les avait tenus), mais à l'échelle européenne, à partir du démenti qu'il a voulu opposer dans *Le Monde* à une citation tirée d'un journal belge. Ce démenti embarrassé ne fait que témoigner du fait que la politique de Delors, comme celle des gouvernements d'Europe d'ailleurs, est alignée sur la réalité qu'il a évoquée, et qu'il ait utilisé un conditionnel ou une phrase restrictive ne change rien sur le fond : que l'Europe qu'il était amené à

gérer avec d'autres était une Europe dans laquelle au moins se posait la question de ramener les droits et la situation sociale des travailleurs des pays d'Europe à ceux existant en Corée du Sud ou à Taiwan. Et à partir de là, toute l'ampleur de la préparation de la Conférence de Berlin est donnée.

La place, non pas comme un pseudo-mot d'ordre d'agitation ou comme un hochet qu'on agiterait de temps en temps, mais comme l'axe politique d'un combat pour le front unique dans chaque pays à l'échelle de l'Europe, du mot d'ordre d'une grève d'avertissement de 24 heures décidée dans l'unité des organisations et des travailleurs conserve toute sa place et trouve des éléments qui établissent son actualité, précisément dans le développement des luttes des travailleurs dans différents pays d'Europe, dont on a parlé et sur lesquels je ne reviens pas.

RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE, COMBAT POUR L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE

Pour nous, la réalisation de nos objectifs pour la Conférence de Berlin, c'est-à-dire d'une délégation française représentative à la fois de ce qu'est le combat et la réalité du MPPT, mais aussi de ce qui se dégage aujourd'hui de la crise des organisations, est un élément central de notre propre construction. Nous ne le séparons pas du combat pour la conférence ouverte, pour l'Internationale ouvrière, non pas d'une manière mécanique : nous n'allons pas imposer à tous ceux qui vont approuver cette initiative, qui vont soutenir cette conférence ou s'y rendre qu'ils approuvent du même coup la nécessité d'une réunion mondiale pour une Internationale ouvrière. Mais nous allons poser la question d'une Internationale ouvrière, précisément comme procédant de l'affirmation de la nécessité de partis ouvriers

indépendants, de l'indépendance de classe dans chaque pays. Car après tout, l'internationalisme prolétarien, dans sa première manifestation organisée, dans la constitution de la I^{re} Internationale, a procédé de la nécessité de l'affirmation de l'indépendance de classe, de la nécessité d'organisations ouvrières en tant que telles, dans chaque pays. Dans la délégation française à la Conférence de Berlin devront se trouver des militants qui, même s'ils n'ont pas préalablement signé la *Lettre d'invitation pour une Association internationale des partis, organisations et tendances indépendants*, seront des participants de la réunion du Comité de liaison en octobre. C'est une expression du fait que le combat de la IV^e Internationale, le combat pour sa reconstruction comme une organisation internationale centralisée, c'est-à-dire pour sa reproclamation, n'est pas séparé de la recomposition du mouvement de la classe sur un nouvel axe, de la réorganisation du mouvement ouvrier sur le terrain de l'indépendance de classe.

Les tâches internationales qui sont les nôtres ne se limitent pas à ces campagnes centrales mais intègrent toute une série d'activités. Par exemple, le soutien que la section française de la IV^e Internationale apporte à une initiative comme le Symposium européen sur le droit d'asile qui doit se tenir le 18 juin, car cette initiative constitue un point d'appui important pour l'ensemble de la bataille sur les libertés démocratiques dont on sait la place qu'elle occupe dans notre action politique en France.

Un facteur indispensable à l'accomplissement de l'ensemble de ces tâches, mais qui est aussi une expression des responsabilités de la section française dans le combat de l'Internationale, c'est le développement de la diffusion de *Tribune internationale*, revue politique publiée sous la responsabilité du Secrétariat international et intégrant la tribune libre de discussion dans la voie de la préparation d'une conférence mondiale ouverte.

Tribune internationale ne doit en aucune manière être traitée comme un organe confidentiel. C'est l'arme politique principale exprimant l'action centralisée de notre Internationale et c'est par là même un moyen indispensable à la construction de notre section.

Il y a donc un demi-siècle qu'était proclamée la IV^e Internationale par la poignée de militants qui, dans les conditions d'alors, avaient répondu à l'appel de Léon Trotsky, un demi-siècle que les premières éditions en différentes langues du programme de fondation de la IV^e Internationale ont commencé à être diffusées. Ce programme dont le sous-titre était « *L'Agonie du capitalisme et les tâches du prolétariat* ».

Cette agonie dure encore mais tous les éléments d'analyse que nous avons dégagés, y compris les plus récents, ceux qui sont dans les résolutions qui ont servi de base pour préparer ce congrès soulignent que c'est bien d'une agonie qu'il s'agit et non d'une nouvelle ère de développement du capitalisme. Et les tâches du prolétariat restent fondamentalement les mêmes.

« *La crise de l'humanité c'est la crise de la direction révolutionnaire.* »

Cela ne veut pas dire que nous sommes dans la même situation qu'en 1938, que rien n'a changé, qu'il suffirait de répéter une leçon apprise. Laissons ce genre de sottises aux différentes variétés de renégats et d'individus qui ont quitté notre mouvement à diverses étapes. Il y a, bien sûr, au contraire, pour les marxistes, à chaque jour qui passe, à chaque moment de la lutte de classes, à chaque lutte du prolétariat, quelque chose de nouveau à apprendre, à intégrer dans notre méthode, dans le combat pour la construction du parti mondial de la révolution socialiste.

Et bien sûr, aujourd'hui, il y a de ce point de vue-là beaucoup de choses qui se passent, beaucoup de choses qui nous permettent non seulement de dire — ce qui bien sûr est important et est pour

nous un facteur d'optimisme — que le programme de fondation de la IV^e Internationale est intégralement vérifié et par la poursuite de la crise sans issue du capitalisme et par les assauts répétés de la classe ouvrière et des opprimés du monde contre ce système, mais cela ne suffit pas, ce qu'il y a aussi, c'est que ce combat vivant de la classe ouvrière à l'échelle internationale et dans chaque pays nous donne aujourd'hui des responsabilités accrues et des possibilités sans commune mesure avec celles qui existaient au moment de la proclamation de la IV^e Internationale : celles de construire le parti révolutionnaire international.

L'un des premiers pas en avant réalisés depuis notre conférence mondiale a été la fusion de notre section sénégalaise, la LCT, avec le MDP dont Mamadou Dia est un des principaux dirigeants.

Car cette fusion s'est faite non pas seulement par un accord sur les tâches nationales au Sénégal, dans une situation marquée dans ce pays par une profonde crise politique. Elle ne s'est pas faite non plus par le fait que Mamadou Dia ou la direction du MDP dans son ensemble auraient tout d'un coup proclamé leur accord avec l'ensemble des conclusions du programme de la IV^e Internationale. Cette fusion s'est faite dans le cadre fixé par la *Lettre ouverte*, du combat pour une conférence ouverte, pour une Internationale ouvrière.

C'est-à-dire que des dirigeants importants du mouvement des travailleurs et

des opprimés du Sénégal ont considéré que la constitution d'une organisation à même de combattre la domination de l'impérialisme et de ses agents au Sénégal était impossible en dehors d'une dimension internationale et que la seule organisation qui offrait un cadre international dans lequel ces questions pouvaient être débattues c'était la IV^e Internationale, et c'était son programme.

Devant le congrès de fusion, Mamadou Dia l'exprimait en disant :

« (...) En mettant en place ce parti, en acceptant les uns et les autres de faire les sacrifices que vous avez consentis, pour donner cet exemple-là, vous êtes en train déjà de préfigurer le futur parti unifié sénégalais mais aussi de préfigurer le futur parti unifié africain, c'est-à-dire l'Internationale des peuples africains. Nous sommes en train déjà d'en constituer la première cellule. Mais je vais plus loin, parce que notre camarade Sar d'abord, et ensuite Cristobal ont fait allusion à ce vaste regroupement sur le plan international dont nous avons pris l'initiative à l'occasion du meeting de janvier dernier à Paris et qui a été repris d'ailleurs ensuite par le Conseil général de la IV^e Internationale. Et la proposition que j'avais faite et qui a été accueillie à l'unanimité, la salle debout, avec plus de 10 000 participants, la création d'une nouvelle Internationale des travailleurs et des peuples (...). »

Cela prouve que c'est avec optimisme que nous pouvons aborder les tâches qui sont les nôtres, mais cela mesure aussi toute notre responsabilité.

VIENT DE PARAÎTRE

RALPH SCHOENMAN

L'histoire cachée du sionisme



En annexe : la position de la IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction)
Un article de Léon Trotsky

L'ouvrage de Ralph Schoenman
est publié avec l'autorisation de « Socialist Action »

SELIO

Editions SELIO - Prix : 50 F

ANNEXES

DAKAR - OCTOBRE 1988

Conférence africaine pour l'annulation de la dette, contre les plans du FMI et de la Banque mondiale, en solidarité avec le peuple noir d'Afrique du Sud

Peu de gens contestent aujourd'hui le fait que la situation en Afrique est dramatique. Et que la vie même de dizaines de millions d'enfants, de femmes et d'hommes est menacée. Misère et famine s'accroissent chaque jour. Peu de gens osent faire le lien entre cette situation et les exigences accrues d'institutions comme le FMI et la Banque mondiale, porteurs de ce qu'il faut bien appeler une politique de pillage et de ravages. Peu de gens enfin osent taire le lien qu'il y a entre le pillage de tout un continent et le maintien d'un régime comme celui de l'apartheid en Afrique du Sud, régime d'oppression de tout un peuple, mais aussi gendarme zélé du maintien de l'ordre établi dans le continent.

Pourtant des réunions, conférences gouvernementales, ministérielles, se succèdent sans qu'aucune mesure concrète ne soit prise. C'est un fait. Comme c'est un fait que nombre de gouvernements africains sont étroitement dépendants de ces institutions et des gouvernements qui les soutiennent. C'est pourquoi l'idée est venue de réaliser une conférence africaine indépendante des gouvernements, réunissant des organisations politiques et syndicales combattant dans leur pays contre les plans de famine, de misère, les dictateurs et la ségrégation. Une conférence qui se réaliserait loin de toute contrainte diplomatique et en liaison étroite avec les revendications des masses populaires de notre continent. L'initiative est venue des sept délégations africaines présentes à la conférence qui s'est tenue à Caracas en avril 1987 contre les plans

du FMI et de la CEE et qui a été appuyée par les délégations de plus de 30 pays présentes à cette conférence.

Une conférence ouverte et démocratique, faisant place aux hommes ayant joué un rôle de premier plan dans la lutte pour l'indépendance nationale pour que soit restituée la lutte pour la démocratie comme une composante essentielle des changements et de résistance. Une conférence qui contribue à réintégrer l'Afrique des peuples déshérités dans le concert des peuples et des travailleurs à l'échelle internationale. Une conférence indépendante du cadre fixé dans les négociations "au sommet".

Une conférence qui permettrait à des organisations, des responsables soucieux de l'avenir de leur peuple, de commencer à sortir de l'isolement auquel ils sont parfois contraints, de commencer à bâtir un cadre international de combat contre les plans de misère. Une conférence qui commencera à donner un contenu pratique à cette volonté en prenant dès le point de départ la décision de discuter des moyens pour mettre en place un véritable mouvement de solidarité des peuples d'Afrique avec le peuple noir d'Afrique du Sud et la solidarité concrète avec tous ceux qui sur notre continent subissent la répression pour leur opposition aux plans du FMI.

Cette conférence a été appelée par :

- Comité d'initiative algérien (Algérie)
- Front démocratique des Comores (Comores)

- AZAPO
(Azanian People's Organization)
(Afrique du Sud)
- Agure (Guinée équatoriale)
- SWANU
(South West African National Union)
(Namibie)
- Centrale syndicale Sympiminito
(Madagascar)
- Parti MONIMA
(Madagascar)
- Mamadou Dia
(Sénégal)

Le comité organisateur à Dakar est composé notamment de :

- Alpha Sow,
membre du secrétariat du syndicat
des industries alimentaires
- Rama Kane,
membre du secrétariat du SITIAS
(syndicat indépendant des industries
alimentaires)
- Idi Diop,
membre du secrétariat du SITIAS
- Gora Thiam,
secrétaire général du SITIAS
- Cheikh Tendeng,
secrétaire général du Syndicat indé-
pendant des ouvriers boulangers et
gérants de kiosques
- Seyni Tendeng,
membre du bureau national du

Syndicat indépendant des ouvriers
boulangers et gérants de kiosques

- Ibrahima Diop,
membre du comité exécutif de la
Fédération des industries alimentaires
(CNTS)

- Ibrahima Sy-Jueye,
membre du bureau national de
l'UNANFR (Union nationale des
agents non fonctionnaires de la régie
des chemins de fer)
- Pape Ndiaye,
membre du bureau national du
Syndicat national des travailleurs de
la régie des chemins de fer
- Ntongo Diagne,
membre du bureau national de la
Fédération nationale des transports
routiers.
- Ibrahima Amar,
membre du bureau national de la
Fédération nationale des transports
routiers
- Mamadou Ndiaye,
membre du secrétariat du bureau
national du Syndicat des travailleurs
des assurances
- Ibrahima Diemg,
membre du bureau national du
Syndicat des travailleurs des PTT

Nous nous adressons à vous pour que
vous discutiez de votre participation ou
de votre soutien à cette conférence
ouverte démocratique.

1^{er} ET 2 OCTOBRE 1988 - RENCONTRE A BERLIN

Pour défendre les conquêtes des travailleurs, il faut des syndicats indépendants

Nous, militants ouvriers de différentes tendances politiques et responsables syndicaux, appelons à une rencontre européenne pour la défense de nos acquis et pour des syndicats indépendants, les 1^{er} et 2 octobre 1988 à Berlin, en même temps que se tiendra la réunion annuelle du FMI et de la Banque mondiale dans cette ville.

Pourquoi avons-nous pris cette initiative ?

Personne ne peut plus fermer les yeux devant l'offensive désastreuse du FMI et l'expression « européenne » de sa politique mondiale, la CEE, contre les acquis du mouvement ouvrier et contre les bases matérielles mêmes de l'existence de peuples entiers. Destruction des industries traditionnelles en Europe (chantiers navals, sidérurgie, mines, etc.), mise en friches de millions d'hectares de terres cultivées, suppression des grandes conquêtes sociales en matière de protection sociale et d'éducation, et enfin, libération du capital des entraves à l'accentuation de l'exploitation par la liquidation des charges sociales et de toute une série de droits protégeant les travailleurs, les jeunes et les femmes, parce que tous ces acquis seraient « *des obstacles à la concurrence au plan européen* ».

Voilà la réalité du Marché commun qui compte déjà 17 millions de chômeurs.

L'Europe de 1992, du « Marché unique européen » que les gouvernements européens veulent installer, c'est « l'harmonisation » de toutes les conditions de travail et de vie, c'est-à-dire le nivellement par le bas appuyé sur l'accroissement du chômage. On cherche systématiquement à opposer les travailleurs d'un

pays à ceux des autres. Et certains patrons n'hésitent pas à proclamer leur but : ramener les salaires des travailleurs européens au niveau de ceux payés à Taiwan et en Corée du Sud.

En même temps que se renforce cette politique anti-ouvrière de la CEE en Europe, la dette étrangle de plus en plus les peuples d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie.

Après le krach boursier où en 48 heures une somme supérieure à l'ensemble de la dette des pays dépendants est partie en fumée, le FMI n'hésite pas à accélérer ses programmes de faim et de misère.

C'est cela qui est à l'ordre du jour de la réunion du FMI et de la Banque mondiale à Berlin. « *La dette n'est pas celle des peuples* », c'est le cri qui s'élève de plus en plus dans toutes les régions affamées du monde, et nous, militants ouvriers et syndicalistes d'Europe, ajoutons : c'est un mensonge propagé par les créanciers, les grandes banques et les gouvernements que de prétendre que le paiement de cette dette est nécessaire au redressement de l'industrie européenne.

De même que sont mensongères les formules du type : « *Les gains d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain.* » Car chacun a pu constater que les profits des trusts et des banques, augmentés de façon vertigineuse dans les dernières années, n'étaient pas investis non plus dans la production, mais utilisés pour la spéculation financière.

La réunion du FMI, qui se tiendra dans la ville divisée de Berlin, a aussi à son ordre du jour la politique à mener à l'égard de la RDA, des pays de l'Eu-

rope de l'Est et de l'URSS. Nous qui lutons pour le syndicalisme indépendant dans le monde entier, constatons que chaque exigence du FMI pour des mesures d'austérité et anti-ouvrières en direction de la Pologne, de la Roumanie ou de la Yougoslavie est suivie d'actes de répression renforcée des pouvoirs contre *Solidarność* et le combat des travailleurs d'autres pays de l'Est pour arracher des syndicats indépendants.

N'est-il pas nécessaire de sceller l'unité des travailleurs de l'Ouest et de l'Est pour la défense de leurs acquis et pour des syndicats indépendants face aux « grands » de ce monde qui se réunissent à Berlin comme représentants du FMI, de la Banque mondiale et de la CEE ?

En Europe, la CEE, les patrons et les gouvernements le savent parfaitement : leur travail de destruction en vue de l'Europe de 1992 se heurte aux travailleurs de toute l'Europe qui non seulement sont décidés à défendre les conquêtes sociales arrachées par la lutte plus que séculaire du mouvement ouvrier, mais qui sont aussi rassemblés dans des organisations syndicales regroupant des millions d'adhérents dans toute l'Europe.

C'est pourquoi la CEE fait de la pression qu'elle exerce sur les directions syndicales un aspect central de la mise en œuvre de ses plans anti-ouvriers.

Les syndicats ne devraient plus avoir pour tâche la défense de l'emploi et par conséquent du droit fondamental au travail, mais la suppression « pacifique » et sans crise d'emplois « superflus » et la recherche de plus amples moyens financiers pour les capitalistes déjà repus de profits, afin que, prétend-on, ceux-ci puissent créer des emplois de remplacement. Ainsi, les gouvernements cherchent à impliquer les syndicats dans leur plan d'application des mesures de la CEE, au nom du « pacte social », du « consensus nécessaire », etc., et remettent en cause l'indépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat et du patronat.

Pour accentuer la pression sur les syndicats, l'intervention de la violence d'Etat s'accroît contre eux et contre les luttes ouvrières, contre les conventions collectives sans intervention de l'Etat et ainsi, contre de libres négociations salariales et contre le droit de grève. Les gouvernements prennent pour modèle les lois antisyndicales du gouvernement Thatcher en Angleterre qui ont permis que l'argent du syndicat des mineurs en grève, le NUM, soit saisi et ses comptes bloqués, tandis qu'aujourd'hui deux mineurs sont encore en prison. Les attaques contre l'indépendance des syndicats sont donc liées aux mesures contre les acquis de la démocratie même, dont les travailleurs et leurs syndicats indépendants sont les meilleurs garants.

Contre les mesures anti-ouvrières de la CEE, contre les attaques antisyndicales, plus que jamais le combat uni des travailleurs de toute l'Europe avec leurs organisations politiques et syndicales est à l'ordre du jour. La vague de grèves qui a touché l'Europe ces derniers mois, du Portugal à la Grèce, de l'Italie à la Scandinavie, de l'Espagne à l'Allemagne, de la France à la Grande-Bretagne, ne pose-t-elle pas la question de son unification, d'une grève générale d'avertissement de 24 heures contre les plans de la CEE, dans toute l'Europe ?

En Pologne, les travailleurs et leur syndicat *Solidarność*, qui mènent une bataille contre la misère et pour les droits fondamentaux des travailleurs, sont au centre de l'espoir démocratique du peuple polonais tout entier : « *Pas de liberté sans Solidarność !* »

Au Brésil, la centrale syndicale indépendante CUT est à la tête de la lutte contre la dette, problème central de tout un continent et de tous les pays dépendants de centres financiers et de capitaux internationaux.

En Afrique du Sud, les syndicats noirs sont, malgré une sanglante répression, à l'avant-garde du combat du peuple noir opprimé contre le régime infâme de l'apartheid.

C'est ainsi que la lutte des travailleurs avec leurs syndicats indépendants pour leurs propres intérêts exprime en même temps les aspirations démocratiques de peuples entiers et la lutte pour leur autodétermination.

La bataille pour des syndicats libres et indépendants est indivisible. Chaque attaque contre les aspirations des travailleurs dans les pays de l'est de l'Europe à constituer des syndicats indépendants est aussi une attaque contre l'indépendance des syndicats dans les pays occidentaux.

Défendre les syndicats indépendants dans le monde entier, soutenir les travailleurs qui sont en train de combattre pour les constituer là où ils n'existent pas encore, répondre en particulier à l'appel unanime des syndicats noirs d'Afrique du Sud pour le boycott total et effectif du régime de l'apartheid organisé par les syndicats en Europe, ce n'est pas seulement pour nous une tâche d'honneur et un acte d'internationalisme pratique ouvrier, mais c'est aussi la défense de nos propres acquis en Europe.

Signataires de l'appel à la rencontre de Berlin

Etat espagnol : Anton Saavedra, dirigeant de la Fédération des mines de l'UGT - José Miguel Villa, secrétaire fédéral, Fédération des banques et assurances, UGT - Margarita Tova, secrétaire section syndicale CCOO députation de Barcelone - Comité d'entreprise de Potasas de Sallent, CNT - José Antonio Millano, délégué du Syndicat unitaire de l'entreprise Metalinas - Jorge Diaz Gomez, secrétaire d'organisation, Fédération des banques et assurances, UGT - Daniel Diaz Crespo, secrétaire fédéral, Fédération des banques et assurances, UGT - José Luis Cabeza, secrétaire général pour la Cantabrique de la Fédération des banques et assurances, UGT - Roberto Tornamira, secrétaire général, section syndicale nationale du Banco Jerez, UGT - Juan Rubio, secrétaire général pour Ségovie de la Fédération des banques et assurances, UGT - Antonio Lacueva, secrétaire d'organisation UGT, Almeria - Francisco Gonzalez, secrétaire général, Fédération des banques et assurances, UGT Lugo

- Antonio Blanco, secrétaire à l'action syndicale, Fédération des banques et assurances, UGT Cadix - Eugenio Honorato, secrétaire général de la Fédération des banques et assurances, UGT de Pontevedra - Vitoriano Martin, secrétaire d'organisation de la section syndicale UGT du Banco Hispano-Americano - Miguel Sanz Valero, secrétaire général du secteur de l'administration régionale FSP, UGT Valence - Roberto Ruiz Belen, secrétaire aux finances FTS, CCOO Pays valencien - Maria Jesus Fernandez, secrétaire santé, UGT Bizcaye - Pedro Cuevas Cossio, secrétaire de la section syndicale UGT Artiach, Bizcaye - Ernesto Calzón, secrétaire CCOO Iberia transports - Isabel Cerdón Martin, comité du personnel des postes, CNT Madrid - Manuel Fernandez Suarez, comité d'entreprise du métro de Madrid, CNT - José Luis Sanchez Martin, délégué CNT du métro de Madrid.

Allemagne : Michael Altmann, membre de la direction d'une section locale du SPD - Elena Bartels, membre de la direction locale de l'OTV de Francfort - Karin Binder, membre de la direction du SPD de Stuttgart, déléguée du personnel - Erich Brendjes, responsable de formation du SPD de Duisbourg - Uwe Bullerdieck, membre de la direction locale du syndicat des postiers de Oberhausen - Andreas Bürkel, délégué du personnel OTV - Reinhard Büttner, permanent syndical - Gerd Cebulla, délégué du personnel IG-Metall Opel - Winfried Dahlbeck, délégué syndical IG-Metall Opel - Christiane Felber, déléguée du personnel du syndicat des postiers - Norbert Freiwald, délégué du personnel, syndicat des postiers - Mathias Fritz, membre de la commission ouvrière du SPD de Stuttgart - Jürgen Fuchs, délégué du personnel OTV - Karl-Heinz Gerhold, président des délégués syndicaux OTV de la ville de Munich - Dieter Grossert, président des délégués du personnel de la poste de Düsseldorf, président de la section du SPD de la poste - Eva Gürster, présidente des délégués syndicaux OTV, déléguée du personnel - Wolfgang Hanschuch, président des délégués du personnel OTV du bureau de chômage de Munich - Hans Hasselkuß, délégué syndical IG-Metall - Ulla Hoffmann, déléguée du personnel, syndicat des enseignants - Mustapha Ilkyaz, commission immigrés du syndicat des postiers, Francfort - Ramadan Ismail, délégué du personnel IG-Metall - Matthias Jacquemien, président de la commission ouvrière, section des postiers du SPD de Cologne - Hans-Peter Keul, président des délégués syndicaux, OTV - Monika Kirfel,

membre de la direction locale du syndicat des enseignants de Cologne - Winfried Knappe, délégué syndical IG-Metall - Otto Koeppen, responsable pour les retraités du SPD de Berlin-Steglitz - Herbert Kopp, délégué syndical IG-Metall - Bernhard Krabiell, président de la commission internationale du SPD Düsseldorf - Edith Leider, déléguée du personnel IG-Metall - Karl Lohmann, ancien délégué du personnel IG-Metall - Brigitte Lux, porte-parole de la commission tiers monde du SPD de Munich - Fritz Mühlbauer, vice-président des délégués syndicaux OTV de la ville de Munich - Wolfgang Nell, responsable de la formation du syndicat des mineurs Oberhausen-Sterkrade - Peter Nöthen, membre de la direction d'une commission ouvrière du SPD - Willi Oberländer, président des délégués du personnel OTV - Anke Osterloh, membre de la direction locale du syndicat des enseignants de Cologne - Michael Pergande, commission jeune de l'OTV Berlin - Heinz Schöller, délégué du personnel OTV - Bodo Schoo, délégué du personnel IG-Metall, membre du SPD - Dr Gerhard Schwarzkopf, vice-président des délégués syndicaux OTV - Wolfgang Schwemmer, syndicaliste IG-Metall - Christa Seidl, déléguée syndicale OTV - Kurt Stalter, délégué du personnel, syndicat des enseignants - Alfred Syska, délégué du personnel, élu local du SPD - Werner Uhde, rédaction de *Sozialistische Arbeiterzeitung*, ISA - Siegfried Viertler, délégué syndical OTV - Sibylle Wacker, déléguée syndicale IG-Metall - Horst Westbrock, ancien président des délégués syndicaux IG-Metall à Berlin - Jutta Winkelmann, membre du SPD - Martina Winkler, membre de la direction locale du syndicat des enseignants.

(Les qualités ne sont données qu'à titre informatif.)

France : Roger Weisgerber, syndicaliste, métallurgie (Bas-Rhin) - Claude Mignot, syndicaliste, navigation, conseiller municipal (Meurthe-et-Moselle) - Michel Charlet, syndicaliste, métallurgie (Hauts-de-Seine) - Christian Litscher, syndicaliste, navigation (Meurthe-et-Moselle) - Michel Chrétien, syndicaliste, navigation (Meurthe-et-Moselle) - Michel Lecrot, syndicaliste, bâtiment (Hauts-de-Seine) - Alexandre Hébert, syndicaliste (Loire-Atlantique) - Bronislaw Sluppek, syndicaliste, EDF (Hauts-de-Seine) - Jean-Claude Lestrade, syndicaliste licencié de la réparation navale (Seine-Maritime) - Bernard Hébert, syndicaliste, FPA (Seine-Maritime) - Daniel Blactot, syndicaliste, bâtiment (Seine-Maritime) - Philippe Dubail, syndicaliste, PTT (Doubs) - Pierre Levasseur, syndicaliste, PTT (Paris) - André Rivière, syndicaliste, PTT (Seine-et-Marne) - Gérard Barrot, syndicaliste, PTT (Jura) - Claude Lizier, syndicaliste, PTT (Paris) - Patrice Sifflet, syndicaliste, PTT (Paris) - Aline Broussois, syndicaliste, Education nationale (Val-de-Marne) - Dominique Berthot, syndicaliste, PTT (Val-de-Marne) - Christian Anciau, syndicaliste, mouvement coopératif (Val-de-Marne) - Jeanine Henriot, syndicaliste, Education nationale (Val-de-Marne) - Albert Boudinet, syndicaliste, ASSEDIC (Essonne) - M. Bougoin, syndicaliste, Ville de Paris (Yvelines) - Jean-Claude Mater, syndicaliste, Ville de Paris (Yvelines) - Jean-Marie Pourtier, syndicaliste, banque (Hérault) - Lorenzo Fernando, syndicaliste enseignant (Aisne) - Robert Monier, syndicaliste, Equipement (Pas-de-Calais).

Intervention du représentant du Secrétariat international de la IV^e Internationale-CIR au XXXIII^e Congrès du PCI

Au nom du Secrétariat international, à chacune et à chacun des congressistes, mon salut fraternel ; aux délégations et sections sœurs, ainsi qu'à la délégation du MPPT, le salut fraternel du Secrétariat international.

Au sortir de la Conférence mondiale des sections ainsi qu'à l'issue du Secrétariat international qui s'est tenu ces jours derniers, on peut établir que l'ensemble des effets des coups qui ont été perpétrés depuis la scission de Moreno et des coups ultérieurs ont été surmontés, non pas seulement politiquement, mais aussi du point de vue de l'étape où en est le Centre international de reconstruction aujourd'hui. Le problème auquel nous nous confrontons, c'est le problème de l'application de la résolution qui a été votée à la dernière conférence mondiale des sections et qui a fait partie des bulletins intérieurs préparatoires du congrès de la section française : la résolution sur la reconstruction-reproclamation de la IV^e Internationale et le rapport de cette résolution au combat autour de la *Lettre d'invitation pour une Association internationale des partis, organisations et tendances indépendants*. Le problème auquel nous sommes confrontés, c'est le problème de la disposition subjective de la direction internationale comme des différentes directions nationales pour régler la contradiction entre leur taille matérielle et les responsabilités auxquelles elles ont à faire face tant sur le plan international que sur le plan national pour les plus grandes sections. On peut dire aujourd'hui que les sections, les forces

regroupées au sein du CIR sont soit un facteur dans des processus de recomposition, et aussi de réorganisation du mouvement ouvrier sur un nouvel axe, soit le facteur principal, ou même le facteur unique au cœur de ces processus de reconstruction, de recomposition du mouvement ouvrier sur un nouvel axe, mais aussi dans les processus de regroupement et réorganisation des courants en rupture, des courants indépendants.

En Espagne, la section du Centre international de reconstruction prend une place décisive dans le regroupement des forces pour le Mouvement pour la République. Au Brésil, ayant surmonté les coups qui nous ont été portés par Favre et ses amis, les camarades de notre section tiennent une place éminente dans le Parti des travailleurs, dans la défense de son indépendance et de son caractère démocratique.

Les camarades du CIR occupent les avant-postes du combat pour la défense du Parti révolutionnaire des travailleurs du Mexique comme parti ouvrier indépendant. Aux Caraïbes et en Afrique, le CIR occupe les avant-postes, et parfois comme seule force d'opposition organisée dans différents pays, au cours des mouvements de recomposition et de réorganisation de la classe ouvrière sur son terrain propre.

Le dernier rassemblement qui s'est tenu, qui était convoqué comme un rassemblement européen mais qui s'est tenu en réalité comme rassemblement international, le rassemblement du 24 janvier

a donné l'illustration de la nouvelle disposition de IV^e Internationale (CIR) dans la lutte pour une nouvelle Internationale tout en reconstruisant la IV^e Internationale.

Il est vrai que c'est un dirigeant qui n'est pas membre ou qui n'était pas membre du CIR qui a formulé le premier en termes pratiques et surtout en termes d'immédiateté la question de l'Internationale des travailleurs des peuples. Mais cela illustre une chose, c'est que si nous avons pu nous saisir immédiatement de cette proposition, et la transformer immédiatement en force matérielle, c'est bien parce que nous étions déjà disposés en ce sens à partir des derniers Conseils généraux et du Conseil général qui a précédé la Conférence internationale de Caracas. Mais cela témoigne aussi du fait que tout en étant ainsi orientés, nous n'étions pas sans hésitations, et c'est pourquoi nous n'avons pas formulé les premiers la proposition pour une Association internationale des partis, organisations et tendances indépendants. La fusion qui a eu lieu dernièrement au Sénégal illustre ce processus-là. C'en est l'illustration et en même temps le produit de la nouvelle disposition de IV^e Internationale (CIR) et de chacune de ses sections. En réalité, si nous suivons pas à pas les documents qui ont été élaborés au cours du processus de fusion, si nous les suivons chronologiquement, le premier document qui a été élaboré est la *Lettre de la direction du Mouvement démocratique populaire au SI*, lettre qui pose les problèmes de jonction entre le MDP et la IV^e Internationale. Cela, c'est pour expliquer que c'est sur le plan international, tout en tenant compte des efforts qui ont été accomplis au Sénégal même, c'est bien sûr au plan international que les premiers pas décisifs ont été réalisés, c'est sur le plan international que la direction du MDP a posé le problème de la jonction avec la IV^e Internationale et par suite, de la réalisation de cette jonction avec la section sénégalaise de la IV^e Internationale. Le deuxième document qui a été élaboré, c'est le protocole qui

a été signé à Caracas, qui est paru dans *Tribune internationale*, et qui constitue déjà un premier cadre de fusion sur le plan politique et d'organisation entre le MDP d'une part, et la IV^e Internationale, et par suite, la section sénégalaise de la IV^e Internationale. Dans le document déposé par le MDP lui-même, nous avons dans le paragraphe 3 écrit : comme section sympathisante de la IV^e Internationale, indépendamment de la question de savoir si le MDP allait fusionner avec la LCT ou pas.

Le problème qui est posé au niveau international comme au niveau de chaque pays, de chaque section, c'est l'application de la résolution sur la reconstruction-reproclamation de la IV^e Internationale et la compréhension du rapport de cette résolution avec la *Lettre d'invitation pour une Association internationale des partis, organisations et tendances indépendants*.

Le problème posé c'est celui de situer la section de la IV^e Internationale, et en l'occurrence en France, la section française de la IV^e Internationale, non pas comme cadre additif au mouvement qui s'organise au sein du Mouvement pour un parti des travailleurs (ou au Sénégal, du Mouvement pour le socialisme et la démocratie), mais comme cadre de programme permettant de dépasser les limitations nationales du combat que nous menons dans les différents pays et du combat que les éléments d'avant-garde ouvrière dégagés par la radicalisation des masses mènent dans les différents pays, mais aussi et surtout comme expression, en termes d'organisation, du programme de la IV^e Internationale, non pas comme élément supplémentaire ou contradictoire au regroupement des éléments d'avant-garde ouvrière qui se dégagent dans le combat pour la création de partis ouvriers indépendants.

Parce que ce n'est pas par procuration que les militants de la IV^e Internationale contribuent à construire des partis ouvriers indépendants dans chaque pays. Ils participent à cette construction

en acceptant les insuffisances, sinon même les confusions des éléments d'avant-garde ouvrière et populaire qui se dégagent dans les différents pays, dans une association avec eux pour la création de partis ouvriers indépendants dans chacun des pays, pour la création de l'Internationale des travailleurs et des peuples à l'échelle internationale. Nous les aiderons à progresser vers le bolchevisme en présentant la section de la IV^e Internationale dans chaque pays comme transcroissance de ce combat, comme aboutissement de ce combat.

En ce qui concerne la section française, nous entrons dans la huitième année de résistance à la pression du front populaire, résistance aux coups externes et internes qui ont été portés à la section française au regard de la place qu'elle occupait et qu'elle occupe dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale et dans le combat pour construire l'Internationale des travailleurs et des peuples. En cette huitième

année, nous pouvons établir que beaucoup de matériaux ont été accumulés dans la résistance au front populaire. Des matériaux en termes de capital politique existant, en termes de liens élargis tant au niveau de la classe ouvrière que de la paysannerie, mais aussi en termes de liens internationaux, ce qui constitue une part objective, matérielle, phase après phase, pour passer à une autre phase, celle de l'accomplissement des pas décisifs vers la reproclamation de la IV^e Internationale, celle de l'accomplissement des pas décisifs vers la constitution du nouveau parti ouvrier indépendant en France. La section française, sa direction ont entre leurs propres mains la totalité des matériaux objectifs pour franchir ce seuil. Il dépend d'elle, aux plans national et international, d'accomplir cette œuvre.

Camarades, vive la section française de la IV^e Internationale ! Vive la IV^e Internationale ! Vive l'Internationale des travailleurs et des peuples !

Bibliographie

La Vérité n° 601 de janvier 1988 :

- Texte de la Conférence mondiale des sections.
- Texte sur le krach boursier.
- Article sur le capitalisme français.

Tribune Internationale n° 43 de janvier 1988 :

Les résolutions adoptées par la Conférence mondiale des sections.

La Vérité n° 600 de juin 1987 :

- L'article de Daniel Gluckstein (pages 69 à 85) : "La lutte pour l'Internationale" et "Lénine et le combat pour constituer la III^e Internationale".
- L'article de Lucien Gauthier : Sur la fondation de la IV^e Internationale.

La brochure de GER : Les Internationales.

La Vérité n° 583 de septembre 1978 :

Un siècle de lutte pour l'Internationale ouvrière.

Notre brochure : "Quelques enseignements de notre histoire".

Les tomes 21, 22 et 23 des OEuvres de LENINE.

Pour TROTSKY,

- Voir les textes cités par Lucien Gauthier dans son article, et l'index des OEuvres de TROTSKY, chapitre : "Le combat pour une nouvelle Internationale, pour la IV^e Internationale".

- On lira aussi avec intérêt le texte qui se trouve dans le tome 1 de la nouvelle série des OEuvres, pages 210 et suivantes. Un texte fondamental sur l'internationalisme.

LA VERITE

Revue théorique du comité central du PCI
Paraît tous les semestres

FRANCE :

1 an : 4 numéros

— pli ouvert : 80 F

— pli fermé : 120 F

TRIBUNE INTERNATIONALE

Journal politique de « IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction) »

Paraît deux fois par trimestre

FRANCE :

1 an : 8 numéros

— pli ouvert : 100 F

— pli fermé : 150 F

Une formule d'abonnement groupé :

LA VERITE et **TRIBUNE INTERNATIONALE**

Pour 1 an : 4 numéros de La Vérité

8 numéros de Tribune internationale

— pli ouvert : 150 F

— pli fermé : 220 F

Chèque ou mandat à l'ordre de : La Vérité - Tribune internationale
 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris

La situation politique française et les tâches de la section française de la IV^e Internationale dans l'action pour un parti ouvrier indépendant

Dans le message du Secrétariat international adressé au congrès, il a été dit que la direction de la section française avait entre les mains tous les moyens de la réalisation de ses objectifs politiques. Il faut inscrire au compte de ces moyens dont nous disposons la continuité de l'analyse de la situation politique qui a marqué notre activité, notre élaboration depuis le dernier congrès.

UNE PÉRIODE DE TOURNANTS BRUSQUES

Nous avons dit depuis le 24 avril que nous entrions dans une période de crise majeure des institutions qui soulèvera toutes les classes sociales. Nous entrons dans une période de tournants brusques, dans une situation qui présentera bien des aspects chaotiques. Dans une telle situation, des possibilités nouvelles s'ouvrent à nous, qui n'existaient pas hier de la même manière, pour notre construction. Pour pouvoir les saisir, il faut bien sûr aborder et avancer dans le règlement des problèmes politiques d'organisation et de direction dont nous avons parlé cet après-midi. Il faut également dégager tout de suite l'analyse de la situation politique nouvelle qui s'est ouverte, et commencer à formuler les mots d'ordre et les tâches politiques qui en découlent. Sur ce plan, nous pouvons dire que ce qui nous permet d'apprécier la situation politique nouvelle, c'est la continuité qui a marqué depuis le dernier congrès — je dirais plus particulièrement depuis la rentrée de septembre

dernier — notre orientation, fondée sur le terrain du combat pour le front unique, affirmant que les véritables problèmes auxquels la classe ouvrière est confrontée ne trouveront de solution que sur le terrain de la lutte de classe et par conséquent dans le combat pour l'unité des travailleurs et des organisations, affirmant la nécessité d'en finir avec les institutions de la V^e République.

Nous avons été amenés à exprimer cette orientation dans des formulations politiques qui ont pu varier selon les circonstances ; mais en même temps, il faut affirmer nettement que sans cette continuité, sans cette capacité que nous avons eue de rester fermement ancrés sur cet axe et de résister aux pressions qui pouvaient peser sur nous et dont le représentant du Secrétariat international a parlé tout à l'heure, nous ne serions pas ici en mesure de discuter de cette nouvelle situation et de nos tâches politiques.

En préparant ce rapport, il m'est revenu en mémoire un texte dont les camarades se souviennent sans doute, un texte de Trotsky publié dans *L'Internationale communiste après Lénine* à propos du programme de l'Internationale communiste avant son VI^e Congrès. Trotsky, polémique avec la politique de l'IC sur la Chine, disait en substance ceci :

Si en Chine nous avons eu une politique indépendante, si nous ne nous étions pas fondus dans le Kuo-min-tang, nous aurions pu aider à la libération

d'un certain nombre de régions, nous aurions pu voir naître des soviets, nous aurions pu commencer à entreprendre la réforme agraire. Jusqu'où aurions-nous été capables d'aller ? Il est impossible de le prévoir. Aurions-nous gagné complètement, ou aurions-nous gagné seulement dans un certain nombre de régions, y aurait-il eu des avancées, des reculs ? Ça, on ne peut pas le savoir. Mais, disait-il, l'essentiel, c'est qu'aujourd'hui nous aurions un parti.

Nous ne sommes ni en Chine ni en 1927, la question n'est ni d'avoir des soviets ni l'Armée rouge. La discussion qui a existé entre nous sur le deuxième tour était légitime, nous avons eu raison de la considérer comme légitime et de la mener démocratiquement dans les rangs des sections du MPPT comme dans les cellules du parti. Il n'en reste pas moins que si aujourd'hui nous avons un parti (avec les difficultés que nous connaissons), si nous avons un cadre politique commun cohérent, si nous sommes capables d'aborder la situation politique nouvelle, c'est parce qu'à travers cette période, à travers les pressions qui se sont exercées, nous avons refusé d'aliéner notre indépendance politique, notre capacité d'intervention politique indépendante, et qu'aujourd'hui, avec les faiblesses et avec les difficultés, nous avons un parti. Et c'est directement en rapport avec notre continuité politique.

Pour aborder cette nouvelle situation, nous l'avons dit à plusieurs reprises, il s'agit pour les marxistes de partir du point de vue de la crise des institutions, de l'évolution des classes sociales fondamentales. J'ai écrit un certain nombre de choses dans la résolution, mais il faut y revenir, et je crois qu'il faut dire un mot sur cette caractérisation du bonapartisme et sa caractérisation aujourd'hui.

PROBLÈMES DU BONAPARTISME

Traditionnellement, nous qualifions comme bonapartiste (et quand je dis

nous, c'est avec Lénine, avec Trotsky), nous qualifions comme bonapartiste un régime dans lequel, selon la formulation de Trotsky, la classe politiquement dominante se trouve contrainte, pour conserver ses possessions, de tolérer au-dessus d'elle la direction incontrôlée d'un régime militaro-policié au sommet duquel règne un « sauveur ». Nous savons également que nous qualifions de régime bonapartiste un régime personnel qui s'élève au-dessus de la démocratie et louvoie entre les deux camps en présence, au seul service naturellement de la classe dominante.

Or à quoi se heurte aujourd'hui la capacité de Mitterrand d'exercer le pouvoir dans le cadre du régime bonapartiste ?

D'abord à la contradiction majeure qui existe entre le fait qu'il est en situation d'assurer le rôle du bonaparte et le fait que sa propre base électorale est celle contre laquelle il se doit d'exercer ce mandat du président-bonaparte.

La deuxième contradiction c'est qu'au lendemain du 24 avril et plus encore du 8 mai, le capital se trouve aujourd'hui privé de toute représentation politique sérieuse en France. La montée du Front national, l'effondrement du RPR et de l'UDF créent une situation qui a amené Mitterrand pendant la période depuis le 24 avril à tout faire pour mettre en place un gouvernement de coalition avec le centre, comme base possible pour l'exercice du pouvoir dans le cadre du régime bonapartiste, coalition avec le centre rejetant en quelque sorte aux deux pôles le Front national d'une part, le PC d'autre part.

Cela dans une situation — et c'est le troisième point — où la classe ouvrière, qui a reçu des coups, qui a subi un certain nombre d'attaques sérieuses et qui en subira d'autres, pour autant n'est pas vaincue. La crise des institutions elle-même d'ailleurs n'est que le produit différé et en quelque sorte cumulé des combats de la classe ouvrière contre le régime de la V^e République. Parce que

si aujourd'hui les partis représentatifs de la classe bourgeoise sont effondrés, si leur base sociale a tendance à faire mouvement, et très largement, vers un parti qui est en train de se constituer en parti fasciste, c'est en quelque sorte une réponse à une situation où les institutions de la V^e République ont elles-mêmes été soumises aux coups de boutoir du mouvement de la classe ouvrière depuis 1963 avec la grève des mineurs, depuis 1968 avec la grève générale, avec le référendum de 1969 et avec tout récemment la grève générale des étudiants et des lycéens en 1986.

Dans cette situation — c'est le quatrième élément —, nous avons considéré que l'apparition du Front national est une donnée durable. Bien sûr, la prochaine élection législative verra sans doute un tassement des voix recueillies par le Front national. Mais précisément, tout le monde comprend que la disparition du groupe parlementaire du Front national à l'Assemblée nationale est un facteur de sa propre radicalisation comme parti qui, ne pouvant bénéficier davantage de la tribune parlementaire, cherchera à s'exprimer dans la rue comme il a commencé de le faire le 1^{er} mai. Ceci est une menace directe pour la situation — pas pour demain, pas pour après-demain — pour 4 millions de travailleurs immigrés dans ce pays, comme il constitue une menace à travers cela pour l'ensemble du mouvement ouvrier, et je renvoie aux dernières déclarations de Le Pen sur la « *syndicratie* », les « *oligarchies syndicales corrompues* », etc.

Et puis enfin, dans cette situation, il y a le mouvement lui-même de la classe ouvrière. Nous l'avons dit, depuis un an ou deux, nous l'avons répété à l'occasion de ces élections, les luttes de classe encadrent les élections. Mais, camarades, on n'a jamais vu, je crois, dans l'histoire de la V^e République une élection présidentielle non seulement à ce point encadrée par la lutte des classes, mais je dirais traversée de part en part par la lutte des classes, avec les grèves

des mineurs, avec Michelin, avec la SNECMA, avant, pendant, après. Ceci ne veut pas dire que, mécaniquement, la lutte des classes est amenée à se développer dans les semaines qui viennent. Mais je crois que c'est une confirmation indiscutable de tout ce que nous avons expliqué durant tout le cours de cette campagne électorale, à savoir qu'il s'agissait d'élections fabriquées, que les travailleurs ne pourraient trouver de solution aux problèmes auxquels ils sont confrontés sur le terrain électoral, et que nécessairement, ces solutions, il leur faudra les dégager sur le terrain de la lutte de classe donc dans la réalisation du front unique, etc.

L'OUVERTURE EN ÉCHEC

Il ne faut pas se départir de cette méthode, sous peine de fondre impéativement dans l'impressionnisme.

Par exemple, considérons cette question de la dissolution de l'Assemblée nationale. Il est indiscutable, contrairement à ce que nombre de commentateurs, de journalistes, ont expliqué pendant quelques jours, que Mitterrand ne voulait pas de la dissolution de l'Assemblée nationale. Il est indiscutable que de son propre point de vue, il fallait réussir l'ouverture : d'abord l'ouverture dans le cadre du gouvernement, puis à défaut d'ouverture dans la composition du gouvernement, au moins dans le cadre de « l'assise parlementaire », parce que ceci était une nécessité du point de vue même de la continuité des institutions de la V^e République. Mais en même temps, quelle est la signification de l'échec de l'ouverture ? L'échec de l'ouverture — échec de l'ouverture dans le gouvernement, échec de l'ouverture dans la négociation d'un possible support parlementaire, échec de l'ouverture dans la constitution des listes aux élections législatives (je pense que vous avez vu comme moi le caractère ridicule, peau de chagrin des quelques-uns qui se sont retrouvés dans les listes rassemblées

par le PS) —, l'échec de cette ouverture c'est aujourd'hui la crise qui a atteint un tel degré de gravité que pour les représentations politiques traditionnelles de la bourgeoisie, en particulier pour l'UDF, pour les centristes, accepter aujourd'hui de se prêter au jeu de l'ouverture, c'est en quelque sorte accepter l'explosion totale de cette représentation politique. S'exprime ici une contradiction entre les besoins à court terme de la bourgeoisie, c'est à dire ses besoins de préserver sa représentation politique, et ses besoins à moyen et à long termes, qui sont d'assurer la continuité du point de vue des institutions.

En refusant l'ouverture, la bourgeoisie a joué la préservation du court terme aux dépens du long terme. Quelle en est la conséquence ? Il n'est pas secondaire de constater que Barre, qui se situe du point de vue des institutions, était le plus favorable à l'ouverture.

Alors, nous sommes dans une situation de crise ouverte des institutions. Nous sommes dans une situation où à la différence de 1981, les problèmes ne peuvent être posés ni en termes de respect du mandat (en l'occurrence Mitterrand a eu le mérite de la clarté sur le mandat qu'il s'est fixé lui-même tout au long de la campagne électorale), ni sur le terrain de la majorité PS-PCF à l'Assemblée. Les questions fondamentales aujourd'hui du front unique, de la démocratie, de l'Assemblée constituante, telles que nous les avons très bien formulées dans l'éditorial d'*Informations ouvrières* et dans la déclaration du MPPT, sont étroitement imbriquées.

Nous avons discuté au début de ce congrès, il ne sera donc pas utile que j'y revienne longuement, sur le fait que ceci se concentre aujourd'hui dans la question : « *Quel gouvernement sera capable de défendre les travailleurs ?* » Il faut comprendre que dans la situation que nous connaissons, nous sommes tenus de poser les problèmes sur ce plan-là. Bien sûr, formellement, aujourd'hui, demain, ces institutions ne semblent pas

nécessairement sur le point de s'effondrer. Mais en même temps, ce serait tourner le dos à toute possibilité de répondre sérieusement à la question qui se pose à la classe ouvrière, à savoir d'un gouvernement qui prenne les mesures indispensables à sa défense, que de ne pas poser la question des institutions et de l'Assemblée constituante.

Nous sommes dans une situation où, nous le savons, nous l'avons appris par l'histoire, une crise révolutionnaire trouve généralement son point de départ au sommet de l'Etat. D'une certaine manière, la crise ouverte des institutions, le tournant qui s'est manifesté le 24 avril et le 8 mai marquent une situation dont il serait stupide de déduire mécaniquement la crise révolutionnaire demain matin ; mais en même temps nous comprenons que s'ouvre une période convulsive où la question de la crise révolutionnaire est à l'ordre du jour. Il faut partir de cette appréciation pour comprendre les processus politiques qui sont devant nous.

J'ai écrit dans la résolution un certain nombre de choses sur la crise du Parti socialiste, du Parti communiste français ; je voudrais ajouter quelques mots sur les conséquences que cela peut avoir pour notre intervention.

Je crois d'abord que nous avons eu raison au XXXII^e Congrès de porter la caractérisation que nous avons formulée concernant le Parti socialiste, et que je rappelle que dans la résolution soumise au vote :

« La place du PS doit être définie d'une part par sa base électorale populaire ou ouvrière, dont de forts contingents de l'électorat du PCF (il faut également signaler qu'une grande fraction des cadres et militants FO sont membres du PS).

Par le caractère social de sa base, le PS reste un parti ouvrier bourgeois, mais les "néos" du PS dirigent la mise en place des mesures de caractère bonapartiste, dans le droit fil de la "doctrine sociale de l'Eglise". Ce double caractère, qui s'ajoute au double caractère

traditionnel de parti ouvrier bourgeois, est le produit du caractère bâtard, inachevé, du bonapartisme de la V^e République, en résultat de la lutte des classes. Poursuivons. Si l'on se place sur le terrain électoral, le vote PS n'est pas identique au vote RPR-UDF-Front national. De même pour le vote PCF, et pourtant les dirigeants du PS et du PCF défendent les institutions antidémocratiques. C'est dans cette contradiction que se situe la différence entre la place du PS et également du PCF avec celle de l'UDF-RPR ; UDF et RPR combattent le PS comme "usurpateur", alors que les dirigeants du PS se considèrent aussi "légitimes" qu'eux pour assurer la défense des institutions. Mais d'autre part, le PS ne saurait être défini uniquement par sa base électorale, qui le caractérise comme "parti ouvrier bourgeois" ; les sommets du PS, ses sommets parlementaires, son appareil, bon nombre de ses militants d'origine CFDT-catholique sont largement des "néos". De plus, il y a la place de Mitterrand, tout à la fois véritable premier secrétaire du PS et pièce maîtresse de la préservation des institutions antidémocratiques de la V^e République. Il y a dans la place qu'occupe Mitterrand une contradiction incontournable. Il n'est le garant des institutions et de la paix sociale que par l'existence du PS, en même temps que les institutions de la V^e République, dont il se veut l'incarnation, sont contradictoires à la base sociale du PS et à la place du PS. »

Sans cette caractérisation, qui indique en quoi il y a ce qui relève de la direction néo du Parti socialiste, ce qui relève de sa politique de plus en plus tournée vers l'intégration immédiate aux besoins du capital, c'est-à-dire le corporatisme, et ce qui relève contradictoirement de la base électorale du PS, si nous n'avions pas porté cette appréciation, je crois que nous aurions été bien en peine de comprendre la nature de ce qui s'est passé le 8 mai, la nature du vote François Mitterrand, qui n'est d'ailleurs pas un vote pour François Mitterrand mais contre les autres.

Maintenant il faut réfléchir plus loin. Pourquoi toutes les composantes du PS au gouvernement ? Pourquoi toutes les

composantes et les sous-composantes du PS dans les listes aux élections législatives ? Parce qu'il y a aujourd'hui une nécessité absolue pour Mitterrand de discipliner, de subordonner le Parti socialiste et de l'impliquer dans sa totalité à la politique qui va être mise en œuvre, politique « d'ouverture » qui se réalisera plus ou moins mais dont le contenu politique sera une politique de soumission étroite aux exigences du capital, du CNPF.

Ceci ouvre nombre de possibilités. Je voudrais en évoquer une. Vous avez vu que parmi les nombreux candidats du Parti socialiste, il y a Cambadélis, Isabelle Thomas, Henri Weber et aussi Julien Dray.

LE "TICKET" DRAY-STOLÉRU

Or il se trouve que non seulement il y a Julien Dray, mais il y a sous la même étiquette Stoléru. Le même Stoléru a donné une interview au *Figaro Magazine* il y a trois jours. Et on lui pose la question : qu'est-ce qui vous heurte tant dans les valeurs de Le Pen, la patrie, la famille, l'identité nationale, ses propositions sur l'immigration ? Et il répond : « Prenons l'immigration : j'en ai eu la charge pendant plusieurs années, sous la présidence de Giscard-d'Estaing. C'est moi qui ai créé l'aide au retour. C'est moi qui ai verrouillé les frontières et fait la chasse aux clandestins. Une politique alors vivement critiquée par le PS qui s'y est rallié ensuite. » Réfléchissons à ce que cela signifie. L'opération SOS-Racisme n'aurait pas été rendue possible sans la complicité active de Cambadélis et ceux qui l'entouraient, paralysant et détruisant l'intervention du PCI dans la jeunesse pour laisser le terrain vierge pour une opération de détournement des aspirations saines de la jeunesse contre le racisme sur un terrain qui était celui du front populaire. Mais aujourd'hui, les modifications mêmes dans la situation politique mettent à nu le caractère mystificateur de la politique

de Dray et des autres. On en revient à la question : qu'est-ce que ce serait, un gouvernement qui prendrait les mesures nécessaires contre la chasse aux immigrés, contre la discrimination ? Les plus grandes possibilités s'ouvrent pour commencer à formuler ces questions et à regrouper des jeunes immigrés, dans une situation où le ticket Dray-Stoléru est un ticket sur la ligne des mesures prises depuis 1974 par Bonnet-Stoléru et poursuivies depuis par Dufoix et par Pasqua. Ces possibilités, si elles sont saisies correctement, immédiatement, peuvent nous amener à une modification de notre propre place dans les processus au sein de la jeunesse aujourd'hui.

Mais il y a contradictoirement d'une certaine manière à cette intégration de toutes les composantes du PS dans les listes, il y a aussi ce qu'a signifié l'élection de Mauroy comme premier secrétaire du PS. Nous n'avons aucune illusion à avoir sur Mauroy : il s'est prononcé pour l'ouverture au centre, il est appuyé par toutes sortes de courants (y compris les plus « néos » et « modernistes »), mais le fait que le candidat de Mitterrand ait été écarté, le fait que ce soit sur le nom de Mauroy que se soit regroupé l'appareil du PS, exprime la contradiction entre la conscience que l'appareil du PS peut avoir de sa propre conservation et les besoins d'intégration et de discipliner totalement ce parti aux besoins du gouvernement et des institutions.

Dans la période qui vient il y aura bien sûr le raz-de-marée rose le 12 mai, il y aura une chambre rose horizon, il y aura 300, 350, 400 députés du Parti socialiste. Et puis il y aura inévitablement la crise même du Parti socialiste, à des rythmes que nous ne pouvons pas prévoir. Il y aura nécessairement dislocation au sein même de ce parti pourtant hyper-majoritaire à la Chambre dans 15 jours.

A PROPOS DE LA POLITIQUE DES DIRIGEANTS DU PCF

Je ne parlerai pas longtemps de la question du PCF parce qu'elle a été

abordée dans la discussion sur la lutte pour l'Internationale et dans différentes résolutions. Je voudrais soulever simplement une question : aujourd'hui, avec quelque retard, les dirigeants du PC, c'est que eux aussi, disent : l'heure est aux vrais problèmes. C'est le titre en substance de *L'Humanité* de samedi matin. « Enfin l'heure est aux vrais problèmes. » Et sur toute une série de questions et de revendications, ils disent des choses relativement justes. Cependant, il y a trois questions auxquelles ils ne répondent pas, et c'est là, à mon avis, que s'exprime le caractère de division de leur politique.

Premièrement, dans la qualification des vrais problèmes auxquels la classe ouvrière se trouve confrontée, il n'y a aucune mention de l'abrogation nécessaire des mesures contre la classe ouvrière prises depuis 1981-1982 par des ministres PCF ou PS.

Deuxièmement, il n'y a aucune référence d'aucune sorte à une perspective pour la classe ouvrière sur le plan du gouvernement, c'est-à-dire qu'aujourd'hui il y a une vague mention du « rassemblement de la gauche ». Mais la question du gouvernement, la question des institutions ne sont pas posées car il s'agit de marteler le fait, pour les militants du PCF, pour les travailleurs, qu'il n'y a pas d'issue.

Et enfin, il faut remarquer que cela s'inscrit dans la suite d'une politique de division, marquée par la reprise des journées d'action et autres initiatives de ce type. Cela étant, nous savons que cette politique du PCF se relie à la crise de l'appareil international du Kremlin et constitue la double source d'une crise profonde. Cela offre des possibilités extrêmement importantes. Puisque nous parlons des assemblées-débat du MPPT, je crois en l'occurrence que dans les assemblées-débat du mois de juin, il y a possibilité, beaucoup plus d'ailleurs à ce stade du côté du PCF et des militants de la CGT que du côté du PS, il y a possibilité d'être le cadre, et le seul cadre

possible, où les questions de la situation politique, des perspectives pour la classe ouvrière puissent être discutées par ces militants (ce qui ne veut pas dire qu'ils sont d'accord sur la totalité).

Cela étant, je crois que le pire des dangers serait aujourd'hui de sous-estimer le caractère du gouvernement de choc contre la classe ouvrière qui est en train de se constituer. Il y a des batailles déjà en cours, il y a les attaques qui se préparent, d'une extrême brutalité, contre la classe ouvrière en général et incluant, comme toutes catégories, les attaques contre nous-mêmes comme parti. Tous comprennent que le temps leur est compté. Soubie, le conseiller de Barre, Giscard-d'Estaing, d'autres, multiplie les déclarations pour dire : la lutte des classes va surgir, nous avons peu de temps devant nous. Et c'est pourquoi, sans délai, le CNPF dicte de manière immédiate ce qui est nécessaire pour lui.

Cela fait une dizaine de jours que le gouvernement est en place. On dispose déjà, dans toute une série de domaines, des premières indications sur la politique qu'il entend mettre en œuvre.

Prenons un exemple significatif :

Vous avez peut-être vu que le ministre Delebarre, lorsqu'il a pris ses fonctions, a défini trois priorités pour ce qui le concerne : la Sécurité sociale, le revenu minimum d'insertion et la question de l'autorisation administrative de licenciement. Comment a-t-il abordé ces problèmes et quel est le contenu de ce qui a été mis en œuvre ?

Pour la Sécurité sociale, on le sait, le rapport soumis au Conseil économique et social du 3 juillet inclut la fiscalisation et toutes sortes d'autres mesures dont on a parlé dans *Informations ouvrières*.

QUELLE POLITIQUE POUR LE GOUVERNEMENT MITTERRAND-ROCARD ?

Concernant le revenu minimum d'insertion, qui a été adopté au récent

Conseil des ministres, il a été défini par Delebarre lui-même dans une déclaration que j'ai ici comme étant « *la généralisation du système des TUC aux plus de 25 ans* ». Il a dit en substance : nous avons réussi avec les TUC, eh bien aujourd'hui avec le revenu minimum d'insertion, nous allons réussir de la même manière. C'est-à-dire que sous couvert de solidarité avec un demi-million de gens démunis de toute ressource, c'est une étape extrêmement importante dans la remise en cause du SMIC, dans la remise en cause des conventions collectives, pour des millions de travailleurs pour demain.

Et puis il y a l'autorisation administrative de licenciement. Le calendrier a son intérêt. Le 14 mai, Delebarre déclare qu'il faut ouvrir des négociations avec les organisations syndicales pour revenir sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement.

Le 16 mai, Bergeron dit une chose qui est correcte, à savoir : ce n'est pas aux organisations syndicales de négocier ou non le rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement, c'est l'Assemblée nationale qui a pris cette décision, c'est à elle éventuellement de revenir dessus. Et il ajoute : pour ma part, je me prononce pour un retour à « l'esprit » de l'autorisation administrative préalable de licenciement. Le 17 mai, le lendemain de la déclaration de Bergeron, le CNPF déclare : le rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement serait quelque chose d'extrêmement grave que nous ne saurions accepter. Et enfin le 19 mai, c'est-à-dire cinq jours après sa première déclaration, Delebarre déclare : on m'a mal compris, je n'ai nullement l'intention de rétablir l'autorisation administrative de licenciement. Ce qui est important dans ce calendrier, c'est bien sûr le tour de passe-passe de Delebarre qui a commencé par dire : il y a un abus en ce qui concerne les SIVP, pour trois jours après expliquer qu'il fallait généraliser les TUC à des millions de travailleurs ; qui a commencé par dire : négo-

ciations pour rétablir l'autorisation administrative de licenciement, pour dire cinq jours après qu'il n'est pas juste de revenir en arrière sur ce plan.

Mais ce qui est encore plus important, c'est la manière dont cela indique l'offensive qui est en train de s'organiser pour l'intégration des organisations syndicales. Le jugement qui est porté par le capital, et qui est un jugement partagé par le gouvernement Mitterrand-Rocard, sur les risques de surgissement de la lutte de classe, leur fait obligation, et obligation politique prioritaire, de réussir à franchir une étape dans l'intégration de ces organisations pour pouvoir mettre en œuvre les plans du CNPF. Et sur ce plan-là, il faut dire nettement que là aussi, tout change, tout bouge, tout s'accélère, des équilibres précaires qui pouvaient sembler se maintenir durant toute une période sont en train d'être remis en cause.

Comme MPPT, sur le plan politique, et dans les assemblées-débat que nous préparons pour mai ou juin, poser la question : quel gouvernement prendra les mesures indispensables à la sauvegarde de la classe ouvrière, c'est aussi poser la question de la place des organisations syndicales. C'est aussi poser le problème de leur indépendance. Commencer à mettre en œuvre ce cadre politique, c'est-à-dire ne pas se cantonner aux points qui sont dans l'appel du MPPT (qui sont justes), mais — ce qui est le plus important — chercher à associer à une élaboration de ces premiers éléments d'un programme d'action pour la classe ouvrière les adhérents du MPPT et plus largement, les travailleurs autour de nous, ceux qui ont soutenu la candidature Boussel, les militants syndicaux ; chercher à les associer à cette discussion politique, chercher à en faire des éléments actifs de l'élaboration d'un tel programme d'action, c'est contribuer sur le plan qui est le nôtre à la résistance qui ne manquera pas de s'organiser et que nous devons appuyer et aider de toutes nos forces à tous les niveaux du mouvement ouvrier.

QU'EST-CE QU'UN GOUVERNEMENT CAPABLE DE DÉFENDRE LES INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS ?

Nous disons : le point de départ de toute l'activité, c'est quel gouvernement prendra les mesures, quel gouvernement défendra, etc. Aujourd'hui, ne pas saisir les questions sur le plan du gouvernement serait nécessairement nous ramener soit sur un terrain parasyndical, c'est-à-dire non pas des cahiers de revendications politiques mais des cahiers de revendications tout court, avec le risque de nous situer dans une démarche, je dirais sur les députés du PS ou du PCF (surtout ceux du PS et leurs candidats), dans une démarche qui ne correspond plus à la situation politique.

Est-ce que cela veut dire pour autant, parce que je sais que cette discussion a eu lieu, que nous nous priverons en tous lieux et en toutes circonstances de démarches politiques spécifiques en direction de tel ministre, de tel député du PS, du PCF ? Ce serait absurde bien évidemment de l'affirmer. Il y a des circonstances qui nous amèneront à le faire, tout dépend comment on le fait.

Dans la résolution soumise, il est écrit :

« L'alliance avec la bourgeoisie s'incarne aujourd'hui dans "l'ouverture au centre" destinée à assurer la survie des institutions réactionnaires. Au "Front républicain" nous opposons le front commun des travailleurs et des organisations. Comment contribuons-nous à aider à sa réalisation ? En posant la question : "Mitterrand a-t-il été élu pour appliquer les plans du CNPF ou bien a-t-il été élu bien qu'il ait déclaré son intention d'appliquer les plans du CNPF ?" La réponse est claire : Mitterrand a été élu bien qu'il ait indiqué son intention d'appliquer les plans du CNPF, intention clairement exprimée par la nomination de Rocard comme Premier ministre.

Dès lors est soulevée une nouvelle

question : les masses populaires, la jeunesse, peuvent-elles soutenir les plans du CNPF ? Nous répondons non. Une nouvelle question en découle : si elles ne peuvent soutenir les plans du CNPF, à quelles conditions pourraient-elles soutenir un gouvernement ?

a) Confiscation des profits spéculatifs, rattrapage du pouvoir d'achat. A travail égal, salaire égal (TUC, SIVP), chômage, pas de suppressions d'emploi, maintien en activité des puits de mines, Sécurité sociale, enseignement, inscription de tous les lycéens dans les facultés de leur choix, suppression des quotas laitiers, moratoire des dettes de loyers, immigrés, etc. (Nécessité de développer un programme d'action).

b) Abrogation des institutions réactionnaires de l'Etat, qui servent à l'application des plans du CNPF, Constituante. Disparition de l'Assemblée nationale à qui la V^e République donne le caractère d'un Parlement croupion. Nous disons, en rapport avec la Charte du MPPT : établissons la démocratie dont le peuple définira la forme et le contenu. C'est au peuple d'élire une Constituante souveraine avec un gouvernement responsable uniquement devant elle qui devra appliquer non les exigences du CNPF mais une politique servant les intérêts du peuple.

Tel est l'axe de la déclaration adoptée le 21 mai par le bureau national du MPPT, déclaration qui définit l'orientation de la préparation des assemblées-débat du MPPT de mai-juin.

La question de l'Assemblée constituante — conçue comme un mot d'ordre politique dont l'utilisation est appelée à varier selon les phases à venir de la crise politique et institutionnelle — revêt aujourd'hui un caractère central. Quiconque se réclame sérieusement de la classe ouvrière ne peut esquiver la question du gouvernement. Les dirigeants du PS disent : front républicain, c'est-à-dire alliance avec la droite. Ceux du PCF invoquent "le rassemblement à gauche" qui, dans le meilleur des cas, prendrait la forme

de la majorité PS-PCF de l'Assemblée de 1981, simple support de la politique du gouvernement bonapartiste contre les travailleurs. Sur la base de l'expérience faite par les masses de 1981 à 1986, nul ne peut sérieusement ouvrir la perspective d'un gouvernement par le peuple contre le CNPF sans formuler en même temps ce que Marx appelle "la revendication de la concentration de tout le pouvoir politique dans les mains de la représentation du peuple", revendication dont la réalisation, chacun le comprend, est impossible sans la remise en cause du cadre de la V^e République. »

Cette question du gouvernement et de la qualification d'une politique ouvrière se pose, elle ouvre une discussion à laquelle sont intéressés de participer non seulement tous ceux qui sont autour de nous, mais beaucoup plus largement parmi les militants du PCF, parmi les militants du PS, et parmi les militants syndicaux.

Nous avons un mois, dans le cadre de la préparation de ces assemblées-débat en y reliant tout ce que nous avons discuté sur la vente du journal, sur les abonnements d'été, etc., nous avons un mois pour mettre en œuvre cette orientation politique, la traduire dans des initiatives qui prendront des formes diverses, dans le cadre de ces enquêtes politiques dont nous avons parlé. Nous avons un mois pour mettre à profit cette supériorité politique qui est la nôtre, à savoir de pouvoir nous appuyer sur la continuité politique qui a été la nôtre, nous permettant de tenir ce congrès 15 jours après le deuxième tour, de savoir ce qui s'est passé, savoir l'analyser, avoir la confirmation de nos positions et y voir les premiers éléments d'une politique pour l'avenir. Nous avons le devoir, pour mettre à profit cette supériorité politique dans un progrès, de faire un pas en avant sur le plan de notre construction.

Bibliographie

I - Bonapartisme.

TROTSKY - Œuvres :

Tome 2 page 250 : Définition.

Tome 4 page 142 : Bonapartisme et fascisme.

Tome 4 page 263 : Théorie du bonapartisme.

Tome 5 page 134 : Le bonapartisme : précisions.

Tome 8 page 66 : Le bonapartisme : précisions.

Tome 24 page 366 : Bonapartisme et fascisme.

TROTSKY

“Histoire de la Révolution russe”, tome 2. Le chapitre intitulé : “Les éléments du bonapartisme”.

MARX

“Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte”.

II - Front populaire.

TROTSKY- Œuvres.

Tome 7 pages 25-181.

Tome 10 page 153 : Le programme économique des Fronts populaires.

Tome 10 page 248 : Définition d'un Front populaire. La question des questions.

Tome 15 page 417 : Qu'est-ce qu'un Front populaire ?

Tome 7 page 25 : Pas d'équivoques vis-à-vis du Front populaire.

Tome 10 page 271 : Devons-nous protéger le Front populaire contre la bourgeoisie ?

Tome 11 page 62 : Notre attitude devant le Front populaire.

Tome 10 page 277 : Le Front populaire fraie la voie au fascisme : comment ?

Voir également :

Tome 10 page 309,

Tome 15 page 198,

Tome 15 pages 3 à 88,

Tome 19 page 167,

Tome 19 pages 228, 233, 250,

Tome 21 pages 50-51,

Tome 21 page 255.

III - Fascisme et lutte contre le fascisme.

TROTSKY - Œuvres.

Tome 4 page 142 : Fascisme et bonapartisme.

Tome 15 page 97 : Distinguer démocratie et fascisme.

Tome 18 page 71 : Etat bourgeois et fascisme.

Tome 19 page 178 : Définition du fascisme.

Tome 19 page 185 : Définition du fascisme.

Tome 24 pages 292-293 et 376 : Définition du fascisme.

Tome 24 pages 336-387 : Bonapartisme et fascisme.

- Tome 18 page 310 : Fascisme et démocratie.
 Tome 19 page 66 : Fascisme et démocratie.
 Tome 19 page 282 : Fascisme et démocratie.
 Tome 3 page 248 : Les fascistes, la police et nous.
 Tome 4 page 39 : Lutte contre le fascisme et prise du pouvoir.
 Tome 4 page 286 : Notre attitude quand la démocratie parlementaire est attaquée par le fascisme.
 Tome 4 page 142 : Le fascisme, l'Etat bourgeois, notre attitude.
 Tome 8 page 87 : Défense des institutions démocratiques contre le fascisme.
 Tome 8 pages 94-96 : Devons-nous soutenir des mesures qui renforcent l'Etat bourgeois, même s'il s'agit de mesures qui causent des désagréments passagers aux fascistes ?
 Tome 10 page 225 : Lutte politique et combat physique.
 Tome 17 page 247 : Peut-on soutenir les mesures pratiques d'un gouvernement bourgeois contre la menace fasciste ?
 Tome 18 page 240 : Venir à bout du fascisme par des moyens constitutionnels ?
 Tome 18 page 339 : La lutte contre les fascistes aux USA.
 Tome 19 page 185 : La lutte contre le fascisme est inséparable de la lutte des classes.
 Tome 20 page 201 : L'antifascisme, une abstraction vide.
 Tome 22 page 122 : Qu'est-ce que l'autodéfense ouvrière ?
 Tome 22 page 190 : Demandons-nous à l'Etat bourgeois d'interdire un parti fasciste ?
 Tome 24 page 287 : Dans toute période de montée du fascisme il y a aussi radicalisation de la classe ouvrière.

IV - L'Etat.

LENINE

- L'Etat et la révolution.
- Brochure : Qu'est-ce que l'Etat ?
- La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky.

MARX

- La guerre civile en France.

V - Crise de l'Etat, crise de régime.

- Lire les chapitres "L'agonie de la monarchie", "L'impossible révolution de palais", "Le tsar et la tsarine", dans le tome 1 de "L'histoire de la révolution russe" de TROTSKY.

- Lire également : "Encore une fois, où va la France ?", dans TROTSKY, OEuvres, tome 5 page 148.

- MARX : "La lutte des classes en France" et "Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte".

- TROTSKY : "Encore une fois, où va la France ?", tome 5, et les textes sur la France à partir de la page 91.

VI - Front unique.

TROTSKY - OEuvres.

- Tome 2 page 126
- Tome 2 page 215,
- Tome 3 page 15,

Tome 7 page 207,
Tome 7 page 226,
Tome 13 page 46.

Lire également "La maladie infantile du communisme" de LENINE. En particulier le chapitre : "Le communisme de gauche en Angleterre".

VII - Programme d'action - Programme de transition.

TROTSKY - Œuvres

Tome 4 page 91,
Tome 4 pages 247-248,
Tome 5 page 125,
Tome 17 page 31,
Tome 17 page 78,
Tome 17 page 81,
Tome 17 page 134,
Tome 17 pages 197-198,
Tome 18 page 266,

Voir "Les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste"

LENINE : "La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer" (Œuvres, tome 25).

TROTSKY : Programme de transition.

Les problèmes politiques d'organisation

L'analyse que nous faisons (cf. deuxième exposé, page 25) atteste qu'un tournant majeur dans la situation politique française est en cours. Ce tournant majeur s'inscrit dans un processus révolutionnaire à l'échelle internationale de longue durée (voir exposé n° 1, page 5) et c'est dans ce cadre qu'il nous faut envisager le problème central des méthodes et de moyens de la construction d'une direction révolutionnaire dans ce pays.

L'ORGANISATION, UN CONCENTRÉ DE LA POLITIQUE

Il est nécessaire de comprendre que les problèmes d'organisation ne sont en rien des problèmes « administratifs », bien que, dans un parti, comme dans toute activité humaine, une administration soit nécessaire ; ils ne sont en rien des problèmes de « directives », bien que des directives soient nécessaires. Comme l'expliquait Léon Trotsky :

« La supériorité du bolchevisme sur le menchevisme n'est pas seulement sa juste ligne politique, mais aussi sa capacité d'apporter l'organisation participant aux luttes révolutionnaires du prolétariat. »

Si l'on réfléchit à toute l'histoire du mouvement ouvrier, on se rend compte que, par exemple, Lénine et les bolche-

viks avant la guerre de 1914 se trompaient fondamentalement sur la question de la révolution permanente (1), c'est-à-dire de la dynamique de la révolution. Et pourtant, malgré cette erreur, c'est l'instrument politique qu'ils ont constitué, le Parti bolchevique, qui a seul été capable d'intégrer l'orientation formulée par Trotsky sur cette question qui, en revanche, avant de rejoindre en 1917 le Parti bolchevique, était incapable de la promouvoir.

Trotsky expliquera d'ailleurs lui-même que son attitude « conciliacioniste » était fondée sur l'analyse selon laquelle...

« dans une nouvelle révolution, les deux fractions (menchevique et bolchevique) seront bien contraintes, sous la pression des masses ouvrières, de suivre comme en 1905 la même politique révolutionnaire. Certains critiques du bolchevisme considèrent encore maintenant mon ancien conciliacionisme comme la voie de la sagesse. Cependant, son erreur profonde a depuis longtemps été révélée par la théorie et par l'expérience. La simple réconciliation des fractions n'est possible que sur quelque ligne "moyenne". Mais où est donc la garantie que cette diagonale artificiellement tracée coïncide avec les nécessités du développement objectif ? La tâche de la politique scientifique consiste à

(1) Révolution permanente : voir « Introduction à l'étude du marxisme » de Foulan, pages 138 et suivantes.

déduire le programme et la tactique de l'analyse de la lutte des classes et non pas du parallélogramme de forces aussi secondaires et transitoires que les fractions politiques (...). Le conciliationnisme se nourrissait de l'espoir que la marche même des événements dicterait la tactique nécessaire. Mais cet optimisme fataliste signifiait en fait le renoncement à l'idée même de parti. Car si la "marche des événements" est capable de dicter directement aux masses la juste politique, à quoi bon une union spéciale de l'avant-garde prolétarienne, l'élaboration d'un programme, la sélection d'une direction. » (Léon Trotsky - « Staline ».)

Cette opposition entre bolcheviks et mencheviks (2) n'est pas une question mineure malgré le caractère apparemment administratif du point de départ de la discussion qui portait sur le paragraphe 1 des statuts du Parti ouvrier social-démocrate russe.

Le projet de Martov (chef de file des mencheviks) indiquait :

« Est considéré comme appartenant au Parti ouvrier social-démocrate de Russie celui qui tout en reconnaissant son programme travaille activement à mettre en œuvre ses tâches sous le contrôle et la direction des organismes du parti. »

Pour sa part, dans son projet, Lénine écrivait :

« Est membre du parti celui qui en reconnaît le programme et soutient le parti tant par ses moyens matériels que par sa participation personnelle dans une des organisations du parti. »

Lénine précisait :

« L'idée du paragraphe 1 n'apparaît que lorsqu'on pose la question : les organes du parti peuvent-ils exercer en fait leur **direction** sur les membres du parti qui **n'entrent** dans aucune organisation du parti ? »

Il s'agissait dans cette discussion apparemment administrative de la nature même du parti en construction. Car, pour Lénine...

« plus fortes seront nos organisations du parti, englobant de véritables social-démocrates, moins il y aura d'hésitation et d'instabilité à l'intérieur du parti et plus large, plus variée et plus féconde sera l'influence du parti sur les masses ouvrières (...). Il n'est pas permis en effet de confondre le parti d'avant-garde de la classe ouvrière avec toute la classe » (« Un Pas en avant, deux pas en arrière »).

Pour Lénine, le parti est une catégorie distincte. Pour lui, le parti ne s'élève pas au-dessus de la classe ouvrière, il exprime consciemment le mouvement inconscient des masses. A travers cette discussion, il fixe le cadre d'un parti organisé sur les principes scientifiques du marxisme qui, en relation avec les développements de la lutte des classes en Russie (soviets de 1905, guerre impérialiste de 1914, révolution de Février en 1917...), rectifiera son erreur sur la révolution permanente. En effet, étant fondamentalement un parti ouvrier révolutionnaire, il considérera que « la tâche de la politique scientifique consiste à déduire le programme et l'analyse de la lutte des classes ».

C'est-à-dire en l'occurrence de la prise du pouvoir par le prolétariat, alors que les mencheviks se situeront sur un terrain de collaboration avec la bourgeoisie.

Si l'on réfléchit à ces questions, on comprend que ce sont des problèmes politiques et théoriques. Ils doivent donc être envisagés comme tels, mais avec bien plus d'attention que dans les années d'avant la guerre de 1914, parce qu'au-

(2) Bolchevisme et menchevisme : bolchevique signifie majoritaire, menchevique minoritaire. Ce qui opposait les bolcheviks et les mencheviks sur l'article 1 des statuts allait se révéler comme la pierre de touche de l'opposition irréconciliable entre le marxisme et le révisionnisme sur la question décisive de la révolution et du parti en tant qu'expression consciente du processus historique inconscient, et à partir de cette question décisive, les divergences allaient s'élargir sur toutes les principales questions de principe, de stratégie et de tactique (cf. le Foulan, pages 94 et suivantes).

jourd'hui, « *la crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire* », et c'est là toute l'expérience accumulée de la IV^e Internationale. Comme l'indique le *Programme de transition*, toutes les conditions sont réunies, sauf une : la question de la direction. En effet, la question de la direction révolutionnaire est sans cesse remise en cause par la société bourgeoise avec ses agences social-démocrates, stalinienne ou centristes. Rien n'est épargné aux révolutionnaires car la société bourgeoise se défend et ne tombera pas d'elle-même (cf. les premiers chapitres du programme de la IV^e Internationale).

LA "RECONSTRUCTION" DE LA SECTION FRANÇAISE

Si l'on regarde la période qui suit la mort de Trotsky et la Deuxième Guerre mondiale, on constate qu'il y a eu beaucoup de discussions dans notre mouvement sur le fait que Trotsky expliquait que si la guerre ne se terminait pas par une révolution prolétarienne victorieuse, ce serait le saut de l'humanité dans le règne de la barbarie. Apparemment, pour les sceptiques petits-bourgeois, Trotsky s'était trompé. La révolution prolétarienne a pris un autre cours au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Mais on ne peut saisir ces développements qu'à partir des principes et de la méthode contenus dans le programme de la IV^e Internationale élaboré par Trotsky. Les erreurs politiques et théoriques qui sont apparues à partir de là dans notre mouvement ne sont pas les seules raisons des difficultés de la IV^e Internationale, bien qu'elles aient constitué le terrain sur lequel les erreurs et les déviations ont pu se développer. En effet, ce sont sur ces problèmes fondamentaux, les méthodes politiques et d'organisation, que la direction de la IV^e Internationale reconstruite en 1945 a fait faillite.

Prenons un exemple, en 1958, le PCI était réduit à 52 militants. Comme

l'indique la brochure « *Quelques enseignements de notre histoire* » :

« De 1952 à 1958, coexistèrent de fait dans les rangs trotskystes deux lignes politiques : l'une correcte, celle que les trotskystes avaient commencé à élaborer dans les dernières années de la guerre et après la guerre et qui trouva en particulier son expression vivante dans la défaite du pablisme et dans l'intervention qui eut lieu dans la lutte de classe en France ; l'autre qui perpétuait les défauts hérités d'un passé petit-bourgeois, incapacité d'élaborer une ferme politique d'organisation, particulièrement dans le domaine des finances, laisser-aller, absence de méthode, abandon partiel au processus spontané. Sur ce dernier point, tout se passait comme si le mouvement spontané avait été investi du pouvoir de réaliser mécaniquement sous la pression des conditions objectives, d'exsuder en quelque sorte le parti révolutionnaire. »

Comment le redressement s'est-il opéré ? Par la décision prise alors pour la première fois en 1958 d'appliquer pleinement les méthodes du bolchevisme, notamment en ce qui concerne l'organe central du parti, le journal :

« Le 2 octobre 1958, après avoir fait campagne pour le "Non" au référendum du 28 septembre, La Vérité interrompt sa parution hebdomadaire que des difficultés de tous ordres rendait de plus en plus problématique. Avec le n° 513 était inaugurée une parution sous forme de revue qui correspondait à l'état réel des forces trotskystes de cette époque et manifestait à sa manière la défaite sans combat subie par la classe ouvrière face à la bourgeoisie. » (« *Quelques enseignements de notre histoire.* »)

Nous avons décidé que le journal devait être équilibré financièrement, et à partir de cette restructuration et du refus des méthodes petites-bourgeoises du déficit permanent, celle de la « cavalerie » sur l'ensemble des questions, nous avons ainsi rétabli non seulement les finances du parti, mais également une structure politique d'organisation qui nous a permis de progresser. Parce

que le journal c'est le parti. Et à partir de là d'ailleurs, l'ensemble des problèmes politiques ont pu être graduellement réglés positivement. C'est ainsi qu'en 1960...

« les trotskystes décident de se donner les moyens d'un organe de presse, pôle et levier du regroupement d'une avant-garde plus large que celle qu'il constituait : la parution du bulletin ronéotypé hebdomadaire Informations ouvrières inaugurerait ainsi un patient travail de rassemblement qui permettrait de constituer le premier réseau des militants "amis" ou "lecteurs" à travers lequel une politique de classe élargissait son influence (...). C'est en partant de cette réalité et de l'état de ses forces que la fraction trotskyste décida d'engager la bataille pour passer du groupe à l'organisation. Le problème du parti, le problème de la direction révolutionnaire du prolétariat, le problème de sa construction exigeaient impérativement qu'on rompe avec l'académisme des formules et les schémas intangibles d'organisation abstraitement transposés pour s'atteler à la tâche **réelle et positive** de sélection d'une avant-garde, conformément aux principes du bolchevisme, mais sans que soit éludée la question des formes transitoires du processus de ce regroupement (...). A partir de février 1964, le bulletin ronéotypé Informations ouvrières devient une publication mensuelle imprimée et se définit comme tribune libre de la lutte des classes. Il va désormais s'efforcer, en élargissant son audience, en planifiant et en systématisant sa diffusion, de devenir le centre organisateur de cette avant-garde qui, sans être convaincue à une première étape de la validité du programme de la IV^e Internationale, acceptait toutefois de participer au combat commun pour la réalisation du front unique ouvrier à travers la discussion, l'intervention, la conjonction des efforts de concert avec les trotskystes » (« Quelques enseignements de notre histoire »).

Pas une seule organisation ou tendance n'a été capable d'analyser comme nous l'avons fait, même dans ses grandes lignes, la situation du bonapartisme en 1958 et depuis, d'en prévoir les développements, de les analyser pas à pas. D'un point de vue théorique, il y a là

matière à comprendre ce que signifie régler les problèmes politiques d'organisation pour donner le cadre permettant à chaque étape de régler les problèmes politiques. Certes, il y a eu des erreurs et notamment en 1968, mais le cadre politique d'organisation était tel que nous avons pu surmonter ces erreurs politiques et assurer une progression qui fait du PCI la plus puissante organisation trotskyste de l'histoire de la IV^e Internationale. C'est en appliquant ces méthodes bolcheviques au groupe de 52 camarades sur une orientation qui intégrait la transition en matière de construction du parti que nous avons pu au XIV^e Congrès constituer l'organisation. Comme l'indique « *Quelques enseignements de notre histoire* » :

« Il y a d'importantes différences entre l'intervention du groupe dans la lutte des classes, sa structure, sa vie, son mode de fonctionnement, et une organisation de type bolchevique. Le groupe a une ligne politique commune, mais il n'y a pas une intervention centralisée en fonction d'objectifs communs à atteindre. Les interventions et les secteurs de travail sont ceux qui sont immédiatement accessibles et réalisables avec la dose "d'autonomie" que cela implique. Si inévitable et indispensable à la construction de l'organisation révolutionnaire que fût ce stade, dès lors que les forces nécessaires existaient et que la maturité politique le permettait, il fallait s'engager dans un nouveau cours, celui du passage du groupe à l'organisation. L'homogénéisation et la centralisation politiques de l'organisation révolutionnaire revenaient à faire en sorte notamment qu'elle fût au maximum maîtresse de ses objectifs et qu'elle exprimât, dans chacune des phases par où passait le mouvement de la classe ouvrière, la perspective unificatrice de son combat (...). C'est dans ces conditions que le XIV^e Congrès de l'OCI de décembre 1965 décida d'opérer une transformation de la vie et de la structure de l'organisation. »

Car tout nouveau développement de l'organisation révolutionnaire fait surgir de nouvelles questions. Trotsky l'indiquait :

« Chaque nouvelle étape du développement, chaque progrès numérique du parti et le fait que ses méthodes deviennent plus complexes ouvrent non seulement des possibilités nouvelles, mais aussi des dangers nouveaux ; les ouvriers dans les syndicats, même ceux qui ont été formés dans l'école la plus révolutionnaire, manifestent souvent une tendance à se libérer du contrôle du parti (...). Il est d'autant plus inadmissible d'oublier que les erreurs réelles ou potentielles des camarades qui travaillent dans les syndicats reflètent la pression du prolétariat américain tel qu'il est. C'est notre classe. Nous ne sommes pas prêts à capituler devant sa pression. » (Tome 23 des Œuvres de Trotsky, pages 140-141.)

Militants du PCI, combattants pour l'indépendance du syndicat, nous ne construisons pas de tendance dans le syndicat. Il y a eu difficulté à assimiler pleinement ce qui est contenu dans la Charte d'Amiens sur le fait que le syndicat est ouvert à tout travailleur quelles que soient ses opinions politiques, philosophiques ou religieuses, et non les syndicats conçus comme une addition de tendances politiques. Cela nous conduirait à construire une prétendue tendance « syndicaliste révolutionnaire » comme résultante d'un cartel politique. Nous savons par expérience que la tendance syndicaliste révolutionnaire n'est pas autre chose qu'un cartel de courants politiques. Cela équivaudrait, si nous le faisons, à considérer le syndicat lui-même comme un cartel de partis politiques et donc à nier son contenu et son caractère de position spécifique de la classe ouvrière. Militants du PCI, nous n'avons pas besoin d'une autre « tendance » que celle que nous construisons en bâtissant le parti révolutionnaire. C'est la nôtre et nous la revendiquons.

C'est pourquoi nous sommes partisans de l'indépendance du syndicat par rapport à tout parti (y compris le PCI) Etat et gouvernement. Nous nous prononçons pour cette indépendance du syndicat pour les mêmes raisons que nous sommes pour l'indépendance du PCI par rapport au syndicat.

Le syndicat n'est pour nous ni une réédition de notre parti, ni un cartel de partis, ni une courroie de transmission. Le syndicat est une organisation de classe du prolétariat au même titre d'ailleurs que le parti ouvrier indépendant. Au même titre, mais à des places spécifiques occupées dans la lutte des classes par l'un et l'autre. Dans ce cadre, rien ne peut nous émanciper de construire le parti ouvrier indépendant dont la classe ouvrière a besoin dans sa lutte de classe, incrivant donc le combat pour l'indépendance des syndicats comme une des questions fondamentales de son action politique. Ne pas saisir cette question reviendrait en fin de compte à faire accroire l'idée qu'il serait possible de construire le parti « par la bande » en ne mettant pas au centre notre propre construction comme parti. Cette tendance se nourrit et nourrit ce que nous avons appelé « l'objectivisme ».

A PROPOS DE L'OBJECTIVISME

Il est évident que les conditions objectives sont indispensables pour aller à la victoire de la révolution. Le programme de la IV^e Internationale indique d'ailleurs que les conditions objectives aujourd'hui sont plus que mûres, elles ont même commencé à pourrir.

Mais « l'objectivisme » part prétendument du fait que ces conditions objectives à elles seules permettent de régler les problèmes. S'il est certes indispensable que la classe ouvrière soit en mouvement pour la victoire révolutionnaire, toute l'expérience du bolchevisme, mais également toute l'expérience de la classe ouvrière nous l'a appris : s'il n'y a pas d'instrument révolutionnaire, c'est-à-dire un parti centralisé, il n'y a pas de possibilités pour la classe ouvrière de triompher. En ce sens, l'objectivisme se dresse contre la construction du parti. L'objectivisme a été la couverture pour tous ceux qui, depuis Just jusqu'à Cambadélis, se sont opposés — quel que soit leur devenir ultérieur — à une orienta-

tion planifiée de construction du parti contradictoire à leur position politique petite-bourgeoise.

Dans le rapport du XX^e Congrès de l'OCI, en 1975, nous écrivons :

« Notre intervention dans la lutte de classe, donc notre propre construction est partie constituante des conditions objectives. Devons-nous conclure que l'OCI est partie constituante des conditions objectives ? Ce serait là confondre le processus final (victoire de la révolution) et les différents moments transitoires qui conduisent à ce processus final (...). Si nous considérons comme erronée la formulation "le mouvement objectif dont l'OCI est partie constituante", nous devons la rétablir comme suit : "l'activité militante de l'OCI est partie constituante des conditions objectives.

Ce ne sont pas là des nuances sans importance. Notre activité de construction du parti révolutionnaire a un double caractère. D'une part nous construisons l'OCI qui construit le parti révolutionnaire, d'autre part, bien que nous ne soyons pas le parti révolutionnaire dirigeant que nous construisons par notre activité et notre intervention dans la lutte des classes, nous contribuons à la constitution du mouvement de la classe. Notre intervention conduit à deux séries de résultats : la première consiste à dégager les voies du mouvement de classe dans la mesure où nous contribuons à permettre aux masses par notre intervention et nos mots d'ordre de réaliser son expérience ; la deuxième série de résultats se résume :

"Les résultats de notre activité deviennent partie constituante des conditions objectives permettant au mouvement de la classe de se développer, en même temps que le mouvement échappe à notre contrôle."

Autrement dit, les résultats de notre activité garantiront si l'activité est conduite correctement, des progrès dans la construction du parti, mais le mouvement que nous avons contribué à nourrir échappera à notre contrôle. Sous cet angle, les résultats de notre activité deviendront partie constituante du mouvement objectif où l'inconscient

— forme embryonnaire du conscient — amène les masses à charger de leurs aspirations révolutionnaires les organisations traditionnelles dirigées par les appareils traîtres. De ce double résultat nous devons déduire : le mouvement conscient de l'OCI élève à un niveau plus élevé le mouvement inconscient des masses qui néanmoins dirige ses aspirations vers les organisations traditionnelles contrôlées par les appareils contre-révolutionnaires.

Il y a donc l'activité de l'OCI comme expression consciente du processus inconscient, combattant pour élever par son intervention la conscience instinctive que le prolétariat acquiert dans son mouvement dans une situation historique où les conditions objectives sont arrivées à maturité pour la victoire de la révolution. Les appareils traîtres dressent les obstacles à la marche à la révolution. Autrement dit, pour élever la conscience instinctive du prolétariat, il faut que la politique de l'OCI soit à tout moment expression consciente du processus révolutionnaire inconscient. »

Ne pas saisir la place spécifique du parti et des tâches de construction, c'est alors céder à l'objectivisme. Et l'objectivisme c'est l'introduction dans un parti révolutionnaire de la pression du caractère pourrissant des conditions objectives. On peut ainsi comparer avec le bolchevisme d'avant 1914 qui se constituait à l'intérieur d'un pays dans lequel le capitalisme avait encore un rôle à jouer. Lénine expliquait que la construction des usines et donc le fait que des paysans illettrés seront « disciplinés », apprendront la discipline du capital et transféreront cette discipline du capital dans la discipline du parti, dans la centralisation nécessaire du parti pour abattre le capital.

Aujourd'hui, l'ensemble des choses se disloquent : les forces productives ont cessé de croître, la discipline capitaliste se transforme en une décomposition généralisée du capital, y compris en une impossibilité d'avoir une discipline dans le travail. C'est en ce sens que l'on peut dire que l'objectivisme insère dans

l'organisation le côté décomposé du système capitaliste actuel. Parce que les conséquences d'une telle déviation politique, qui, répétons-le, évacue la construction du parti comme une tâche spécifique, revient en fin de compte à substituer à la libre discussion du parti sur ses résultats et ses objectifs, condition pour l'élaboration politique et pour l'activité centralisée, des « directives » dans le parti, et, en fin de compte, à réduire la politique du parti à une série de « directives » à l'égard de la classe.

Comme l'indiquait le rapport du XX^e Congrès de l'OCI :

« Notre politique doit viser à lever les obstacles dressés par les appareils au combat de classe. Si nous inversons les termes de cette proposition, en disant nous devons engager la classe "à combattre", nous abandonnons la doctrine fondamentale du marxisme résumée par Marx dans l'adresse inaugurale : "L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes", nous abandonnons le matérialisme historique pour lui substituer l'idéalisme. Si nous posons correctement les relations entre les combats de classe et les conditions du combat de classe, relations qui dérivent des rapports entre l'objectif et le subjectif, nous devons dire : en combattant politiquement pour lever les obstacles au combat de classe, nous dégageons pour la classe ouvrière le combat de classe. »

Lénine exprimait ce problème dans ses formules riches :

« La question n'est pas de savoir avec quelle rapidité il faut marcher, mais où il faut marcher. La question n'est pas de savoir si les ouvriers sont prêts, mais à quoi et comment les préparer. »

En ce sens, fixer un plan politique et d'organisation avec des objectifs, ce que nous avons appelé la méthode « objectifs-résultats », n'est pas une mesure administrative mais concentre une orientation politique, c'est-à-dire notre « capacité d'apporter une organisation participant aux luttes révolutionnaires du prolétariat ». Parce que cette

méthode d'organisation met au centre de l'intervention des révolutionnaires l'activité consciente de la construction du parti, les « résultats », ce sont certes des chiffres, mais c'est plus que cela, c'est la matérialisation d'une orientation et la capacité d'un parti de la mettre en œuvre. C'est ainsi que la décision de faire de la diffusion du bulletin ronéotypé *Informations ouvrières* à partir de 1960 le centre de notre activité correspondait non seulement à nos forces, mais à ce qui était les tâches de l'heure, car, comme le disait Trotsky, « le parti c'est le journal, le journal c'est le parti ».

LE PARTI C'EST LE JOURNAL

Dans toute l'histoire du mouvement ouvrier et dans celle du bolchevisme particulièrement, le rôle de l'organe de presse est central. Pour Lénine, le journal est un organisateur collectif, c'est-à-dire le moyen unique pour...

« éduquer de fortes organisations politiques (...) appelées à mettre sur pied une organisation révolutionnaire capable de rassembler toutes les forces et d'être les dirigeants non seulement en titre mais réel du mouvement, c'est-à-dire une organisation toujours prête à soutenir chaque protestation et chaque explosion en les mettant à profit pour accroître et endurcir une armée apte à conduire le combat décisif » (« Que faire ? »).

Pour Lénine, le journal c'est le fil conducteur, et il développe la comparaison entre la ligne de l'organe central et le fil à plomb qui permet de poser les pierres là où il convient. C'est ainsi qu'il précise en parlant du journal :

« Il ébauche les contours de l'édifice, facilite les communications entre les différents constructeurs, à qui il permet de répartir leurs tâches, et d'embrasser l'ensemble des résultats obtenus par le travail organisé. »

Lénine insiste sur la nécessité de rassembler et d'organiser et sur les moyens

d'y parvenir. « Il y faut, écrit-il, des institutions communes », c'est-à-dire non seulement une seule étiquette, mais « un travail commun véritable, un échange de documentation, d'expérience et de forces, une répartition des fonctions ». Il conclut en affirmant qu'il lui paraît possible de mettre sur pied en quelques mois un hebdomadaire diffusé à quelques dizaines de milliers d'exemplaires qui serait...

« comme une partie d'un gigantesque soufflet de forge qui attise chaque étincelle de la lutte de classe et de l'indignation populaire pour en faire jaillir un immense incendie (...). Autour de cette œuvre encore très innocente et encore très minime par elle-même, mais régulière et commune dans toute l'acceptation du mot, se recruterait systématiquement et s'instruirait une armée permanente de lutteurs éprouvés ».

Cette méthode de Lénine nous devons la faire nôtre. C'est pourquoi, engagés dans la construction du Mouvement pour un parti des travailleurs, lors de la II^e Convention nationale du MPPT, les 4 et 5 mai 1985, une résolution sur *Informations ouvrières*, tribune libre de la lutte des classes, avait été adoptée, où l'on pouvait lire notamment :

« Pour leur part, les militants du PCI ont défini sur ce problème leur position dans la deuxième partie du projet de résolution politique publiée dans *Informations ouvrières* : "Le courant qui s'est exprimé dans les élections cantonales doit être constitué comme parti nationalement. Le PCI est un parti d'avant-garde, le parti des travailleurs ne peut être une extension du PCI. Le parti des travailleurs doit se constituer comme la cristallisation nationale de ce courant qui monte dans le pays." Le PCI et le comité national provisoire estiment que n'est inscrite nulle part la forme que prendra le parti ouvrier indépendant dont la classe ouvrière a besoin pour combattre pour son émancipation. Pour leur part, les militants d'origine PS, PC, etc., qui entendent rester fidèles aux orientations qui les ont tout à la fois amenés à militer dans ces partis et à condamner ces partis pour avoir renié les engagements qu'ils ont pris en

1981, estiment, et avec eux les militants du PCI, que c'est uniquement par le libre débat, la libre expression des ouvriers dans le cadre de l'accord de tous pour combattre dans l'unité et la démocratie, que pourra se construire cette nouvelle représentation politique. Et c'est pourquoi le comité national provisoire, s'appuyant sur l'expérience d'une année, où loyalement toutes les décisions ont été prises après la plus large discussion, approuve la constitution d'un tel comité de rédaction d'*Informations ouvrières* qui deviendra ainsi effectivement la tribune libre de la lutte des classes dans l'unité et la démocratie. » (II^e Convention nationale du MPPT, 1985.)

Pour nous, militants du PCI qui construisons à égalité avec tous les autres adhérents le MPPT, nous considérons que la diffusion d'*Informations ouvrières* est le lien organisé entre les militants de toutes origines. La tâche est donc d'organiser le réseau des diffuseurs d'*IO* qui prennent en charge la collecte des timbres et qui dans ce travail régulier deviennent correspondants d'*IO* envoyant régulièrement à la rédaction textes, rapports ou réflexions que leur suggère leur activité. C'est-à-dire le compte rendu de leur activité en direction de tous ceux à qui nous proposons *Informations ouvrières*. Car *IO* est l'organe centralisant le combat pour l'organisation d'un parti ouvrier indépendant luttant pour la démocratie contre les institutions réactionnaires de la V^e République avec les militants de toutes origines sur la base des quatre points de la Charte. C'est ce combat pour un parti ouvrier indépendant organisé en larges sections qui aidera les travailleurs et jeunes dans leur lutte de classe à renverser les institutions réactionnaires auxquelles sont assujettis les dirigeants PS et PCF, institutions à l'aide desquelles la bourgeoisie et les gouvernements attaquent les intérêts des travailleurs.

Le journal est donc le centre de l'élaboration politique, centralisant toutes les activités et initiatives. La nécessité de concentrer tout le parti sur l'activité du journal jouant son rôle d'organisateur

collectif implique nécessairement une division du travail où chaque intervention politique, chaque activité particulière est un segment de la centralisation organisée par la concentration de toutes les activités sur le journal. C'est ainsi que le journal comme organisateur collectif est le fondement de toutes les interventions et activités particulières, tant par sa rédaction que par sa diffusion. Car seul le journal et donc l'élargissement de sa diffusion peuvent donner à chaque militant le sentiment que son travail et ses interventions politiques sont reliés à ceux de tous les militants du parti, qu'il est un anneau de la chaîne de l'intervention de tout le parti aidant les travailleurs et les jeunes à trouver eux-mêmes les voies de la lutte de classe qui en finira avec les institutions antidémocratiques de l'Etat bourgeois.

En ce sens, la diffusion du journal est l'expression même de l'étape de la construction du parti.

EN CONCLUSION

Dans, « *Quelques enseignements de notre histoire* », nous avons indiqué les différentes étapes de notre construction et les problèmes qui ont surgi. Trotsky expliquait que la composition d'une organisation n'est pas tombée du ciel mais qu'elle est le produit de l'histoire, de la situation objective, de la place que nous occupons. Et il est vrai que la chape de plomb du stalinisme nous a conduit à devenir dans les années 1930 des « *exilés dans notre propre classe* ». Et Trotsky expliquait :

« *Cela ne veut pas dire que nous puissions nous satisfaire d'une telle situation. Pour la France, il existe en outre une vieille tradition du mouvement ouvrier, d'un côté, une mentalité petite-bourgeoise, l'individualisme, et de l'autre, un élan, une extraordinaire capacité d'improvisation.*

Si on les compare à l'époque classique de la II^e Internationale, on s'aperçoit que le Parti socialiste français et la

Social-démocratie allemande avaient au Parlement le même nombre d'élus. Mais il n'est même pas possible de comparer les organisations. Les Français étaient tout juste capables de collecter 25 000 F, et encore, au prix des pires difficultés, tandis que pour les Allemands, trouver un demi-million ne posait pas de problèmes. Les Allemands avaient dans leurs syndicats plusieurs millions d'ouvriers. Les Français, eux, quelques millions qui ne payaient pas leurs cotisations. Engels terminait en ces termes une lettre dans laquelle il avait caractérisé l'organisation française : "Et comme d'habitude, les cotisations ne rentrent pas."

Notre organisation française souffre de la même maladie. Le mal français traditionnel, cette incapacité d'organisation. Et, bien entendu, en même temps, de l'absence des conditions qui lui permettrait l'improvisation. En outre, dans la mesure où la France a connu une montée ouvrière, elle s'est produite en liaison avec le front populaire. Dans ce contexte, la défaite du front populaire a constitué la preuve que nous avons raison. Mais une défaite est une défaite, et elle se retourne directement contre les tendances révolutionnaires au moins jusqu'à ce que se produise une nouvelle montée à un niveau supérieur. »

Certes la situation n'est pas la même aujourd'hui car le front populaire n'a pas réussi à défaire la classe et que le PCI demeure la plus forte organisation trotskyste, et c'est pourquoi elle a subi des attaques, des coups. Les traîtres à la IV^e Internationale ont démontré ce que représentait la IV^e Internationale et sa section française comme élément déterminant dans le combat pour la construction d'un parti ouvrier indépendant pour aider les masses à en finir avec les institutions antidémocratiques de l'Etat bourgeois.

Il a fallu surmonter bien des obstacles pour modifier notre parti, pour lui permettre d'assurer par l'organisation et l'intervention dans la lutte des classes une progression par rapport à la situation d'avant la guerre. Cette vieille tradition dont parle Trotsky, ce mal fran-

çais, a fait place, sur la base d'une modification profonde de la mentalité dans les conditions de la guerre et de la lutte de classe, à une volonté qui a été la nôtre de surmonter cette « incapacité d'organisation ». Certes, tous les problèmes n'ont pas été réglés. Mais nous avons fixé le cadre pour les régler. Réduit à 52 en 1958, nous avons constitué ce PCI qui construit aujourd'hui avec des militants d'origines diverses le MPPT sur la ligne que nous avons dégagée en 1964 (voir « *Quelques enseignements de notre histoire* »).

Nous avons abordé la grève générale de juin 1936 à quelques centaines, et le front populaire nous avait laminés. Aujourd'hui à plusieurs milliers, nous avons traversé l'union de la gauche-front populaire pour aborder une nouvelle vague de la lutte de classe. Et aujourd'hui Engels ne pourrait écrire « que les Français ne paient pas leurs cotisations ». Il ne pourrait critiquer le fait que dans les campagnes de solidarité internationale, les « Français » seraient incapables de collecter des sommes substantielles. Pour sa part, le PCI accorde 25 % de son budget aux tâches de construction de la IV^e Internationale et de solidarité internationale. Certes, répétons-le, de nombreux problèmes d'organisation demeurent, mais nous avons le cadre pour les régler. Et nous avons pu réaliser cela parce que nous avons tout reconstruit à partir de 1958, d'abord avec le bulletin *Informations ouvrières* ronéotypé, puis avec un *IO* imprimé mensuel, qui est maintenant hebdomadaire sur 16 pages.

Les éléments sont aujourd'hui réunis pour une nouvelle progression du PCI en construisant le MPPT. A la question : combien le Parti bolchevique comptait-il de militants ?, Trotsky répond :

« En 1910, dans tout le pays, quelques dizaines. Il y en avait pas mal en Sibérie, mais en fait, ils n'étaient pas organisés. Les gens que Lénine pouvait atteindre par lettre ou par un agent n'étaient pas plus de 30 ou 40. Nos traditions, les idées que nous avions répandues parmi l'avant-garde ouvrière cons-

tituaient un extraordinaire capital qui devait être utilisé plus tard au cours de la révolution. Mais pratiquement à cette date, nous étions complètement isolés. L'histoire a ses lois propres, très puissantes, plus puissantes même que notre propre conception théorique de l'histoire. En 1914, les bolcheviks dominaient complètement le mouvement ouvrier (...). Pourtant, avec le début de la révolution de Février, les éléments les plus arriérés, et même d'anciens ouvriers bolcheviques, ont été attirés dans ce courant front populaire. Le Parti bolchevique fut réduit à l'isolement et très affaibli. Le courant général était à un bas niveau politique, mais il était puissant, et il aboutit finalement à la révolution d'Octobre. Il s'agit d'une question de rythmes. En France, venant après toutes ces défaites, le front populaire a attiré des éléments qui avaient des sympathies pour nous sur le plan des idées, mais qui étaient engagés dans le mouvement des masses, et nous avons été encore plus isolés qu'auparavant. »

La marche à la construction du parti révolutionnaire qui doit aider les masses à réaliser la révolution est étroitement reliée aux « conditions objectives » (l'histoire a ses lois propres très puissantes...). Nous avons nous-mêmes connu ces phénomènes avec nombre de travailleurs qui avaient signé nos appels au vote MPPT. Mais, répétons-le, alors qu'en 1936, la vague front populaire nous avait emportés, nous avons tenu aujourd'hui et nous progresserons avec la vague montante de la lutte des classes. Là aussi réside la signification des offensives concertées et concentrées contre le PCI et le MPPT.

Si nous avons tenu, c'est précisément bien évidemment parce que notre orientation était juste, mais aussi parce que le cadre d'organisation qui était le nôtre a permis à notre politique d'avoir des résultats, et notamment dans cette situation, de construire à égalité avec d'autres militants le MPPT. C'est en ce sens que les problèmes d'organisation sont un concentré des tâches politiques.

Et maintenant nous devons franchir une nouvelle étape.

Bibliographie

LENINE - Que faire ?

Un pas en avant, deux pas en arrière

TROTSKY - Œuvres

Tome 1 page 122 : Discipline révolutionnaire et droit de critique.

Tome 2 page 87 : La démocratie ouvrière, une question sociale.

Tome 5 page 331 : Qu'est-ce que diriger un parti, comment le faire ?

Tome 7 page 112 : Le centralisme démocratique.

Tome 15 page 78 : Démocratie dans le parti.

Tome 15 pages 140-141 : Les ouvriers dans le parti : leur place.

Tome 15 page 160 : Rapports entre la direction et la base du parti.

Tome 15 page 353 : Les ouvriers dans le parti : leur place.

Tome 15 page 359 : Centralisme et démocratie : leurs rapports réciproques.

Tome 14 page 385 : Confusion et démocratie dans le parti.

Tome 18 page 79 : Qu'est-ce qu'un comité central ?

Tome 22 pages 51-52 : Problèmes de la construction de la direction.

Tome 22 page 113 : Qu'est-ce qu'un congrès du parti ?

Tome 22 pages 117-120 : Sur le régime intérieur du parti.

Tome 22 page 130 : Démocratie et méthode de discussion dans le parti.

Tome 22 page 215 : Sur quelques problèmes d'organisation.

Tome 22 page 229 : Le régime intérieur du parti et ses discussions internes.

Tome 23 page 45 : Discussions internes et centralisme.

Tome 23 pages 84-85 : Discussions internes et régime intérieur du parti.

Tome 23 page 88 : Discussions dans le parti.

Tome 23 pages 139-140 : Les militants syndicalistes dans le parti.

Tome 23 page 259 : Démocratie dans le parti. Les discussions au sein de la direction.

Tome 23 page 278 : Démocratie dans le parti.

Tome 24 page 70 : Construction de la direction.

Tome 24 page 164 : Travail syndical et construction du parti.

Tome 24 pages 171-172 : Centralisme et démocratie.

Tome 24 page 290 : Le sens du militantisme dans le parti.

Tome 24 page 372 : La construction du parti : saisir les occasions.

Tome 14 page 151 : La question du temps dans la réalisation des tâches. Nécessité d'un calendrier.

Voir notre brochure : "Quelques enseignements de notre histoire".

l'édification profonde de la démocratie dans les conditions de la guerre et de la reconstruction. Les tâches de la révolution sont devenues de plus en plus complexes. C'est pourquoi, nous avons tenu à nous occuper de ces problèmes dans le cadre de la revue. R. R. a été élu à la tête du P.C.I. en 1938. Nous avons voulu construire un journal qui soit à la fois un journal de masse et un journal de réflexion. Nous avons voulu que ce journal soit un journal de masse et un journal de réflexion.

Bibliographie

- Tome 1 page 122 : Discussion révolutionnaire et droit de la révolution.
- Tome 2 page 87 : La démocratie ouvrière, une question sociale.
- Tome 3 page 131 : Ou est-ce qui dirige un parti, comment le faire ?
- Tome 4 page 113 : Le centralisme démocratique.
- Tome 5 page 78 : Démocratie dans le parti.
- Tome 6 pages 140-141 : Les ouvriers dans le parti, leur place.
- Tome 7 page 160 : Rapports entre la direction et le parti.
- Tome 8 page 123 : Les ouvriers dans le parti, leur place.
- Tome 9 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 10 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 11 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 12 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 13 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 14 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 15 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 16 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 17 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 18 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 19 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 20 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 21 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 22 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 23 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 24 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 25 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 26 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 27 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 28 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 29 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 30 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 31 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 32 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 33 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 34 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 35 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 36 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 37 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 38 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 39 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 40 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 41 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 42 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 43 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 44 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 45 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 46 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 47 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 48 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 49 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 50 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.

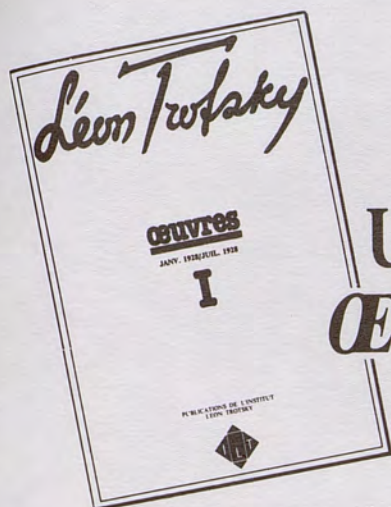
les tâches de la révolution sont devenues de plus en plus complexes. C'est pourquoi, nous avons tenu à nous occuper de ces problèmes dans le cadre de la revue. R. R. a été élu à la tête du P.C.I. en 1938. Nous avons voulu construire un journal qui soit à la fois un journal de masse et un journal de réflexion. Nous avons voulu que ce journal soit un journal de masse et un journal de réflexion.

TROTSKY - Ouvrages

- Tome 1 page 122 : Discussion révolutionnaire et droit de la révolution.
- Tome 2 page 87 : La démocratie ouvrière, une question sociale.
- Tome 3 page 131 : Ou est-ce qui dirige un parti, comment le faire ?
- Tome 4 page 113 : Le centralisme démocratique.
- Tome 5 page 78 : Démocratie dans le parti.
- Tome 6 pages 140-141 : Les ouvriers dans le parti, leur place.
- Tome 7 page 160 : Rapports entre la direction et le parti.
- Tome 8 page 123 : Les ouvriers dans le parti, leur place.
- Tome 9 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 10 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 11 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 12 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 13 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 14 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 15 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 16 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 17 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 18 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 19 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 20 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 21 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 22 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 23 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 24 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 25 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 26 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 27 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 28 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 29 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 30 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 31 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 32 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 33 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 34 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 35 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 36 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 37 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 38 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 39 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 40 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 41 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 42 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 43 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 44 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 45 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 46 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 47 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 48 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 49 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.
- Tome 50 page 122 : Centralisme et démocratie : leurs rapports.

En 1910, dans tout le monde, il y avait une révolution. Il y avait une révolution en Sibirie, il y avait une révolution en Chine, il y avait une révolution en Russie. Les tâches de la révolution sont devenues de plus en plus complexes. C'est pourquoi, nous avons tenu à nous occuper de ces problèmes dans le cadre de la revue. R. R. a été élu à la tête du P.C.I. en 1938. Nous avons voulu construire un journal qui soit à la fois un journal de masse et un journal de réflexion. Nous avons voulu que ce journal soit un journal de masse et un journal de réflexion.

Et il n'est pas possible de franchir une nouvelle étape.



Une nouvelle série des *Œuvres* de Léon Trotsky

Les textes de Trotsky concernant la période 1928-1933 vont désormais être disponibles. Le premier tome, janvier-juillet 1928, vient de paraître.

La première série des *Œuvres* de Léon Trotsky s'est donc achevée avec le tome 24. Depuis 1978, tout au long de ces 24 tomes, nous avons pu juger de l'intérêt considérable de ces textes, articles de journaux, lettres, pamphlets, résolutions... écrits par Trotsky de 1933 à 1940. Tous documents, enrichis de notes biographiques et historiques, dont la traduction a été complètement revue par les collaborateurs de l'Institut Léon Trotsky, le champ des textes disponibles s'étant de plus considérablement élargi à la suite de l'ouverture des archives de la Houghton Library d'Harvard en 1980.

La seconde série s'appuie pour l'essentiel également sur cette documentation et s'ouvre par les textes écrits par Trotsky en 1928 d'Alma-Ata, au lendemain de son exclusion du PCUS et de sa déportation.

Les tomes paraîtront au rythme de deux par an (en avril-mai et en octobre-novembre) en suivant l'ordre chronologique à partir de 1928.

Pour recevoir chacun de ces livres chez vous et sans délai, dès leur parution, nous vous proposons de vous abonner.

Comment ?

- Vous remplissez le bulletin ci-joint.
- Vous l'adressez au service des publications : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris ou à notre correspondant départemental.
- Nous vous faisons parvenir le premier tome de votre abonnement par retour du courrier (paiement à réception).

Les premiers abonnés recevront une édition remise à jour, dans une présentation soignée, de l'index des *Œuvres*. Inscrivez-vous vite !

**Je m'abonne à la deuxième série des *Œuvres*
de Léon Trotsky (1928-1933) à partir du tome :**

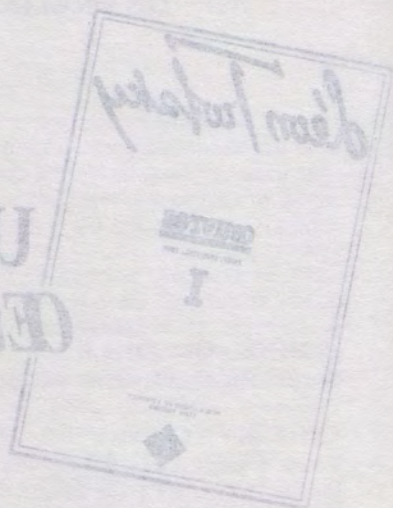
Nom : Prénom :

Adresse :

.....

Je paierai chaque livre dès réception (chèque à l'ordre d'APIO)

Une nouvelle série des Œuvres de Léon Trotsky



Les textes de Trotsky concernant la période 1928-1933 vont désormais être disponibles. Le premier tome, janvier-juillet 1928, vient de paraître.

La première série des Œuvres de Léon Trotsky s'est donc achevée avec le tome 24. Depuis 1978, tout au long de ces 24 tomes, nous avons pu juger de l'intérêt considérable de ces textes, articles de journaux, lettres, pamphlets, résolutions... écrits par Trotsky de 1923 à 1940. Tous documents, extraits de notes biographiques et historiques, dont la traduction a été complètement revue par les collaborateurs de l'Institut Léon Trotsky, le champ des textes disponibles étant de plus considérablement élargi à la suite de l'ouverture des archives de la Hongrie par le Library d'Harvard en 1980.

La seconde série s'appuie pour l'essentiel également sur cette documentation et s'ouvre par les textes écrits par Trotsky en 1928 d'Alma-Ata, au lendemain de son exclusion du PCUS et de sa déportation.

Les tomes paraîtront au rythme de deux par an (en avril-mai et en octobre-novembre) en suivant l'ordre chronologique à partir de 1928.

Pour recevoir chacun de ces livres chez vous et sans délai, dès leur parution, nous vous proposons de vous abonner.

Comment ?

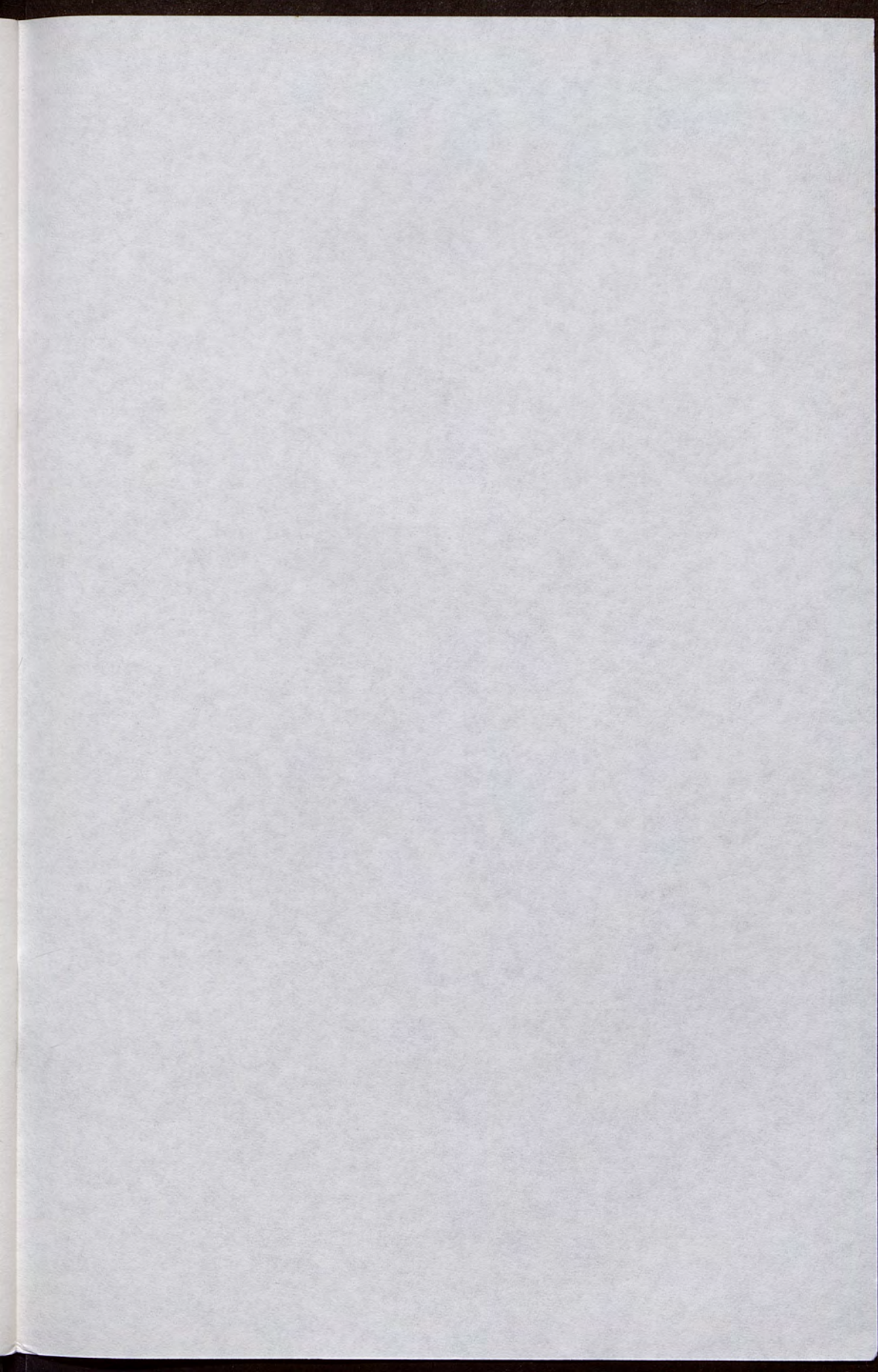
- Vous remplissez le bulletin ci-joint.
- Vous l'adressez au service des publications : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris ou à notre correspondant départemental.
- Nous vous faisons parvenir le premier tome de votre abonnement par retour du courrier (paiement à réception).
- Les premiers abonnés recevront une édition limitée à jour, dans une présentation soignée, de l'index des Œuvres. Inscrivez-vous vite !

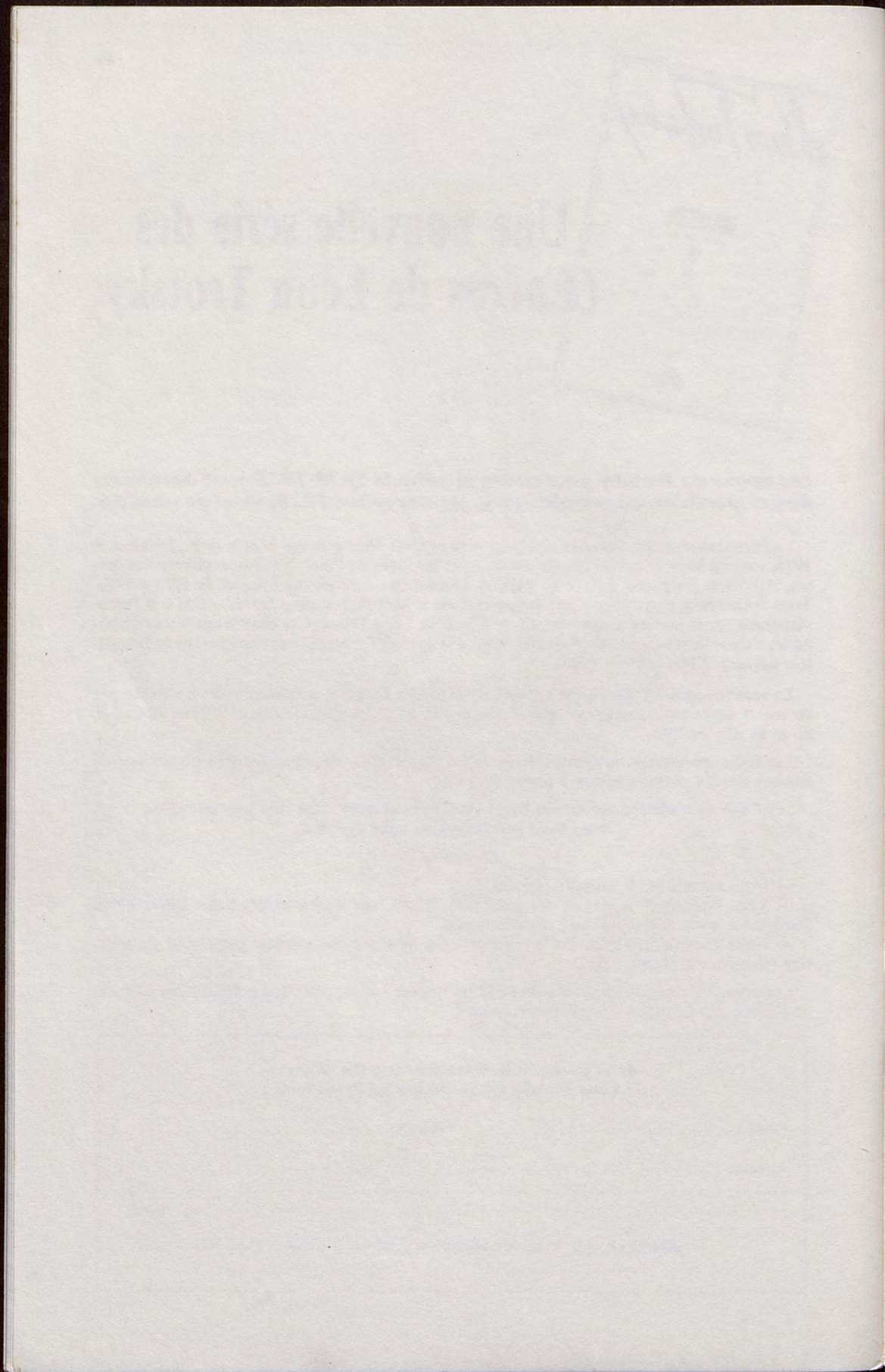
Je m'abonne à la dernière série des Œuvres
de Léon Trotsky (1928-1933) à partir du tome :

Nom :

Adresse :

Je paierai chaque livre dès réception (répète à l'ordre d'APAO)





Rédaction et administration :
87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris

Directeur : Pierre LAMBERT
Rédacteur en chef : François FORGUE
Secrétariat de rédaction : Daniel VIVIERS, Christian FOSTIER

Imprimerie INFOTEC 2000 Paris



Commission paritaire : n° 66926

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
section française de IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction)



XXXIII^e CONGRES DU PCI, SECTION FRANÇAISE DE LA IV^e INTERNATIONALE - CIR

SOMMAIRE

Présentation	p. 3
Les tâches de la section française dans le combat pour la reconstruction de la IV ^e Internationale	p. 5
La situation politique française et les tâches de la section française de la IV ^e Internationale dans l'action pour un parti ouvrier indépendant	p. 25
Les problèmes politiques d'organisation	p. 35

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
section française de IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction)

SOMMAIRE

• **Présentation** p. 3

• **Les tâches de la section française
dans le combat pour la reconstruction
de la IV^e Internationale** p. 5

Annexes :

— Appel à la Conférence de Dakar p. 15

— Appel à la Rencontre de Berlin p. 17

— Intervention du représentant
du Secrétariat international
de la IV^e Internationale-CIR
au XXXIII^e Congrès du PCI p. 21

— Bibliographie p. 23

• **La situation politique française
et les tâches de la section française
de la IV^e Internationale dans l'action
pour un parti ouvrier indépendant** . . p. 25

— Bibliographie p. 34

• **Les problèmes politiques
d'organisation** p. 37

— Bibliographie p. 47

LA VÉRITÉ

REVUE THÉORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Section française de l'IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction)

1971-1972

SOMMAIRE

• Présentation	p. 3
• Les tâches de la section française dans le combat pour la reconstruction de la IV ^e Internationale	p. 5
Annexes :	
— Appel à la Conférence de Dakar	p. 15
— Appel à la Rencontre de Bâle	p. 17
— Intervention du représentant du Secrétariat international de la IV ^e Internationale-CIR au XXIII ^e Congrès du P.C.I.	p. 21
— Bibliographie	p. 23
• La situation politique française et les tâches de la section française de la IV ^e Internationale dans l'action pour un parti ouvrier indépendant	p. 25
— Bibliographie	p. 34
• Les problèmes politiques d'organisation	p. 37
— Bibliographie	p. 47

Présentation

LE XXXIII^e Congrès du Parti communiste internationaliste (section française de la IV^e Internationale - CIR) s'est tenu à Paris du 21 au 23 mai. Ce congrès se tenait donc alors qu'un tournant important se développe dans la situation française. Il se tenait aussi dans le cadre d'une situation internationale marquée avant tout par l'action et la résistance des travailleurs et des masses opprimées face aux plans de l'impérialisme.

Les trois principaux rapports et discussions qui ont occupé les travaux de ce congrès portaient sur les points suivants :

- Les tâches de la section française de la IV^e Internationale dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale.
- La situation politique française après l'élection présidentielle et la dissolution de l'Assemblée et les tâches de la section française de la IV^e Internationale dans l'action pour un parti ouvrier indépendant.
- Les problèmes politiques d'organisation.

Ce numéro de *La Vérité* reproduit de larges extraits des rapports présentés devant le congrès. L'un des objets de cette publication est de fournir un matériel politique pour la tenue des camps d'été organisés par la commission de formation du PCI.

Au-delà de cet aspect, la publication de ces éléments d'analyse de la situation internationale et nationale, de définition des tâches des militants de la IV^e Internationale et des problèmes que pose leur application correspond à l'engagement de la section française et de ses militants, à égalité de droits et de devoirs avec les autres composantes du MPPT, dans la voie de la construction d'un parti ouvrier indépendant. Ces rapports constituent en effet un élément de réflexion et de discussion pour tous ceux qui entendent œuvrer, dans un cadre commun et démocratique, à la construction d'un tel parti.

Présentation

Le XXXIII^e Congrès du Parti communiste internationaliste (section française de la IV^e internationale - CIR) s'est tenu à Paris du 21 au 23 mai. Ce congrès se tenait donc alors du point de vue important se déroulant dans la situation française. Il se tenait aussi dans le cadre d'une situation internationale marquée avant tout par l'action et la résistance des travailleurs et des masses opprimées face aux plans de l'impérialisme.

Les trois principaux rapports et discussions qui ont occupé les travaux de ce congrès portaient sur les points suivants :

— Les tâches de la section française de la IV^e internationale dans le combat pour la reconstruction de la IV^e internationale.

— La situation politique française après l'élection présidentielle et la dissolution de l'Assemblée et les tâches de la section française de la IV^e internationale dans l'action pour un parti ouvrier indépendant.

— Les problèmes politiques d'organisation.

Ce numéro de La Vérité reproduit de larges extraits des rapports présentés devant le congrès. L'un des objets de cette publication est de fournir un matériel politique pour la tenue des camps d'été organisés par la commission de formation du PCI.

Au-delà de cet aspect, la publication de ces éléments d'analyse de la situation internationale et nationale, de définition des tâches des militants de la IV^e internationale et des problèmes que pose leur application correspond à l'engagement de la section française et de ses militants à égalité de droits et de devoirs avec les autres composantes du MPP, dans la voie de la construction d'un parti ouvrier indépendant. Ces rapports constituent en effet un élément de réflexion et de discussion pour tous ceux qui entendent ouvrir dans un cadre commun et démocratique, à la construction d'un tel parti.

Les tâches de la section française dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Camarades,

A la veille de ce XXXIII^e Congrès du Parti communiste internationaliste (PCI), section française de la IV^e Internationale, s'est tenue une réunion du Secrétariat international plénier de notre organisation internationale, la IV^e Internationale - Centre international de reconstruction.

En effet, à l'issue de la Conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale - CIR, les délégués des sections ont élu un Conseil général de 23 membres et un Secrétariat international qui est composé non seulement de camarades résidant au Centre, mais également de dirigeants de sections des différents pays d'Europe, d'Amérique latine et d'Afrique.

LA RÉUNION DU SECRÉTARIAT INTERNATIONAL

Il s'agissait là d'une mesure destinée à assurer une meilleure centralisation politique de l'activité de l'Internationale.

Le Secrétariat international a établi un bilan de l'activité développée depuis la Conférence mondiale, examiné les principaux événements survenus dans la lutte des classes mondiale dans les derniers mois. Il a abouti à une série de conclusions, de tâches. Ce sont ces conclusions et ces tâches qui forment l'axe de ce rapport introductif.

Auparavant, et puisque ce rapport a le privilège d'être le rapport introductif aux travaux d'ensemble de ce congrès, il convient d'établir sa relation avec les préoccupations d'ensemble et avec l'ordre du jour du congrès.

Il a été souligné dans les différents documents sur la situation politique française, et notamment dans le projet de résolution politique, que nous étions engagés dans un tournant profond de la situation politique en France. Cette situation française et ce tournant dans la situation française ne sauraient être séparés du développement de la lutte des classes internationale.

Non pas au sens mécanique que cette situation serait simplement une projection ou une illustration parmi d'autres, mais tout au contraire en comprenant que la situation française aujourd'hui est une composante et donc l'une des dimensions et non des moindres de cette situation internationale.

Ce n'est pas rien qu'un impérialisme, quelle que soit sa faiblesse par rapport à ses partenaires et rivaux plus puissants, comme l'impérialisme américain qui occupe une place mondiale, soit aujourd'hui dans une situation où la représentation politique traditionnelle de la classe dominante est éclatée, où une crise profonde affecte les partis ouvriers bourgeois qui traditionnellement, depuis des décennies, représentaient sous une forme ou sous une autre l'encadrement

politique et en même temps le verrou imposé au mouvement de la classe ouvrière.

Ce sont là des éléments qui ont directement une signification internationale et qui renforcent bien sûr d'autant la responsabilité de la section française de la IV^e Internationale.

Et les responsabilités particulières de cette section sur ce terrain se combinent directement avec les tâches d'ensemble de construction de la section française de la IV^e Internationale, c'est-à-dire avec sa participation à égalité de droits et de devoirs avec tous les autres militants, toutes les autres composantes qui concourent au combat pour la constitution dans ce pays d'un parti ouvrier indépendant, incarné aujourd'hui dans le MPPT dont il faut rappeler d'emblée qu'il a joué un rôle considérable, en tant que tel, en tant que mouvement, dans le succès de la Conférence de Caracas, que ses instances ont approuvé la démarche de la *Lettre ouverte pour une Association internationale des partis, organisations et tendances indépendants*.

Le Secrétariat international, dans sa résolution, a placé au centre de l'activité de nos sections la continuation et le développement de l'activité procédant des décisions de la Conférence mondiale et de l'existence et du soutien apporté à cette initiative par des responsables de diverses organisations ne se réclamant pas de la IV^e Internationale dans différents pays.

Cela se concrétise dans l'objectif d'une réunion du Comité de liaison pour une Association internationale au mois d'octobre de cette année, initiative qui, pour nous, se lie directement à la réalisation de diverses activités politiques à l'occasion du 50^e anniversaire de la proclamation de la IV^e Internationale.

Ce sont là les échéances centrales qui doivent ordonner toute notre activité internationale, trouver leur expression

précise dans chaque pays car il s'agit de la mise en œuvre de l'orientation décidée par la Conférence mondiale.

Depuis la Conférence mondiale, la *Lettre d'invitation pour une Association internationale des partis, organisation et tendances indépendants* a été diffusée dans de nombreux pays d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie. Comme il a déjà été noté, le bureau national du MPPT a approuvé cette lettre.

Le Front démocratique des Comores (organisation qui était présente à la Conférence de Caracas) a également approuvé cette démarche tout en engageant la discussion sur certains aspects de la lettre (voir la lettre du Front démocratique des Comores dans le n^o 44 de *Tribune internationale*).

La lettre a également été signée par une organisation du Bangladesh en exil et par les principaux responsables du Mouvement pour la République en Espagne.

Par ailleurs, dans l'application de l'orientation décidée lors de la Conférence mondiale et dans le prolongement des décisions prises à la Conférence de Caracas par toutes les forces qui y étaient associées, d'autres initiatives sont en cours.

Le Parti des travailleurs du Pérou a décidé de prendre en charge la préparation du Tribunal international des peuples contre les conséquences de la dette, les plans du FMI et de la CEE. L'appel signé par toute une série de responsables syndicaux et de dirigeants de partis ouvriers et d'organisations anti-impérialistes a été rendu public.

Enfin — et j'y reviendrai dans la conclusion de ce rapport —, il y a la fusion réalisée au Sénégal entre la Ligue communiste des travailleurs (LCT), section sénégalaise de la IV^e Internationale - CIR, et le Mouvement démocratique et populaire dont Mamadou Dia est l'un des principaux dirigeants, fusion qui a

abouti à la constitution du Mouvement pour le socialisme et la démocratie, organisation sympathisante de la IV^e Internationale.

En d'autres termes, en nous appuyant sur ces premiers résultats, il s'agit d'aborder une nouvelle étape.

UNE NOUVELLE ÉTAPE

L'élargissement du champ d'action dans la voie d'une Internationale ouvrière avec des forces, des organisations, des courants qui, rompant avec l'impérialisme, la social-démocratie ou le stalinisme, n'ont pas notre tradition ou notre histoire, c'est simultanément l'accentuation de notre combat dans la voie de la reconstruction, de la réalisation des conditions politiques de la reproclamation de la IV^e Internationale.

Et, en ce sens, pour prendre le cas de la France, les journées d'études décidées pour le mois d'octobre ne sont pas simplement des journées d'études parmi d'autres, ni une sorte de commémoration de la fondation de la IV^e Internationale, mais un moment important du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Il n'y a rien d'artificiel dans le fait que le choix de la date de ces journées d'études coïncide avec la réunion du Comité de liaison.

Ceux qui, avec les militants, les sections de la IV^e Internationale, sont nos partenaires parce qu'ils entendent combattre dans la voie de la constitution d'une Internationale ouvrière ont à faire valoir les leçons de leur propre expérience, leurs positions dans une discussion sur la IV^e Internationale et son programme.

De même, de nouvelles avancées dans la voie d'une Internationale ouvrière se lient pour nos sections à l'affirmation dans les faits de ce qui était au cœur de la Conférence mondiale : le renforce-

ment des sections de la IV^e Internationale et de leur centralisation politique se manifeste avec force.

C'est ce qui était affirmé dans la résolution d'orientation sur la reconstruction de la IV^e Internationale adoptée par la Conférence mondiale des sections dont nous reproduisons ci-dessous un extrait (mais le texte intégral a été publié dans *Tribune internationale* n° 43, février 1988) :

« 1. Notre volonté de maintenir la IV^e Internationale, de la reconstruire, de la "reproclamer" ne procède évidemment pas d'un attachement fétichiste. Pour nous, le programme fonde l'Internationale, et le programme comme méthode d'analyse et instrument d'action, adopté en 1938, a été intégralement vérifié dans ses lignes de principe par les événements (...).

5. S'agit-il de reproclamer la IV^e Internationale maintenant ?

Ecartons cette fausse discussion, qui a été frauduleusement introduite par ceux qui voulaient masquer leur passage au social-impérialisme.

Toute discussion sérieuse doit partir des faits analysés à la lumière de la méthode du marxisme. De la même façon que nous ne pouvons déterminer maintenant comment la nouvelle Internationale prendra forme, par quels stades elle passera, sachant que cela résultera des événements, de l'intervention dans les événements, de la discussion sur les problèmes et les actions à entreprendre, nous pouvons dire que la reproclamation de la IV^e Internationale s'intégrera dans le processus du combat pour une nouvelle Internationale. On ne pourra avancer sur cette voie qu'en réunissant progressivement les conditions suivantes :

a) Ouvrir dans nos rangs et publiquement la discussion sur la place de la IV^e Internationale, de son programme dans la lutte pour une nouvelle Internationale.

b) Ouvrir publiquement la discussion sur la nécessité du combat pour une nouvelle Internationale. Ce qui impli-

que la définition à chaque étape de la discussion de tâches pratiques, sur la ligne du combat pour l'unité des travailleurs et des masses exploitées et opprimées et de leurs organisations.

6. Nous nous plaçons sur le terrain du marxisme, du programme, de la lutte pratique dans la succession réelle des événements. Nous abordons la discussion des questions vitales qui se posent à l'humanité pour la recherche commune de réponses claires, dénuées de sectarisme et de dogmatisme, sans exiger des militants, tendances et organisations indépendants du social-impérialisme, des bureaucraties, du nationalisme bourgeois, ou en voie de rupture, qu'ils se déclarent pour la IV^e Internationale. Nous déclarons la nécessité d'une nouvelle Internationale dictée par toute la marche des événements, événements dans lesquels les partis de la II^e Internationale, les partis reliés à la bureaucratie du Kremlin, les partis nationalistes bourgeois sont non seulement incapables de constituer le centre international du combat libérateur, mais en sont les premiers obstacles dans le mouvement ouvrier mondial.

7. Notre position est de collaborer avec toutes les organisations, groupes et militants qui veulent réellement construire une nouvelle Internationale.

Ces groupes, organisations, tendances et militants, pour les uns ont quitté, ou sont en voie de rupture avec les partis de la II^e Internationale, les autres avec les partis liés à la bureaucratie du Kremlin, d'autres ont pour origine des partis nationalistes bourgeois, petits-bourgeois ou des courants anti-impérialistes, d'autres enfin s'organisent comme sections de la IV^e Internationale. Tous nous voulons bâtir un internationalisme réel dans des initiatives internationales de combat, tous nous pouvons nous rassembler pour constituer les bases d'une nouvelle Internationale. Nous décidons de combattre pour constituer un comité de liaison international pour une nouvelle Internationale de partis indépendants.

8. Le travail déjà engagé, celui en cours, démontre que nous avons en commun la volonté d'une attitude claire vis-à-vis des idées et des faits, la volonté

de créer les bases de la libre et honnête discussion excluant aussi bien l'anathème que les insinuations, les sous-entendus ou les bruits de couloir. Dire ce qui est, dire ce qu'on pense est pour nous la condition indispensable de l'action unie. C'est pourquoi nous entendons en commun soumettre à un examen scrupuleux les positions, les programmes, les propositions à la lumière des tâches à résoudre, pour construire une véritable Internationale.

Echanger les idées et les expériences pour engager des actions communes et concrètes, car on ne saurait préparer les conditions de la construction d'une nouvelle Internationale sans prendre part directement et d'une manière organisée dans les événements qui se dérouleront, ce qui nécessite de combiner la discussion et l'action (...).

INTENSIFICATION DE LA LUTTE DES CLASSES

Une initiative internationale dans la voie d'une conférence mondiale ouverte pour une nouvelle Internationale, comme cette réunion du Comité de liaison, ne peut prendre toute sa dimension que si elle est reliée à des campagnes politiques précises enracinées dans la lutte des classes et nourrissant l'intervention dans chaque pays.

C'est le cas en particulier de la rencontre ouvrière européenne de Berlin contre les plans du FMI et de la CEE et la réalisation de la Conférence de Dakar (voir annexe).

Les journées d'études à l'occasion du 50^e anniversaire de la fondation de la IV^e Internationale, la réunion du Comité de liaison sont prévues pour la mi-octobre. C'est aussi les 7 et 8 octobre que doit avoir lieu la Conférence de Dakar.

Il ne faut pas considérer pour autant qu'il s'agisse là d'une accumulation accablante de tâches mais de la concentration de différents aspects de la ligne stratégique définie à la Conférence.

A titre de rappel du cadre politique élaboré lors de la Conférence mondiale, citons l'évaluation des grands traits de la situation mondiale établie par la Conférence mondiale :

« Aussi est-ce une intensification de la lutte des classes, de l'affrontement entre révolution et contre-révolution qui est à l'ordre du jour dans chaque pays et dans tous les pays. Les formes sont diverses, les processus longs et irréguliers, mais la direction générale est celle de la centralisation des luttes du prolétariat mondial. »

Dans la résolution d'orientation sur la reconstruction de la IV^e Internationale, la même idée était reprise :

« Nous sommes en présence de processus révolutionnaires de longue durée que tout ce qui est lié directement au maintien du profit capitaliste et des privilèges bureaucratiques s'efforce de contenir et de retarder. »

Depuis, toute une série d'événements importants du point de vue de la lutte des classes mondiale se sont produits. C'est là une confirmation de l'appréciation d'ensemble résumée plus haut. Nous vivons une période de montée révolutionnaire, non seulement ample — mondiale au sens le plus strict du terme —, mais durable et en même temps contradictoire, car les forces de la contre-révolution sont, bien évidemment, elles aussi à l'œuvre. D'où de multiples bouleversements, des modifications brusques dans un pays, de nouveaux développements qui n'ont rien de secondaire et qui se succèdent à un rythme accéléré.

Aussi, serait-ce dépasser le cadre de ce rapport que d'essayer de les analyser en quelques lignes. Il n'est possible que d'en souligner certains aspects.

Dans la discussion au Secrétariat international, un camarade disait que l'événement le plus important qui s'est produit sans doute, depuis la réunion de notre conférence mondiale en janvier, ce sont les récents développements en Polo-

gne. En effet, l'action de la classe ouvrière polonaise est fondamentale et elle se relie directement à la maturation de la révolution politique en URSS. Car ce qui a été le point de départ de cette nouvelle vague d'actions du prolétariat polonais, c'est la tentative de lui imposer de nouvelles « réformes » dont le contenu est le même que celui des réformes que Gorbatchev veut imposer à la classe ouvrière soviétique. Chaque jour qui passe voit se dégager de nouveaux éléments qui témoignent et de l'aggravation de la crise au sein de la bureaucratie elle-même, et du développement de l'activité au sein des masses soviétiques elles-mêmes.

Le nouveau sommet Reagan-Gorbatchev se tient dans une situation marquée avant tout par l'action des masses travailleuses et opprimées, qu'il s'agisse du Moyen-Orient, de l'Afrique, de l'Amérique centrale, comme des pays capitalistes avancés et de ceux qui sont soumis au contrôle de la bureaucratie.

Si l'on se tourne vers l'Europe, des événements comme la grève généralisée des enseignants en Grèce, luttant pour défendre leurs conditions de vie contre la politique d'austérité du gouvernement socialiste du PASOK malgré l'opposition des directions syndicales et les manœuvres des staliniens, la résistance des travailleurs du chantier naval d'Eskalduna (Bilbao), occupant le chantier, malgré les assauts de la police, pour s'opposer aux licenciements décidés par le gouvernement Gonzalez constituent des expressions d'une grande portée quant à la manière dont ces problèmes se traduisent aujourd'hui dans la lutte des classes en Europe.

Les journées d'études à l'occasion du 50^e anniversaire de la fondation de la IV^e Internationale ne sont pas une commémoration. Elles se relient à la situation évoquée plus haut. Cela se traduit tout simplement dans le fait que les trois thèmes principaux de ces journées d'études, à savoir : la constitution de la IV^e Internationale, le bilan de son combat,

la validité de son programme ; puis l'examen de l'ensemble des problèmes reliés à l'action des instruments centralisés de l'impérialisme contre la classe ouvrière et contre les peuples, FMI et CEE ; et enfin le problème de la révolution politique : aucun de ces thèmes n'est un thème historique, même si pour chacun il faudra faire référence à des données historiques. Ce sont des thèmes qui touchent directement aux conditions les plus immédiates et les plus quotidiennes de la lutte des classes.

Car ce qui fait de ce que nous appelons les tâches internationalistes du PCI par exemple, des tâches immédiates et centrales de sa construction, ce n'est pas seulement notre conception internationaliste ou notre volonté, c'est la place que ces problèmes ont aujourd'hui dans la lutte des classes sous ses formes les plus immédiates.

LA CONFÉRENCE OUVRIÈRE DE BERLIN CONTRE LES PLANS DE LA CEE ET DU FMI

Et par exemple, pour préparer la Conférence de Berlin, pour constituer pour cette conférence une délégation française représentative et correspondant à la réalité de la place que nous occupons dans la lutte des classes en France, il y a des éléments qui sont directement reliés à la lutte des classes en France mais qui pourtant ont leur origine dans des développements de la lutte des classes dans d'autres pays.

C'est ainsi que par exemple, il y a, dans les entreprises, dans les organisations ouvrières, une activité particulière de solidarité à mener avec les travailleurs des chantiers navals d'Espagne.

Ce sont nos camarades de Grèce, les militants grecs de la section de la IV^e Internationale, qui nous ont informés de la grève des enseignants. La campagne que nous menons n'est pas une campa-

gne de simple « solidarité » platonique, mais une campagne qui reprend à l'échelle de l'Europe ce qui est à la base de notre activité ici en France : « *Dire ce qui est* », car c'est ainsi que nous contribuons à unifier les luttes de la classe ouvrière à l'échelle de toute l'Europe.

Ce sont là des éléments vivants de la constitution d'une délégation française pour la Conférence de Berlin, délégation qui sera constituée à partir d'un large réseau de comités, c'est-à-dire en fait, pour en rester à une méthode déjà éprouvée, d'assemblées-débat où ces questions seront discutées avec tous les militants ouvriers qui sont associés à un aspect ou à un autre de notre activité et qui sera appuyée sur la publication de faits essentiels sur la réalité de « l'Europe de 1992 ».

Il est évident que les problèmes du « consensus », de « l'ouverture au centre », du « front républicain » ont comme socle la défense de cette politique européenne contre lesquels les travailleurs des chantiers navals d'Espagne ou les enseignants de Grèce, pour ne citer que ces deux exemples, sont aujourd'hui mobilisés.

Au sujet de la Conférence de Berlin, ajoutons une citation, celle d'une circulaire adressée à la Confédération européenne des syndicats par les autorités de la CEE. Il est intéressant que cela soit adressé à la CES et non pas à des gouvernements ou à des ministères, car cela souligne que le problème qui est posé — celui de l'implication, de la subordination, en dernière analyse de l'intégration des organisations syndicales — n'est pas une question qui est posée aujourd'hui uniquement au plan national. Ou plutôt, au plan européen, elle est utilisée comme un levier essentiel de la tentative de dénaturation des organisations syndicales dans chacun des pays d'Europe. Et dans cette circulaire il est dit que la commission (c'est-à-dire l'organisme dont Delors est le président) « *entend promouvoir une action systématique dans le secteur public du marché du travail*

des Etats membres pour assurer la correcte application des règles de libre circulation des travailleurs ». En d'autres termes, c'est la remise en cause directe des différents statuts de la fonction publique existants dans les différents pays, au nom d'une mobilité de l'emploi à l'échelle européenne. Et la circulaire précise à qui cela s'applique :

« Je précise que l'action de la Commission ne concerne pas les organismes exerçant les fonctions principales et traditionnelles de l'Etat, telles que les forces armées, la police et les autres forces de l'ordre, la magistrature, l'administration fiscale et la diplomatie (...). »

Mais par contre elle s'applique en particulier...

« aux organismes chargés de gérer un service commercial, par exemple : transports publics, distribution de l'électricité ou du gaz, compagnies de navigation aérienne ou maritime, postes et télécommunications, services opérationnels de santé publique, enseignement dans les établissements publics, recherche à des fins civiles dans les établissements publics ».

Dans cette mesure on comprend non seulement la place que le développement de notre activité à l'échelle de l'Europe a dans la construction de nos organisations, mais quelle est la signification à l'échelle européenne des campagnes, des batailles politiques qui peuvent être menées dans chaque pays. C'est au travers de la campagne politique menée à l'occasion de la campagne de l'élection présidentielle en France par le MPPT que les propos de Delors sont devenus publics, non seulement en Belgique (où il les avait tenus), mais à l'échelle européenne, à partir du démenti qu'il a voulu opposer dans *Le Monde* à une citation tirée d'un journal belge. Ce démenti embarrassé ne fait que témoigner du fait que la politique de Delors, comme celle des gouvernements d'Europe d'ailleurs, est alignée sur la réalité qu'il a évoquée, et qu'il ait utilisé un conditionnel ou une phrase restrictive ne change rien sur le fond : que l'Europe qu'il était amené à

gérer avec d'autres était une Europe dans laquelle au moins se posait la question de ramener les droits et la situation sociale des travailleurs des pays d'Europe à ceux existant en Corée du Sud ou à Taiwan. Et à partir de là, toute l'ampleur de la préparation de la Conférence de Berlin est donnée.

La place, non pas comme un pseudo-mot d'ordre d'agitation ou comme un hochet qu'on agiterait de temps en temps, mais comme l'axe politique d'un combat pour le front unique dans chaque pays à l'échelle de l'Europe, du mot d'ordre d'une grève d'avertissement de 24 heures décidée dans l'unité des organisations et des travailleurs conserve toute sa place et trouve des éléments qui établissent son actualité, précisément dans le développement des luttes des travailleurs dans différents pays d'Europe, dont on a parlé et sur lesquels je ne reviens pas.

RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE, COMBAT POUR L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE

Pour nous, la réalisation de nos objectifs pour la Conférence de Berlin, c'est-à-dire d'une délégation française représentative à la fois de ce qu'est le combat et la réalité du MPPT, mais aussi de ce qui se dégage aujourd'hui de la crise des organisations, est un élément central de notre propre construction. Nous ne le séparons pas du combat pour la conférence ouverte, pour l'Internationale ouvrière, non pas d'une manière mécanique : nous n'allons pas imposer à tous ceux qui vont approuver cette initiative, qui vont soutenir cette conférence ou s'y rendre qu'ils approuvent du même coup la nécessité d'une réunion mondiale pour une Internationale ouvrière. Mais nous allons poser la question d'une Internationale ouvrière, précisément comme procédant de l'affirmation de la nécessité de partis ouvriers

indépendants, de l'indépendance de classe dans chaque pays. Car après tout, l'internationalisme prolétarien, dans sa première manifestation organisée, dans la constitution de la I^{re} Internationale, a procédé de la nécessité de l'affirmation de l'indépendance de classe, de la nécessité d'organisations ouvrières en tant que telles, dans chaque pays. Dans la délégation française à la Conférence de Berlin devront se trouver des militants qui, même s'ils n'ont pas préalablement signé la *Lettre d'invitation pour une Association internationale des partis, organisations et tendances indépendants*, seront des participants de la réunion du Comité de liaison en octobre. C'est une expression du fait que le combat de la IV^e Internationale, le combat pour sa reconstruction comme une organisation internationale centralisée, c'est-à-dire pour sa reproclamation, n'est pas séparé de la recomposition du mouvement de la classe sur un nouvel axe, de la réorganisation du mouvement ouvrier sur le terrain de l'indépendance de classe.

Les tâches internationales qui sont les nôtres ne se limitent pas à ces campagnes centrales mais intègrent toute une série d'activités. Par exemple, le soutien que la section française de la IV^e Internationale apporte à une initiative comme le Symposium européen sur le droit d'asile qui doit se tenir le 18 juin, car cette initiative constitue un point d'appui important pour l'ensemble de la bataille sur les libertés démocratiques dont on sait la place qu'elle occupe dans notre action politique en France.

Un facteur indispensable à l'accomplissement de l'ensemble de ces tâches, mais qui est aussi une expression des responsabilités de la section française dans le combat de l'Internationale, c'est le développement de la diffusion de *Tribune internationale*, revue politique publiée sous la responsabilité du Secrétariat international et intégrant la tribune libre de discussion dans la voie de la préparation d'une conférence mondiale ouverte.

Tribune internationale ne doit en aucune manière être traitée comme un organe confidentiel. C'est l'arme politique principale exprimant l'action centralisée de notre Internationale et c'est par là même un moyen indispensable à la construction de notre section.

Il y a donc un demi-siècle qu'était proclamée la IV^e Internationale par la poignée de militants qui, dans les conditions d'alors, avaient répondu à l'appel de Léon Trotsky, un demi-siècle que les premières éditions en différentes langues du programme de fondation de la IV^e Internationale ont commencé à être diffusées. Ce programme dont le sous-titre était « *L'Agonie du capitalisme et les tâches du prolétariat* ».

Cette agonie dure encore mais tous les éléments d'analyse que nous avons dégagés, y compris les plus récents, ceux qui sont dans les résolutions qui ont servi de base pour préparer ce congrès soulignent que c'est bien d'une agonie qu'il s'agit et non d'une nouvelle ère de développement du capitalisme. Et les tâches du prolétariat restent fondamentalement les mêmes.

« *La crise de l'humanité c'est la crise de la direction révolutionnaire.* »

Cela ne veut pas dire que nous sommes dans la même situation qu'en 1938, que rien n'a changé, qu'il suffirait de répéter une leçon apprise. Laissons ce genre de sottises aux différentes variétés de renégats et d'individus qui ont quitté notre mouvement à diverses étapes. Il y a, bien sûr, au contraire, pour les marxistes, à chaque jour qui passe, à chaque moment de la lutte de classes, à chaque lutte du prolétariat, quelque chose de nouveau à apprendre, à intégrer dans notre méthode, dans le combat pour la construction du parti mondial de la révolution socialiste.

Et bien sûr, aujourd'hui, il y a de ce point de vue-là beaucoup de choses qui se passent, beaucoup de choses qui nous permettent non seulement de dire — ce qui bien sûr est important et est pour

nous un facteur d'optimisme — que le programme de fondation de la IV^e Internationale est intégralement vérifié et par la poursuite de la crise sans issue du capitalisme et par les assauts répétés de la classe ouvrière et des opprimés du monde contre ce système, mais cela ne suffit pas, ce qu'il y a aussi, c'est que ce combat vivant de la classe ouvrière à l'échelle internationale et dans chaque pays nous donne aujourd'hui des responsabilités accrues et des possibilités sans commune mesure avec celles qui existaient au moment de la proclamation de la IV^e Internationale : celles de construire le parti révolutionnaire international.

L'un des premiers pas en avant réalisés depuis notre conférence mondiale a été la fusion de notre section sénégalaise, la LCT, avec le MDP dont Mamadou Dia est un des principaux dirigeants.

Car cette fusion s'est faite non pas seulement par un accord sur les tâches nationales au Sénégal, dans une situation marquée dans ce pays par une profonde crise politique. Elle ne s'est pas faite non plus par le fait que Mamadou Dia ou la direction du MDP dans son ensemble auraient tout d'un coup proclamé leur accord avec l'ensemble des conclusions du programme de la IV^e Internationale. Cette fusion s'est faite dans le cadre fixé par la *Lettre ouverte*, du combat pour une conférence ouverte, pour une Internationale ouvrière.

C'est-à-dire que des dirigeants importants du mouvement des travailleurs et

des opprimés du Sénégal ont considéré que la constitution d'une organisation à même de combattre la domination de l'impérialisme et de ses agents au Sénégal était impossible en dehors d'une dimension internationale et que la seule organisation qui offrait un cadre international dans lequel ces questions pouvaient être débattues c'était la IV^e Internationale, et c'était son programme.

Devant le congrès de fusion, Mamadou Dia l'exprimait en disant :

« (...) En mettant en place ce parti, en acceptant les uns et les autres de faire les sacrifices que vous avez consentis, pour donner cet exemple-là, vous êtes en train déjà de préfigurer le futur parti unifié sénégalais mais aussi de préfigurer le futur parti unifié africain, c'est-à-dire l'Internationale des peuples africains. Nous sommes en train déjà d'en constituer la première cellule. Mais je vais plus loin, parce que notre camarade Sar d'abord, et ensuite Cristobal ont fait allusion à ce vaste regroupement sur le plan international dont nous avons pris l'initiative à l'occasion du meeting de janvier dernier à Paris et qui a été repris d'ailleurs ensuite par le Conseil général de la IV^e Internationale. Et la proposition que j'avais faite et qui a été accueillie à l'unanimité, la salle debout, avec plus de 10 000 participants, la création d'une nouvelle Internationale des travailleurs et des peuples (...). »

Cela prouve que c'est avec optimisme que nous pouvons aborder les tâches qui sont les nôtres, mais cela mesure aussi toute notre responsabilité.

VIENT DE PARAÎTRE

RALPH SCHOENMAN

L'histoire cachée du sionisme



En annexe : la position de la IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction)
Un article de Léon Trotsky

L'ouvrage de Ralph Schoenman
est publié avec l'autorisation de « Socialist Action »

SELIO

Editions SELIO - Prix : 50 F

ANNEXES

DAKAR - OCTOBRE 1988

Conférence africaine pour l'annulation de la dette, contre les plans du FMI et de la Banque mondiale, en solidarité avec le peuple noir d'Afrique du Sud

Peu de gens contestent aujourd'hui le fait que la situation en Afrique est dramatique. Et que la vie même de dizaines de millions d'enfants, de femmes et d'hommes est menacée. Misère et famine s'accroissent chaque jour. Peu de gens osent faire le lien entre cette situation et les exigences accrues d'institutions comme le FMI et la Banque mondiale, porteurs de ce qu'il faut bien appeler une politique de pillage et de ravages. Peu de gens enfin osent taire le lien qu'il y a entre le pillage de tout un continent et le maintien d'un régime comme celui de l'apartheid en Afrique du Sud, régime d'oppression de tout un peuple, mais aussi gendarme zélé du maintien de l'ordre établi dans le continent.

Pourtant des réunions, conférences gouvernementales, ministérielles, se succèdent sans qu'aucune mesure concrète ne soit prise. C'est un fait. Comme c'est un fait que nombre de gouvernements africains sont étroitement dépendants de ces institutions et des gouvernements qui les soutiennent. C'est pourquoi l'idée est venue de réaliser une conférence africaine indépendante des gouvernements, réunissant des organisations politiques et syndicales combattant dans leur pays contre les plans de famine, de misère, les dictateurs et la ségrégation. Une conférence qui se réaliserait loin de toute contrainte diplomatique et en liaison étroite avec les revendications des masses populaires de notre continent. L'initiative est venue des sept délégations africaines présentes à la conférence qui s'est tenue à Caracas en avril 1987 contre les plans

du FMI et de la CEE et qui a été appuyée par les délégations de plus de 30 pays présentes à cette conférence.

Une conférence ouverte et démocratique, faisant place aux hommes ayant joué un rôle de premier plan dans la lutte pour l'indépendance nationale pour que soit restituée la lutte pour la démocratie comme une composante essentielle des changements et de résistance. Une conférence qui contribue à réintégrer l'Afrique des peuples déshérités dans le concert des peuples et des travailleurs à l'échelle internationale. Une conférence indépendante du cadre fixé dans les négociations "au sommet".

Une conférence qui permettrait à des organisations, des responsables soucieux de l'avenir de leur peuple, de commencer à sortir de l'isolement auquel ils sont parfois contraints, de commencer à bâtir un cadre international de combat contre les plans de misère. Une conférence qui commencera à donner un contenu pratique à cette volonté en prenant dès le point de départ la décision de discuter des moyens pour mettre en place un véritable mouvement de solidarité des peuples d'Afrique avec le peuple noir d'Afrique du Sud et la solidarité concrète avec tous ceux qui sur notre continent subissent la répression pour leur opposition aux plans du FMI.

Cette conférence a été appelée par :

- Comité d'initiative algérien (Algérie)
- Front démocratique des Comores (Comores)

- AZAPO
(Azanian People's Organization)
(Afrique du Sud)
- Agure (Guinée équatoriale)
- SWANU
(South West African National Union)
(Namibie)
- Centrale syndicale Sympiminito
(Madagascar)
- Parti MONIMA
(Madagascar)
- Mamadou Dia
(Sénégal)

Le comité organisateur à Dakar est composé notamment de :

- Alpha Sow,
membre du secrétariat du syndicat
des industries alimentaires
- Rama Kane,
membre du secrétariat du SITIAS
(syndicat indépendant des industries
alimentaires)
- Idi Diop,
membre du secrétariat du SITIAS
- Gora Thiam,
secrétaire général du SITIAS
- Cheikh Tendeng,
secrétaire général du Syndicat indé-
pendant des ouvriers boulangers et
gérants de kiosques
- Seyni Tendeng,
membre du bureau national du

Syndicat indépendant des ouvriers
boulangers et gérants de kiosques

- Ibrahima Diop,
membre du comité exécutif de la
Fédération des industries alimentaires
(CNTS)

- Ibrahima Sy-Jueye,
membre du bureau national de
l'UNANFR (Union nationale des
agents non fonctionnaires de la régie
des chemins de fer)
- Pape Ndiaye,
membre du bureau national du
Syndicat national des travailleurs de
la régie des chemins de fer
- Ntongo Diagne,
membre du bureau national de la
Fédération nationale des transports
routiers.
- Ibrahima Amar,
membre du bureau national de la
Fédération nationale des transports
routiers
- Mamadou Ndiaye,
membre du secrétariat du bureau
national du Syndicat des travailleurs
des assurances
- Ibrahima Diemg,
membre du bureau national du
Syndicat des travailleurs des PTT

Nous nous adressons à vous pour que
vous discutiez de votre participation ou
de votre soutien à cette conférence
ouverte démocratique.

1^{er} ET 2 OCTOBRE 1988 - RENCONTRE A BERLIN

Pour défendre les conquêtes des travailleurs, il faut des syndicats indépendants

Nous, militants ouvriers de différentes tendances politiques et responsables syndicaux, appelons à une rencontre européenne pour la défense de nos acquis et pour des syndicats indépendants, les 1^{er} et 2 octobre 1988 à Berlin, en même temps que se tiendra la réunion annuelle du FMI et de la Banque mondiale dans cette ville.

Pourquoi avons-nous pris cette initiative ?

Personne ne peut plus fermer les yeux devant l'offensive désastreuse du FMI et l'expression « européenne » de sa politique mondiale, la CEE, contre les acquis du mouvement ouvrier et contre les bases matérielles mêmes de l'existence de peuples entiers. Destruction des industries traditionnelles en Europe (chantiers navals, sidérurgie, mines, etc.), mise en friches de millions d'hectares de terres cultivées, suppression des grandes conquêtes sociales en matière de protection sociale et d'éducation, et enfin, libération du capital des entraves à l'accentuation de l'exploitation par la liquidation des charges sociales et de toute une série de droits protégeant les travailleurs, les jeunes et les femmes, parce que tous ces acquis seraient « *des obstacles à la concurrence au plan européen* ».

Voilà la réalité du Marché commun qui compte déjà 17 millions de chômeurs.

L'Europe de 1992, du « Marché unique européen » que les gouvernements européens veulent installer, c'est « l'harmonisation » de toutes les conditions de travail et de vie, c'est-à-dire le nivellement par le bas appuyé sur l'accroissement du chômage. On cherche systématiquement à opposer les travailleurs d'un

pays à ceux des autres. Et certains patrons n'hésitent pas à proclamer leur but : ramener les salaires des travailleurs européens au niveau de ceux payés à Taiwan et en Corée du Sud.

En même temps que se renforce cette politique anti-ouvrière de la CEE en Europe, la dette étrangle de plus en plus les peuples d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie.

Après le krach boursier où en 48 heures une somme supérieure à l'ensemble de la dette des pays dépendants est partie en fumée, le FMI n'hésite pas à accélérer ses programmes de faim et de misère.

C'est cela qui est à l'ordre du jour de la réunion du FMI et de la Banque mondiale à Berlin. « *La dette n'est pas celle des peuples* », c'est le cri qui s'élève de plus en plus dans toutes les régions affamées du monde, et nous, militants ouvriers et syndicalistes d'Europe, ajoutons : c'est un mensonge propagé par les créanciers, les grandes banques et les gouvernements que de prétendre que le paiement de cette dette est nécessaire au redressement de l'industrie européenne.

De même que sont mensongères les formules du type : « *Les gains d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain.* » Car chacun a pu constater que les profits des trusts et des banques, augmentés de façon vertigineuse dans les dernières années, n'étaient pas investis non plus dans la production, mais utilisés pour la spéculation financière.

La réunion du FMI, qui se tiendra dans la ville divisée de Berlin, a aussi à son ordre du jour la politique à mener à l'égard de la RDA, des pays de l'Eu-

rope de l'Est et de l'URSS. Nous qui lutons pour le syndicalisme indépendant dans le monde entier, constatons que chaque exigence du FMI pour des mesures d'austérité et anti-ouvrières en direction de la Pologne, de la Roumanie ou de la Yougoslavie est suivie d'actes de répression renforcée des pouvoirs contre *Solidarność* et le combat des travailleurs d'autres pays de l'Est pour arracher des syndicats indépendants.

N'est-il pas nécessaire de sceller l'unité des travailleurs de l'Ouest et de l'Est pour la défense de leurs acquis et pour des syndicats indépendants face aux « grands » de ce monde qui se réunissent à Berlin comme représentants du FMI, de la Banque mondiale et de la CEE ?

En Europe, la CEE, les patrons et les gouvernements le savent parfaitement : leur travail de destruction en vue de l'Europe de 1992 se heurte aux travailleurs de toute l'Europe qui non seulement sont décidés à défendre les conquêtes sociales arrachées par la lutte plus que séculaire du mouvement ouvrier, mais qui sont aussi rassemblés dans des organisations syndicales regroupant des millions d'adhérents dans toute l'Europe.

C'est pourquoi la CEE fait de la pression qu'elle exerce sur les directions syndicales un aspect central de la mise en œuvre de ses plans anti-ouvriers.

Les syndicats ne devraient plus avoir pour tâche la défense de l'emploi et par conséquent du droit fondamental au travail, mais la suppression « pacifique » et sans crise d'emplois « superflus » et la recherche de plus amples moyens financiers pour les capitalistes déjà repus de profits, afin que, prétend-on, ceux-ci puissent créer des emplois de remplacement. Ainsi, les gouvernements cherchent à impliquer les syndicats dans leur plan d'application des mesures de la CEE, au nom du « pacte social », du « consensus nécessaire », etc., et remettent en cause l'indépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat et du patronat.

Pour accentuer la pression sur les syndicats, l'intervention de la violence d'Etat s'accroît contre eux et contre les luttes ouvrières, contre les conventions collectives sans intervention de l'Etat et ainsi, contre de libres négociations salariales et contre le droit de grève. Les gouvernements prennent pour modèle les lois antisyndicales du gouvernement Thatcher en Angleterre qui ont permis que l'argent du syndicat des mineurs en grève, le NUM, soit saisi et ses comptes bloqués, tandis qu'aujourd'hui deux mineurs sont encore en prison. Les attaques contre l'indépendance des syndicats sont donc liées aux mesures contre les acquis de la démocratie même, dont les travailleurs et leurs syndicats indépendants sont les meilleurs garants.

Contre les mesures anti-ouvrières de la CEE, contre les attaques antisyndicales, plus que jamais le combat uni des travailleurs de toute l'Europe avec leurs organisations politiques et syndicales est à l'ordre du jour. La vague de grèves qui a touché l'Europe ces derniers mois, du Portugal à la Grèce, de l'Italie à la Scandinavie, de l'Espagne à l'Allemagne, de la France à la Grande-Bretagne, ne pose-t-elle pas la question de son unification, d'une grève générale d'avertissement de 24 heures contre les plans de la CEE, dans toute l'Europe ?

En Pologne, les travailleurs et leur syndicat *Solidarność*, qui mènent une bataille contre la misère et pour les droits fondamentaux des travailleurs, sont au centre de l'espoir démocratique du peuple polonais tout entier : « *Pas de liberté sans Solidarność !* »

Au Brésil, la centrale syndicale indépendante CUT est à la tête de la lutte contre la dette, problème central de tout un continent et de tous les pays dépendants de centres financiers et de capitaux internationaux.

En Afrique du Sud, les syndicats noirs sont, malgré une sanglante répression, à l'avant-garde du combat du peuple noir opprimé contre le régime infâme de l'apartheid.

C'est ainsi que la lutte des travailleurs avec leurs syndicats indépendants pour leurs propres intérêts exprime en même temps les aspirations démocratiques de peuples entiers et la lutte pour leur autodétermination.

La bataille pour des syndicats libres et indépendants est indivisible. Chaque attaque contre les aspirations des travailleurs dans les pays de l'est de l'Europe à constituer des syndicats indépendants est aussi une attaque contre l'indépendance des syndicats dans les pays occidentaux.

Défendre les syndicats indépendants dans le monde entier, soutenir les travailleurs qui sont en train de combattre pour les constituer là où ils n'existent pas encore, répondre en particulier à l'appel unanime des syndicats noirs d'Afrique du Sud pour le boycott total et effectif du régime de l'apartheid organisé par les syndicats en Europe, ce n'est pas seulement pour nous une tâche d'honneur et un acte d'internationalisme pratique ouvrier, mais c'est aussi la défense de nos propres acquis en Europe.

Signataires de l'appel à la rencontre de Berlin

Etat espagnol : Anton Saavedra, dirigeant de la Fédération des mines de l'UGT - José Miguel Villa, secrétaire fédéral, Fédération des banques et assurances, UGT - Margarita Tova, secrétaire section syndicale CCOO députation de Barcelone - Comité d'entreprise de Potasas de Sallent, CNT - José Antonio Millano, délégué du Syndicat unitaire de l'entreprise Metalinas - Jorge Diaz Gomez, secrétaire d'organisation, Fédération des banques et assurances, UGT - Daniel Diaz Crespo, secrétaire fédéral, Fédération des banques et assurances, UGT - José Luis Cabeza, secrétaire général pour la Cantabrique de la Fédération des banques et assurances, UGT - Roberto Tornamira, secrétaire général, section syndicale nationale du Banco Jerez, UGT - Juan Rubio, secrétaire général pour Ségovie de la Fédération des banques et assurances, UGT - Antonio Lacueva, secrétaire d'organisation UGT, Almeria - Francisco Gonzalez, secrétaire général, Fédération des banques et assurances, UGT Lugo

- Antonio Blanco, secrétaire à l'action syndicale, Fédération des banques et assurances, UGT Cadix - Eugenio Honorato, secrétaire général de la Fédération des banques et assurances, UGT de Pontevedra - Vitoriano Martin, secrétaire d'organisation de la section syndicale UGT du Banco Hispano-Americano - Miguel Sanz Valero, secrétaire général du secteur de l'administration régionale FSP, UGT Valence - Roberto Ruiz Belen, secrétaire aux finances FTS, CCOO Pays valencien - Maria Jesus Fernandez, secrétaire santé, UGT Bizcaye - Pedro Cuevas Cossio, secrétaire de la section syndicale UGT Artiach, Bizcaye - Ernesto Calzón, secrétaire CCOO Iberia transports - Isabel Cerdón Martin, comité du personnel des postes, CNT Madrid - Manuel Fernandez Suarez, comité d'entreprise du métro de Madrid, CNT - José Luis Sanchez Martin, délégué CNT du métro de Madrid.

Allemagne : Michael Altmann, membre de la direction d'une section locale du SPD - Elena Bartels, membre de la direction locale de l'OTV de Francfort - Karin Binder, membre de la direction du SPD de Stuttgart, déléguée du personnel - Erich Brendjes, responsable de formation du SPD de Duisbourg - Uwe Bullerdieck, membre de la direction locale du syndicat des postiers de Oberhausen - Andreas Bürkel, délégué du personnel OTV - Reinhard Büttner, permanent syndical - Gerd Cebulla, délégué du personnel IG-Metall Opel - Winfried Dahlbeck, délégué syndical IG-Metall Opel - Christiane Felber, déléguée du personnel du syndicat des postiers - Norbert Freiwald, délégué du personnel, syndicat des postiers - Mathias Fritz, membre de la commission ouvrière du SPD de Stuttgart - Jürgen Fuchs, délégué du personnel OTV - Karl-Heinz Gerhold, président des délégués syndicaux OTV de la ville de Munich - Dieter Grossert, président des délégués du personnel de la poste de Düsseldorf, président de la section du SPD de la poste - Eva Gürster, présidente des délégués syndicaux OTV, déléguée du personnel - Wolfgang Hanschuch, président des délégués du personnel OTV du bureau de chômage de Munich - Hans Hasselkuß, délégué syndical IG-Metall - Ulla Hoffmann, déléguée du personnel, syndicat des enseignants - Mustapha Ilkyaz, commission immigrés du syndicat des postiers, Francfort - Ramadan Ismail, délégué du personnel IG-Metall - Matthias Jacquemien, président de la commission ouvrière, section des postiers du SPD de Cologne - Hans-Peter Keul, président des délégués syndicaux, OTV - Monika Kirfel,

membre de la direction locale du syndicat des enseignants de Cologne - Winfried Knappe, délégué syndical IG-Metall - Otto Koeppen, responsable pour les retraités du SPD de Berlin-Steglitz - Herbert Kopp, délégué syndical IG-Metall - Bernhard Krabiell, président de la commission internationale du SPD Düsseldorf - Edith Leider, déléguée du personnel IG-Metall - Karl Lohmann, ancien délégué du personnel IG-Metall - Brigitte Lux, porte-parole de la commission tiers monde du SPD de Munich - Fritz Mühlbauer, vice-président des délégués syndicaux OTV de la ville de Munich - Wolfgang Nell, responsable de la formation du syndicat des mineurs Oberhausen-Sterkrade - Peter Nöthen, membre de la direction d'une commission ouvrière du SPD - Willi Oberländer, président des délégués du personnel OTV - Anke Osterloh, membre de la direction locale du syndicat des enseignants de Cologne - Michael Pergande, commission jeune de l'OTV Berlin - Heinz Schöller, délégué du personnel OTV - Bodo Schoo, délégué du personnel IG-Metall, membre du SPD - Dr Gerhard Schwarzkopf, vice-président des délégués syndicaux OTV - Wolfgang Schwemmer, syndicaliste IG-Metall - Christa Seidl, déléguée syndicale OTV - Kurt Stalter, délégué du personnel, syndicat des enseignants - Alfred Syska, délégué du personnel, élu local du SPD - Werner Uhde, rédaction de *Sozialistische Arbeiterzeitung*, ISA - Siegfried Viertler, délégué syndical OTV - Sibylle Wacker, déléguée syndicale IG-Metall - Horst Westbrock, ancien président des délégués syndicaux IG-Metall à Berlin - Jutta Winkelmann, membre du SPD - Martina Winkler, membre de la direction locale du syndicat des enseignants.

(Les qualités ne sont données qu'à titre informatif.)

France : Roger Weisgerber, syndicaliste, métallurgie (Bas-Rhin) - Claude Mignot, syndicaliste, navigation, conseiller municipal (Meurthe-et-Moselle) - Michel Charlet, syndicaliste, métallurgie (Hauts-de-Seine) - Christian Litscher, syndicaliste, navigation (Meurthe-et-Moselle) - Michel Chrétien, syndicaliste, navigation (Meurthe-et-Moselle) - Michel Lecrot, syndicaliste, bâtiment (Hauts-de-Seine) - Alexandre Hébert, syndicaliste (Loire-Atlantique) - Bronislaw Sluppek, syndicaliste, EDF (Hauts-de-Seine) - Jean-Claude Lestrade, syndicaliste licencié de la réparation navale (Seine-Maritime) - Bernard Hébert, syndicaliste, FPA (Seine-Maritime) - Daniel Blactot, syndicaliste, bâtiment (Seine-Maritime) - Philippe Dubail, syndicaliste, PTT (Doubs) - Pierre Levasseur, syndicaliste, PTT (Paris) - André Rivière, syndicaliste, PTT (Seine-et-Marne) - Gérard Barrot, syndicaliste, PTT (Jura) - Claude Lizier, syndicaliste, PTT (Paris) - Patrice Sifflet, syndicaliste, PTT (Paris) - Aline Broussois, syndicaliste, Education nationale (Val-de-Marne) - Dominique Berthot, syndicaliste, PTT (Val-de-Marne) - Christian Anciau, syndicaliste, mouvement coopératif (Val-de-Marne) - Jeanine Henriot, syndicaliste, Education nationale (Val-de-Marne) - Albert Boudinet, syndicaliste, ASSEDIC (Essonne) - M. Bougoin, syndicaliste, Ville de Paris (Yvelines) - Jean-Claude Mater, syndicaliste, Ville de Paris (Yvelines) - Jean-Marie Pourtier, syndicaliste, banque (Hérault) - Lorenzo Fernando, syndicaliste enseignant (Aisne) - Robert Monier, syndicaliste, Equipement (Pas-de-Calais).

Intervention du représentant du Secrétariat international de la IV^e Internationale-CIR au XXXIII^e Congrès du PCI

Au nom du Secrétariat international, à chacune et à chacun des congressistes, mon salut fraternel ; aux délégations et sections sœurs, ainsi qu'à la délégation du MPPT, le salut fraternel du Secrétariat international.

Au sortir de la Conférence mondiale des sections ainsi qu'à l'issue du Secrétariat international qui s'est tenu ces jours derniers, on peut établir que l'ensemble des effets des coups qui ont été perpétrés depuis la scission de Moreno et des coups ultérieurs ont été surmontés, non pas seulement politiquement, mais aussi du point de vue de l'étape où en est le Centre international de reconstruction aujourd'hui. Le problème auquel nous nous confrontons, c'est le problème de l'application de la résolution qui a été votée à la dernière conférence mondiale des sections et qui a fait partie des bulletins intérieurs préparatoires du congrès de la section française : la résolution sur la reconstruction-reproclamation de la IV^e Internationale et le rapport de cette résolution au combat autour de la *Lettre d'invitation pour une Association internationale des partis, organisations et tendances indépendants*. Le problème auquel nous sommes confrontés, c'est le problème de la disposition subjective de la direction internationale comme des différentes directions nationales pour régler la contradiction entre leur taille matérielle et les responsabilités auxquelles elles ont à faire face tant sur le plan international que sur le plan national pour les plus grandes sections. On peut dire aujourd'hui que les sections, les forces

regroupées au sein du CIR sont soit un facteur dans des processus de recomposition, et aussi de réorganisation du mouvement ouvrier sur un nouvel axe, soit le facteur principal, ou même le facteur unique au cœur de ces processus de reconstruction, de recomposition du mouvement ouvrier sur un nouvel axe, mais aussi dans les processus de regroupement et réorganisation des courants en rupture, des courants indépendants.

En Espagne, la section du Centre international de reconstruction prend une place décisive dans le regroupement des forces pour le Mouvement pour la République. Au Brésil, ayant surmonté les coups qui nous ont été portés par Favre et ses amis, les camarades de notre section tiennent une place éminente dans le Parti des travailleurs, dans la défense de son indépendance et de son caractère démocratique.

Les camarades du CIR occupent les avant-postes du combat pour la défense du Parti révolutionnaire des travailleurs du Mexique comme parti ouvrier indépendant. Aux Caraïbes et en Afrique, le CIR occupe les avant-postes, et parfois comme seule force d'opposition organisée dans différents pays, au cours des mouvements de recomposition et de réorganisation de la classe ouvrière sur son terrain propre.

Le dernier rassemblement qui s'est tenu, qui était convoqué comme un rassemblement européen mais qui s'est tenu en réalité comme rassemblement international, le rassemblement du 24 janvier

a donné l'illustration de la nouvelle disposition de IV^e Internationale (CIR) dans la lutte pour une nouvelle Internationale tout en reconstruisant la IV^e Internationale.

Il est vrai que c'est un dirigeant qui n'est pas membre ou qui n'était pas membre du CIR qui a formulé le premier en termes pratiques et surtout en termes d'immédiateté la question de l'Internationale des travailleurs des peuples. Mais cela illustre une chose, c'est que si nous avons pu nous saisir immédiatement de cette proposition, et la transformer immédiatement en force matérielle, c'est bien parce que nous étions déjà disposés en ce sens à partir des derniers Conseils généraux et du Conseil général qui a précédé la Conférence internationale de Caracas. Mais cela témoigne aussi du fait que tout en étant ainsi orientés, nous n'étions pas sans hésitations, et c'est pourquoi nous n'avons pas formulé les premiers la proposition pour une Association internationale des partis, organisations et tendances indépendants. La fusion qui a eu lieu dernièrement au Sénégal illustre ce processus-là. C'en est l'illustration et en même temps le produit de la nouvelle disposition de IV^e Internationale (CIR) et de chacune de ses sections. En réalité, si nous suivons pas à pas les documents qui ont été élaborés au cours du processus de fusion, si nous les suivons chronologiquement, le premier document qui a été élaboré est la *Lettre de la direction du Mouvement démocratique populaire au SI*, lettre qui pose les problèmes de jonction entre le MDP et la IV^e Internationale. Cela, c'est pour expliquer que c'est sur le plan international, tout en tenant compte des efforts qui ont été accomplis au Sénégal même, c'est bien sûr au plan international que les premiers pas décisifs ont été réalisés, c'est sur le plan international que la direction du MDP a posé le problème de la jonction avec la IV^e Internationale et par suite, de la réalisation de cette jonction avec la section sénégalaise de la IV^e Internationale. Le deuxième document qui a été élaboré, c'est le protocole qui

a été signé à Caracas, qui est paru dans *Tribune internationale*, et qui constitue déjà un premier cadre de fusion sur le plan politique et d'organisation entre le MDP d'une part, et la IV^e Internationale, et par suite, la section sénégalaise de la IV^e Internationale. Dans le document déposé par le MDP lui-même, nous avons dans le paragraphe 3 écrit : comme section sympathisante de la IV^e Internationale, indépendamment de la question de savoir si le MDP allait fusionner avec la LCT ou pas.

Le problème qui est posé au niveau international comme au niveau de chaque pays, de chaque section, c'est l'application de la résolution sur la reconstruction-reproclamation de la IV^e Internationale et la compréhension du rapport de cette résolution avec la *Lettre d'invitation pour une Association internationale des partis, organisations et tendances indépendants*.

Le problème posé c'est celui de situer la section de la IV^e Internationale, et en l'occurrence en France, la section française de la IV^e Internationale, non pas comme cadre additif au mouvement qui s'organise au sein du Mouvement pour un parti des travailleurs (ou au Sénégal, du Mouvement pour le socialisme et la démocratie), mais comme cadre de programme permettant de dépasser les limitations nationales du combat que nous menons dans les différents pays et du combat que les éléments d'avant-garde ouvrière dégagés par la radicalisation des masses mènent dans les différents pays, mais aussi et surtout comme expression, en termes d'organisation, du programme de la IV^e Internationale, non pas comme élément supplémentaire ou contradictoire au regroupement des éléments d'avant-garde ouvrière qui se dégagent dans le combat pour la création de partis ouvriers indépendants.

Parce que ce n'est pas par procuration que les militants de la IV^e Internationale contribuent à construire des partis ouvriers indépendants dans chaque pays. Ils participent à cette construction

en acceptant les insuffisances, sinon même les confusions des éléments d'avant-garde ouvrière et populaire qui se dégagent dans les différents pays, dans une association avec eux pour la création de partis ouvriers indépendants dans chacun des pays, pour la création de l'Internationale des travailleurs et des peuples à l'échelle internationale. Nous les aiderons à progresser vers le bolchevisme en présentant la section de la IV^e Internationale dans chaque pays comme transcroissance de ce combat, comme aboutissement de ce combat.

En ce qui concerne la section française, nous entrons dans la huitième année de résistance à la pression du front populaire, résistance aux coups externes et internes qui ont été portés à la section française au regard de la place qu'elle occupait et qu'elle occupe dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale et dans le combat pour construire l'Internationale des travailleurs et des peuples. En cette huitième

année, nous pouvons établir que beaucoup de matériaux ont été accumulés dans la résistance au front populaire. Des matériaux en termes de capital politique existant, en termes de liens élargis tant au niveau de la classe ouvrière que de la paysannerie, mais aussi en termes de liens internationaux, ce qui constitue une part objective, matérielle, phase après phase, pour passer à une autre phase, celle de l'accomplissement des pas décisifs vers la reproclamation de la IV^e Internationale, celle de l'accomplissement des pas décisifs vers la constitution du nouveau parti ouvrier indépendant en France. La section française, sa direction ont entre leurs propres mains la totalité des matériaux objectifs pour franchir ce seuil. Il dépend d'elle, aux plans national et international, d'accomplir cette œuvre.

Camarades, vive la section française de la IV^e Internationale ! Vive la IV^e Internationale ! Vive l'Internationale des travailleurs et des peuples !

Bibliographie

La Vérité n° 601 de janvier 1988 :

- Texte de la Conférence mondiale des sections.
- Texte sur le krach boursier.
- Article sur le capitalisme français.

Tribune Internationale n° 43 de janvier 1988 :

Les résolutions adoptées par la Conférence mondiale des sections.

La Vérité n° 600 de juin 1987 :

- L'article de Daniel Gluckstein (pages 69 à 85) : "La lutte pour l'Internationale" et "Lénine et le combat pour constituer la III^e Internationale".
- L'article de Lucien Gauthier : Sur la fondation de la IV^e Internationale.

La brochure de GER : Les Internationales.

La Vérité n° 583 de septembre 1978 :

Un siècle de lutte pour l'Internationale ouvrière.

Notre brochure : "Quelques enseignements de notre histoire".

Les tomes 21, 22 et 23 des OEuvres de LENINE.

Pour TROTSKY,

- Voir les textes cités par Lucien Gauthier dans son article, et l'index des OEuvres de TROTSKY, chapitre : "Le combat pour une nouvelle Internationale, pour la IV^e Internationale".

- On lira aussi avec intérêt le texte qui se trouve dans le tome 1 de la nouvelle série des OEuvres, pages 210 et suivantes. Un texte fondamental sur l'internationalisme.

LA VERITE

Revue théorique du comité central du PCI
Paraît tous les semestres

FRANCE :

1 an : 4 numéros

— pli ouvert : 80 F

— pli fermé : 120 F

TRIBUNE INTERNATIONALE

Journal politique de « IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction) »

Paraît deux fois par trimestre

FRANCE :

1 an : 8 numéros

— pli ouvert : 100 F

— pli fermé : 150 F

Une formule d'abonnement groupé :

LA VERITE et **TRIBUNE INTERNATIONALE**

Pour 1 an : 4 numéros de La Vérité

8 numéros de Tribune internationale

— pli ouvert : 150 F

— pli fermé : 220 F

Chèque ou mandat à l'ordre de : La Vérité - Tribune internationale
 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris

La situation politique française et les tâches de la section française de la IV^e Internationale dans l'action pour un parti ouvrier indépendant

Dans le message du Secrétariat international adressé au congrès, il a été dit que la direction de la section française avait entre les mains tous les moyens de la réalisation de ses objectifs politiques. Il faut inscrire au compte de ces moyens dont nous disposons la continuité de l'analyse de la situation politique qui a marqué notre activité, notre élaboration depuis le dernier congrès.

UNE PÉRIODE DE TOURNANTS BRUSQUES

Nous avons dit depuis le 24 avril que nous entrions dans une période de crise majeure des institutions qui soulèvera toutes les classes sociales. Nous entrons dans une période de tournants brusques, dans une situation qui présentera bien des aspects chaotiques. Dans une telle situation, des possibilités nouvelles s'ouvrent à nous, qui n'existaient pas hier de la même manière, pour notre construction. Pour pouvoir les saisir, il faut bien sûr aborder et avancer dans le règlement des problèmes politiques d'organisation et de direction dont nous avons parlé cet après-midi. Il faut également dégager tout de suite l'analyse de la situation politique nouvelle qui s'est ouverte, et commencer à formuler les mots d'ordre et les tâches politiques qui en découlent. Sur ce plan, nous pouvons dire que ce qui nous permet d'apprécier la situation politique nouvelle, c'est la continuité qui a marqué depuis le dernier congrès — je dirais plus particulièrement depuis la rentrée de septembre

dernier — notre orientation, fondée sur le terrain du combat pour le front unique, affirmant que les véritables problèmes auxquels la classe ouvrière est confrontée ne trouveront de solution que sur le terrain de la lutte de classe et par conséquent dans le combat pour l'unité des travailleurs et des organisations, affirmant la nécessité d'en finir avec les institutions de la V^e République.

Nous avons été amenés à exprimer cette orientation dans des formulations politiques qui ont pu varier selon les circonstances ; mais en même temps, il faut affirmer nettement que sans cette continuité, sans cette capacité que nous avons eue de rester fermement ancrés sur cet axe et de résister aux pressions qui pouvaient peser sur nous et dont le représentant du Secrétariat international a parlé tout à l'heure, nous ne serions pas ici en mesure de discuter de cette nouvelle situation et de nos tâches politiques.

En préparant ce rapport, il m'est revenu en mémoire un texte dont les camarades se souviennent sans doute, un texte de Trotsky publié dans *L'Internationale communiste après Lénine* à propos du programme de l'Internationale communiste avant son VI^e Congrès. Trotsky, polémique avec la politique de l'IC sur la Chine, disait en substance ceci :

Si en Chine nous avons eu une politique indépendante, si nous ne nous étions pas fondus dans le Kuo-min-tang, nous aurions pu aider à la libération

d'un certain nombre de régions, nous aurions pu voir naître des soviets, nous aurions pu commencer à entreprendre la réforme agraire. Jusqu'où aurions-nous été capables d'aller ? Il est impossible de le prévoir. Aurions-nous gagné complètement, ou aurions-nous gagné seulement dans un certain nombre de régions, y aurait-il eu des avancées, des reculs ? Ça, on ne peut pas le savoir. Mais, disait-il, l'essentiel, c'est qu'aujourd'hui nous aurions un parti.

Nous ne sommes ni en Chine ni en 1927, la question n'est ni d'avoir des soviets ni l'Armée rouge. La discussion qui a existé entre nous sur le deuxième tour était légitime, nous avons eu raison de la considérer comme légitime et de la mener démocratiquement dans les rangs des sections du MPPT comme dans les cellules du parti. Il n'en reste pas moins que si aujourd'hui nous avons un parti (avec les difficultés que nous connaissons), si nous avons un cadre politique commun cohérent, si nous sommes capables d'aborder la situation politique nouvelle, c'est parce qu'à travers cette période, à travers les pressions qui se sont exercées, nous avons refusé d'aliéner notre indépendance politique, notre capacité d'intervention politique indépendante, et qu'aujourd'hui, avec les faiblesses et avec les difficultés, nous avons un parti. Et c'est directement en rapport avec notre continuité politique.

Pour aborder cette nouvelle situation, nous l'avons dit à plusieurs reprises, il s'agit pour les marxistes de partir du point de vue de la crise des institutions, de l'évolution des classes sociales fondamentales. J'ai écrit un certain nombre de choses dans la résolution, mais il faut y revenir, et je crois qu'il faut dire un mot sur cette caractérisation du bonapartisme et sa caractérisation aujourd'hui.

PROBLÈMES DU BONAPARTISME

Traditionnellement, nous qualifions comme bonapartiste (et quand je dis

nous, c'est avec Lénine, avec Trotsky), nous qualifions comme bonapartiste un régime dans lequel, selon la formulation de Trotsky, la classe politiquement dominante se trouve contrainte, pour conserver ses possessions, de tolérer au-dessus d'elle la direction incontrôlée d'un régime militaro-policié au sommet duquel règne un « sauveur ». Nous savons également que nous qualifions de régime bonapartiste un régime personnel qui s'élève au-dessus de la démocratie et louvoie entre les deux camps en présence, au seul service naturellement de la classe dominante.

Or à quoi se heurte aujourd'hui la capacité de Mitterrand d'exercer le pouvoir dans le cadre du régime bonapartiste ?

D'abord à la contradiction majeure qui existe entre le fait qu'il est en situation d'assurer le rôle du bonaparte et le fait que sa propre base électorale est celle contre laquelle il se doit d'exercer ce mandat du président-bonaparte.

La deuxième contradiction c'est qu'au lendemain du 24 avril et plus encore du 8 mai, le capital se trouve aujourd'hui privé de toute représentation politique sérieuse en France. La montée du Front national, l'effondrement du RPR et de l'UDF créent une situation qui a amené Mitterrand pendant la période depuis le 24 avril à tout faire pour mettre en place un gouvernement de coalition avec le centre, comme base possible pour l'exercice du pouvoir dans le cadre du régime bonapartiste, coalition avec le centre rejetant en quelque sorte aux deux pôles le Front national d'une part, le PC d'autre part.

Cela dans une situation — et c'est le troisième point — où la classe ouvrière, qui a reçu des coups, qui a subi un certain nombre d'attaques sérieuses et qui en subira d'autres, pour autant n'est pas vaincue. La crise des institutions elle-même d'ailleurs n'est que le produit différé et en quelque sorte cumulé des combats de la classe ouvrière contre le régime de la V^e République. Parce que

si aujourd'hui les partis représentatifs de la classe bourgeoise sont effondrés, si leur base sociale a tendance à faire mouvement, et très largement, vers un parti qui est en train de se constituer en parti fasciste, c'est en quelque sorte une réponse à une situation où les institutions de la V^e République ont elles-mêmes été soumises aux coups de boutoir du mouvement de la classe ouvrière depuis 1963 avec la grève des mineurs, depuis 1968 avec la grève générale, avec le référendum de 1969 et avec tout récemment la grève générale des étudiants et des lycéens en 1986.

Dans cette situation — c'est le quatrième élément —, nous avons considéré que l'apparition du Front national est une donnée durable. Bien sûr, la prochaine élection législative verra sans doute un tassement des voix recueillies par le Front national. Mais précisément, tout le monde comprend que la disparition du groupe parlementaire du Front national à l'Assemblée nationale est un facteur de sa propre radicalisation comme parti qui, ne pouvant bénéficier davantage de la tribune parlementaire, cherchera à s'exprimer dans la rue comme il a commencé de le faire le 1^{er} mai. Ceci est une menace directe pour la situation — pas pour demain, pas pour après-demain — pour 4 millions de travailleurs immigrés dans ce pays, comme il constitue une menace à travers cela pour l'ensemble du mouvement ouvrier, et je renvoie aux dernières déclarations de Le Pen sur la « *syndicratie* », les « *oligarchies syndicales corrompues* », etc.

Et puis enfin, dans cette situation, il y a le mouvement lui-même de la classe ouvrière. Nous l'avons dit, depuis un an ou deux, nous l'avons répété à l'occasion de ces élections, les luttes de classe encadrent les élections. Mais, camarades, on n'a jamais vu, je crois, dans l'histoire de la V^e République une élection présidentielle non seulement à ce point encadrée par la lutte des classes, mais je dirais traversée de part en part par la lutte des classes, avec les grèves

des mineurs, avec Michelin, avec la SNECMA, avant, pendant, après. Ceci ne veut pas dire que, mécaniquement, la lutte des classes est amenée à se développer dans les semaines qui viennent. Mais je crois que c'est une confirmation indiscutable de tout ce que nous avons expliqué durant tout le cours de cette campagne électorale, à savoir qu'il s'agissait d'élections fabriquées, que les travailleurs ne pourraient trouver de solution aux problèmes auxquels ils sont confrontés sur le terrain électoral, et que nécessairement, ces solutions, il leur faudra les dégager sur le terrain de la lutte de classe donc dans la réalisation du front unique, etc.

L'OUVERTURE EN ÉCHEC

Il ne faut pas se départir de cette méthode, sous peine de fondre impérialisme dans l'impressionnisme.

Par exemple, considérons cette question de la dissolution de l'Assemblée nationale. Il est indiscutable, contrairement à ce que nombre de commentateurs, de journalistes, ont expliqué pendant quelques jours, que Mitterrand ne voulait pas de la dissolution de l'Assemblée nationale. Il est indiscutable que de son propre point de vue, il fallait réussir l'ouverture : d'abord l'ouverture dans le cadre du gouvernement, puis à défaut d'ouverture dans la composition du gouvernement, au moins dans le cadre de « l'assise parlementaire », parce que ceci était une nécessité du point de vue même de la continuité des institutions de la V^e République. Mais en même temps, quelle est la signification de l'échec de l'ouverture ? L'échec de l'ouverture — échec de l'ouverture dans le gouvernement, échec de l'ouverture dans la négociation d'un possible support parlementaire, échec de l'ouverture dans la constitution des listes aux élections législatives (je pense que vous avez vu comme moi le caractère ridicule, peau de chagrin des quelques-uns qui se sont retrouvés dans les listes rassemblées

par le PS) —, l'échec de cette ouverture c'est aujourd'hui la crise qui a atteint un tel degré de gravité que pour les représentations politiques traditionnelles de la bourgeoisie, en particulier pour l'UDF, pour les centristes, accepter aujourd'hui de se prêter au jeu de l'ouverture, c'est en quelque sorte accepter l'explosion totale de cette représentation politique. S'exprime ici une contradiction entre les besoins à court terme de la bourgeoisie, c'est à dire ses besoins de préserver sa représentation politique, et ses besoins à moyen et à long termes, qui sont d'assurer la continuité du point de vue des institutions.

En refusant l'ouverture, la bourgeoisie a joué la préservation du court terme aux dépens du long terme. Quelle en est la conséquence ? Il n'est pas secondaire de constater que Barre, qui se situe du point de vue des institutions, était le plus favorable à l'ouverture.

Alors, nous sommes dans une situation de crise ouverte des institutions. Nous sommes dans une situation où à la différence de 1981, les problèmes ne peuvent être posés ni en termes de respect du mandat (en l'occurrence Mitterrand a eu le mérite de la clarté sur le mandat qu'il s'est fixé lui-même tout au long de la campagne électorale), ni sur le terrain de la majorité PS-PCF à l'Assemblée. Les questions fondamentales aujourd'hui du front unique, de la démocratie, de l'Assemblée constituante, telles que nous les avons très bien formulées dans l'éditorial d'*Informations ouvrières* et dans la déclaration du MPPT, sont étroitement imbriquées.

Nous avons discuté au début de ce congrès, il ne sera donc pas utile que j'y revienne longuement, sur le fait que ceci se concentre aujourd'hui dans la question : « *Quel gouvernement sera capable de défendre les travailleurs ?* » Il faut comprendre que dans la situation que nous connaissons, nous sommes tenus de poser les problèmes sur ce plan-là. Bien sûr, formellement, aujourd'hui, demain, ces institutions ne semblent pas

nécessairement sur le point de s'effondrer. Mais en même temps, ce serait tourner le dos à toute possibilité de répondre sérieusement à la question qui se pose à la classe ouvrière, à savoir d'un gouvernement qui prenne les mesures indispensables à sa défense, que de ne pas poser la question des institutions et de l'Assemblée constituante.

Nous sommes dans une situation où, nous le savons, nous l'avons appris par l'histoire, une crise révolutionnaire trouve généralement son point de départ au sommet de l'Etat. D'une certaine manière, la crise ouverte des institutions, le tournant qui s'est manifesté le 24 avril et le 8 mai marquent une situation dont il serait stupide de déduire mécaniquement la crise révolutionnaire demain matin ; mais en même temps nous comprenons que s'ouvre une période convulsive où la question de la crise révolutionnaire est à l'ordre du jour. Il faut partir de cette appréciation pour comprendre les processus politiques qui sont devant nous.

J'ai écrit dans la résolution un certain nombre de choses sur la crise du Parti socialiste, du Parti communiste français ; je voudrais ajouter quelques mots sur les conséquences que cela peut avoir pour notre intervention.

Je crois d'abord que nous avons eu raison au XXXII^e Congrès de porter la caractérisation que nous avons formulée concernant le Parti socialiste, et que je rappelle que dans la résolution soumise au vote :

« La place du PS doit être définie d'une part par sa base électorale populaire ou ouvrière, dont de forts contingents de l'électorat du PCF (il faut également signaler qu'une grande fraction des cadres et militants FO sont membres du PS).

Par le caractère social de sa base, le PS reste un parti ouvrier bourgeois, mais les "néos" du PS dirigent la mise en place des mesures de caractère bonapartiste, dans le droit fil de la "doctrine sociale de l'Eglise". Ce double caractère, qui s'ajoute au double caractère

traditionnel de parti ouvrier bourgeois, est le produit du caractère bâtard, inachevé, du bonapartisme de la V^e République, en résultat de la lutte des classes. Poursuivons. Si l'on se place sur le terrain électoral, le vote PS n'est pas identique au vote RPR-UDF-Front national. De même pour le vote PCF, et pourtant les dirigeants du PS et du PCF défendent les institutions antidémocratiques. C'est dans cette contradiction que se situe la différence entre la place du PS et également du PCF avec celle de l'UDF-RPR ; UDF et RPR combattent le PS comme "usurpateur", alors que les dirigeants du PS se considèrent aussi "légitimes" qu'eux pour assurer la défense des institutions. Mais d'autre part, le PS ne saurait être défini uniquement par sa base électorale, qui le caractérise comme "parti ouvrier bourgeois" ; les sommets du PS, ses sommets parlementaires, son appareil, bon nombre de ses militants d'origine CFDT-catholique sont largement des "néos". De plus, il y a la place de Mitterrand, tout à la fois véritable premier secrétaire du PS et pièce maîtresse de la préservation des institutions antidémocratiques de la V^e République. Il y a dans la place qu'occupe Mitterrand une contradiction incontournable. Il n'est le garant des institutions et de la paix sociale que par l'existence du PS, en même temps que les institutions de la V^e République, dont il se veut l'incarnation, sont contradictoires à la base sociale du PS et à la place du PS. »

Sans cette caractérisation, qui indique en quoi il y a ce qui relève de la direction néo du Parti socialiste, ce qui relève de sa politique de plus en plus tournée vers l'intégration immédiate aux besoins du capital, c'est-à-dire le corporatisme, et ce qui relève contradictoirement de la base électorale du PS, si nous n'avions pas porté cette appréciation, je crois que nous aurions été bien en peine de comprendre la nature de ce qui s'est passé le 8 mai, la nature du vote François Mitterrand, qui n'est d'ailleurs pas un vote pour François Mitterrand mais contre les autres.

Maintenant il faut réfléchir plus loin. Pourquoi toutes les composantes du PS au gouvernement ? Pourquoi toutes les

composantes et les sous-composantes du PS dans les listes aux élections législatives ? Parce qu'il y a aujourd'hui une nécessité absolue pour Mitterrand de discipliner, de subordonner le Parti socialiste et de l'impliquer dans sa totalité à la politique qui va être mise en œuvre, politique « d'ouverture » qui se réalisera plus ou moins mais dont le contenu politique sera une politique de soumission étroite aux exigences du capital, du CNPF.

Ceci ouvre nombre de possibilités. Je voudrais en évoquer une. Vous avez vu que parmi les nombreux candidats du Parti socialiste, il y a Cambadélis, Isabelle Thomas, Henri Weber et aussi Julien Dray.

LE "TICKET" DRAY-STOLÉRU

Or il se trouve que non seulement il y a Julien Dray, mais il y a sous la même étiquette Stoléru. Le même Stoléru a donné une interview au *Figaro Magazine* il y a trois jours. Et on lui pose la question : qu'est-ce qui vous heurte tant dans les valeurs de Le Pen, la patrie, la famille, l'identité nationale, ses propositions sur l'immigration ? Et il répond : « Prenons l'immigration : j'en ai eu la charge pendant plusieurs années, sous la présidence de Giscard-d'Estaing. C'est moi qui ai créé l'aide au retour. C'est moi qui ai verrouillé les frontières et fait la chasse aux clandestins. Une politique alors vivement critiquée par le PS qui s'y est rallié ensuite. » Réfléchissons à ce que cela signifie. L'opération SOS-Racisme n'aurait pas été rendue possible sans la complicité active de Cambadélis et ceux qui l'entouraient, paralysant et détruisant l'intervention du PCI dans la jeunesse pour laisser le terrain vierge pour une opération de détournement des aspirations saines de la jeunesse contre le racisme sur un terrain qui était celui du front populaire. Mais aujourd'hui, les modifications mêmes dans la situation politique mettent à nu le caractère mystificateur de la politique

de Dray et des autres. On en revient à la question : qu'est-ce que ce serait, un gouvernement qui prendrait les mesures nécessaires contre la chasse aux immigrés, contre la discrimination ? Les plus grandes possibilités s'ouvrent pour commencer à formuler ces questions et à regrouper des jeunes immigrés, dans une situation où le ticket Dray-Stoléru est un ticket sur la ligne des mesures prises depuis 1974 par Bonnet-Stoléru et poursuivies depuis par Dufoix et par Pasqua. Ces possibilités, si elles sont saisies correctement, immédiatement, peuvent nous amener à une modification de notre propre place dans les processus au sein de la jeunesse aujourd'hui.

Mais il y a contradictoirement d'une certaine manière à cette intégration de toutes les composantes du PS dans les listes, il y a aussi ce qu'a signifié l'élection de Mauroy comme premier secrétaire du PS. Nous n'avons aucune illusion à avoir sur Mauroy : il s'est prononcé pour l'ouverture au centre, il est appuyé par toutes sortes de courants (y compris les plus « néos » et « modernistes »), mais le fait que le candidat de Mitterrand ait été écarté, le fait que ce soit sur le nom de Mauroy que se soit regroupé l'appareil du PS, exprime la contradiction entre la conscience que l'appareil du PS peut avoir de sa propre conservation et les besoins d'intégration et de discipliner totalement ce parti aux besoins du gouvernement et des institutions.

Dans la période qui vient il y aura bien sûr le raz-de-marée rose le 12 mai, il y aura une chambre rose horizon, il y aura 300, 350, 400 députés du Parti socialiste. Et puis il y aura inévitablement la crise même du Parti socialiste, à des rythmes que nous ne pouvons pas prévoir. Il y aura nécessairement dislocation au sein même de ce parti pourtant hyper-majoritaire à la Chambre dans 15 jours.

A PROPOS DE LA POLITIQUE DES DIRIGEANTS DU PCF

Je ne parlerai pas longtemps de la question du PCF parce qu'elle a été

abordée dans la discussion sur la lutte pour l'Internationale et dans différentes résolutions. Je voudrais soulever simplement une question : aujourd'hui, avec quelque retard, les dirigeants du PC, c'est que eux aussi, disent : l'heure est aux vrais problèmes. C'est le titre en substance de *L'Humanité* de samedi matin. « Enfin l'heure est aux vrais problèmes. » Et sur toute une série de questions et de revendications, ils disent des choses relativement justes. Cependant, il y a trois questions auxquelles ils ne répondent pas, et c'est là, à mon avis, que s'exprime le caractère de division de leur politique.

Premièrement, dans la qualification des vrais problèmes auxquels la classe ouvrière se trouve confrontée, il n'y a aucune mention de l'abrogation nécessaire des mesures contre la classe ouvrière prises depuis 1981-1982 par des ministres PCF ou PS.

Deuxièmement, il n'y a aucune référence d'aucune sorte à une perspective pour la classe ouvrière sur le plan du gouvernement, c'est-à-dire qu'aujourd'hui il y a une vague mention du « rassemblement de la gauche ». Mais la question du gouvernement, la question des institutions ne sont pas posées car il s'agit de marteler le fait, pour les militants du PCF, pour les travailleurs, qu'il n'y a pas d'issue.

Et enfin, il faut remarquer que cela s'inscrit dans la suite d'une politique de division, marquée par la reprise des journées d'action et autres initiatives de ce type. Cela étant, nous savons que cette politique du PCF se relie à la crise de l'appareil international du Kremlin et constitue la double source d'une crise profonde. Cela offre des possibilités extrêmement importantes. Puisque nous parlons des assemblées-débat du MPPT, je crois en l'occurrence que dans les assemblées-débat du mois de juin, il y a possibilité, beaucoup plus d'ailleurs à ce stade du côté du PCF et des militants de la CGT que du côté du PS, il y a possibilité d'être le cadre, et le seul cadre

possible, où les questions de la situation politique, des perspectives pour la classe ouvrière puissent être discutées par ces militants (ce qui ne veut pas dire qu'ils sont d'accord sur la totalité).

Cela étant, je crois que le pire des dangers serait aujourd'hui de sous-estimer le caractère du gouvernement de choc contre la classe ouvrière qui est en train de se constituer. Il y a des batailles déjà en cours, il y a les attaques qui se préparent, d'une extrême brutalité, contre la classe ouvrière en général et incluant, comme toutes catégories, les attaques contre nous-mêmes comme parti. Tous comprennent que le temps leur est compté. Soubie, le conseiller de Barre, Giscard-d'Estaing, d'autres, multiplie les déclarations pour dire : la lutte des classes va surgir, nous avons peu de temps devant nous. Et c'est pourquoi, sans délai, le CNPF dicte de manière immédiate ce qui est nécessaire pour lui.

Cela fait une dizaine de jours que le gouvernement est en place. On dispose déjà, dans toute une série de domaines, des premières indications sur la politique qu'il entend mettre en œuvre.

Prenons un exemple significatif :

Vous avez peut-être vu que le ministre Delebarre, lorsqu'il a pris ses fonctions, a défini trois priorités pour ce qui le concerne : la Sécurité sociale, le revenu minimum d'insertion et la question de l'autorisation administrative de licenciement. Comment a-t-il abordé ces problèmes et quel est le contenu de ce qui a été mis en œuvre ?

Pour la Sécurité sociale, on le sait, le rapport soumis au Conseil économique et social du 3 juillet inclut la fiscalisation et toutes sortes d'autres mesures dont on a parlé dans *Informations ouvrières*.

QUELLE POLITIQUE POUR LE GOUVERNEMENT MITTERRAND-ROCARD ?

Concernant le revenu minimum d'insertion, qui a été adopté au récent

Conseil des ministres, il a été défini par Delebarre lui-même dans une déclaration que j'ai ici comme étant « *la généralisation du système des TUC aux plus de 25 ans* ». Il a dit en substance : nous avons réussi avec les TUC, eh bien aujourd'hui avec le revenu minimum d'insertion, nous allons réussir de la même manière. C'est-à-dire que sous couvert de solidarité avec un demi-million de gens démunis de toute ressource, c'est une étape extrêmement importante dans la remise en cause du SMIC, dans la remise en cause des conventions collectives, pour des millions de travailleurs pour demain.

Et puis il y a l'autorisation administrative de licenciement. Le calendrier a son intérêt. Le 14 mai, Delebarre déclare qu'il faut ouvrir des négociations avec les organisations syndicales pour revenir sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement.

Le 16 mai, Bergeron dit une chose qui est correcte, à savoir : ce n'est pas aux organisations syndicales de négocier ou non le rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement, c'est l'Assemblée nationale qui a pris cette décision, c'est à elle éventuellement de revenir dessus. Et il ajoute : pour ma part, je me prononce pour un retour à « l'esprit » de l'autorisation administrative préalable de licenciement. Le 17 mai, le lendemain de la déclaration de Bergeron, le CNPF déclare : le rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement serait quelque chose d'extrêmement grave que nous ne saurions accepter. Et enfin le 19 mai, c'est-à-dire cinq jours après sa première déclaration, Delebarre déclare : on m'a mal compris, je n'ai nullement l'intention de rétablir l'autorisation administrative de licenciement. Ce qui est important dans ce calendrier, c'est bien sûr le tour de passe-passe de Delebarre qui a commencé par dire : il y a un abus en ce qui concerne les SIVP, pour trois jours après expliquer qu'il fallait généraliser les TUC à des millions de travailleurs ; qui a commencé par dire : négo-

ciations pour rétablir l'autorisation administrative de licenciement, pour dire cinq jours après qu'il n'est pas juste de revenir en arrière sur ce plan.

Mais ce qui est encore plus important, c'est la manière dont cela indique l'offensive qui est en train de s'organiser pour l'intégration des organisations syndicales. Le jugement qui est porté par le capital, et qui est un jugement partagé par le gouvernement Mitterrand-Rocard, sur les risques de surgissement de la lutte de classe, leur fait obligation, et obligation politique prioritaire, de réussir à franchir une étape dans l'intégration de ces organisations pour pouvoir mettre en œuvre les plans du CNPF. Et sur ce plan-là, il faut dire nettement que là aussi, tout change, tout bouge, tout s'accélère, des équilibres précaires qui pouvaient sembler se maintenir durant toute une période sont en train d'être remis en cause.

Comme MPPT, sur le plan politique, et dans les assemblées-débat que nous préparons pour mai ou juin, poser la question : quel gouvernement prendra les mesures indispensables à la sauvegarde de la classe ouvrière, c'est aussi poser la question de la place des organisations syndicales. C'est aussi poser le problème de leur indépendance. Commencer à mettre en œuvre ce cadre politique, c'est-à-dire ne pas se cantonner aux points qui sont dans l'appel du MPPT (qui sont justes), mais — ce qui est le plus important — chercher à associer à une élaboration de ces premiers éléments d'un programme d'action pour la classe ouvrière les adhérents du MPPT et plus largement, les travailleurs autour de nous, ceux qui ont soutenu la candidature Boussel, les militants syndicaux ; chercher à les associer à cette discussion politique, chercher à en faire des éléments actifs de l'élaboration d'un tel programme d'action, c'est contribuer sur le plan qui est le nôtre à la résistance qui ne manquera pas de s'organiser et que nous devons appuyer et aider de toutes nos forces à tous les niveaux du mouvement ouvrier.

QU'EST-CE QU'UN GOUVERNEMENT CAPABLE DE DÉFENDRE LES INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS ?

Nous disons : le point de départ de toute l'activité, c'est quel gouvernement prendra les mesures, quel gouvernement défendra, etc. Aujourd'hui, ne pas saisir les questions sur le plan du gouvernement serait nécessairement nous ramener soit sur un terrain parasyndical, c'est-à-dire non pas des cahiers de revendications politiques mais des cahiers de revendications tout court, avec le risque de nous situer dans une démarche, je dirais sur les députés du PS ou du PCF (surtout ceux du PS et leurs candidats), dans une démarche qui ne correspond plus à la situation politique.

Est-ce que cela veut dire pour autant, parce que je sais que cette discussion a eu lieu, que nous nous priverons en tous lieux et en toutes circonstances de démarches politiques spécifiques en direction de tel ministre, de tel député du PS, du PCF ? Ce serait absurde bien évidemment de l'affirmer. Il y a des circonstances qui nous amèneront à le faire, tout dépend comment on le fait.

Dans la résolution soumise, il est écrit :

« L'alliance avec la bourgeoisie s'incarne aujourd'hui dans "l'ouverture au centre" destinée à assurer la survie des institutions réactionnaires. Au "Front républicain" nous opposons le front commun des travailleurs et des organisations. Comment contribuons-nous à aider à sa réalisation ? En posant la question : "Mitterrand a-t-il été élu pour appliquer les plans du CNPF ou bien a-t-il été élu bien qu'il ait déclaré son intention d'appliquer les plans du CNPF ?" La réponse est claire : Mitterrand a été élu bien qu'il ait indiqué son intention d'appliquer les plans du CNPF, intention clairement exprimée par la nomination de Rocard comme Premier ministre.

Dès lors est soulevée une nouvelle

question : les masses populaires, la jeunesse, peuvent-elles soutenir les plans du CNPF ? Nous répondons non. Une nouvelle question en découle : si elles ne peuvent soutenir les plans du CNPF, à quelles conditions pourraient-elles soutenir un gouvernement ?

a) Confiscation des profits spéculatifs, rattrapage du pouvoir d'achat. A travail égal, salaire égal (TUC, SIVP), chômage, pas de suppressions d'emploi, maintien en activité des puits de mines, Sécurité sociale, enseignement, inscription de tous les lycéens dans les facultés de leur choix, suppression des quotas laitiers, moratoire des dettes de loyers, immigrés, etc. (Nécessité de développer un programme d'action).

b) Abrogation des institutions réactionnaires de l'Etat, qui servent à l'application des plans du CNPF, Constituante. Disparition de l'Assemblée nationale à qui la V^e République donne le caractère d'un Parlement croupion. Nous disons, en rapport avec la Charte du MPPT : établissons la démocratie dont le peuple définira la forme et le contenu. C'est au peuple d'élire une Constituante souveraine avec un gouvernement responsable uniquement devant elle qui devra appliquer non les exigences du CNPF mais une politique servant les intérêts du peuple.

Tel est l'axe de la déclaration adoptée le 21 mai par le bureau national du MPPT, déclaration qui définit l'orientation de la préparation des assemblées-débat du MPPT de mai-juin.

La question de l'Assemblée constituante — conçue comme un mot d'ordre politique dont l'utilisation est appelée à varier selon les phases à venir de la crise politique et institutionnelle — revêt aujourd'hui un caractère central. Quiconque se réclame sérieusement de la classe ouvrière ne peut esquiver la question du gouvernement. Les dirigeants du PS disent : front républicain, c'est-à-dire alliance avec la droite. Ceux du PCF invoquent "le rassemblement à gauche" qui, dans le meilleur des cas, prendrait la forme

de la majorité PS-PCF de l'Assemblée de 1981, simple support de la politique du gouvernement bonapartiste contre les travailleurs. Sur la base de l'expérience faite par les masses de 1981 à 1986, nul ne peut sérieusement ouvrir la perspective d'un gouvernement par le peuple contre le CNPF sans formuler en même temps ce que Marx appelle "la revendication de la concentration de tout le pouvoir politique dans les mains de la représentation du peuple", revendication dont la réalisation, chacun le comprend, est impossible sans la remise en cause du cadre de la V^e République. »

Cette question du gouvernement et de la qualification d'une politique ouvrière se pose, elle ouvre une discussion à laquelle sont intéressés de participer non seulement tous ceux qui sont autour de nous, mais beaucoup plus largement parmi les militants du PCF, parmi les militants du PS, et parmi les militants syndicaux.

Nous avons un mois, dans le cadre de la préparation de ces assemblées-débat en y reliant tout ce que nous avons discuté sur la vente du journal, sur les abonnements d'été, etc., nous avons un mois pour mettre en œuvre cette orientation politique, la traduire dans des initiatives qui prendront des formes diverses, dans le cadre de ces enquêtes politiques dont nous avons parlé. Nous avons un mois pour mettre à profit cette supériorité politique qui est la nôtre, à savoir de pouvoir nous appuyer sur la continuité politique qui a été la nôtre, nous permettant de tenir ce congrès 15 jours après le deuxième tour, de savoir ce qui s'est passé, savoir l'analyser, avoir la confirmation de nos positions et y voir les premiers éléments d'une politique pour l'avenir. Nous avons le devoir, pour mettre à profit cette supériorité politique dans un progrès, de faire un pas en avant sur le plan de notre construction.

Bibliographie

I - Bonapartisme.

TROTSKY - Œuvres :

Tome 2 page 250 : Définition.

Tome 4 page 142 : Bonapartisme et fascisme.

Tome 4 page 263 : Théorie du bonapartisme.

Tome 5 page 134 : Le bonapartisme : précisions.

Tome 8 page 66 : Le bonapartisme : précisions.

Tome 24 page 366 : Bonapartisme et fascisme.

TROTSKY

“Histoire de la Révolution russe”, tome 2. Le chapitre intitulé : “Les éléments du bonapartisme”.

MARX

“Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte”.

II - Front populaire.

TROTSKY- Œuvres.

Tome 7 pages 25-181.

Tome 10 page 153 : Le programme économique des Fronts populaires.

Tome 10 page 248 : Définition d'un Front populaire. La question des questions.

Tome 15 page 417 : Qu'est-ce qu'un Front populaire ?

Tome 7 page 25 : Pas d'équivoques vis-à-vis du Front populaire.

Tome 10 page 271 : Devons-nous protéger le Front populaire contre la bourgeoisie ?

Tome 11 page 62 : Notre attitude devant le Front populaire.

Tome 10 page 277 : Le Front populaire fraie la voie au fascisme : comment ?

Voir également :

Tome 10 page 309,

Tome 15 page 198,

Tome 15 pages 3 à 88,

Tome 19 page 167,

Tome 19 pages 228, 233, 250,

Tome 21 pages 50-51,

Tome 21 page 255.

III - Fascisme et lutte contre le fascisme.

TROTSKY - Œuvres.

Tome 4 page 142 : Fascisme et bonapartisme.

Tome 15 page 97 : Distinguer démocratie et fascisme.

Tome 18 page 71 : Etat bourgeois et fascisme.

Tome 19 page 178 : Définition du fascisme.

Tome 19 page 185 : Définition du fascisme.

Tome 24 pages 292-293 et 376 : Définition du fascisme.

Tome 24 pages 336-387 : Bonapartisme et fascisme.

- Tome 18 page 310 : Fascisme et démocratie.
 Tome 19 page 66 : Fascisme et démocratie.
 Tome 19 page 282 : Fascisme et démocratie.
 Tome 3 page 248 : Les fascistes, la police et nous.
 Tome 4 page 39 : Lutte contre le fascisme et prise du pouvoir.
 Tome 4 page 286 : Notre attitude quand la démocratie parlementaire est attaquée par le fascisme.
 Tome 4 page 142 : Le fascisme, l'Etat bourgeois, notre attitude.
 Tome 8 page 87 : Défense des institutions démocratiques contre le fascisme.
 Tome 8 pages 94-96 : Devons-nous soutenir des mesures qui renforcent l'Etat bourgeois, même s'il s'agit de mesures qui causent des désagréments passagers aux fascistes ?
 Tome 10 page 225 : Lutte politique et combat physique.
 Tome 17 page 247 : Peut-on soutenir les mesures pratiques d'un gouvernement bourgeois contre la menace fasciste ?
 Tome 18 page 240 : Venir à bout du fascisme par des moyens constitutionnels ?
 Tome 18 page 339 : La lutte contre les fascistes aux USA.
 Tome 19 page 185 : La lutte contre le fascisme est inséparable de la lutte des classes.
 Tome 20 page 201 : L'antifascisme, une abstraction vide.
 Tome 22 page 122 : Qu'est-ce que l'autodéfense ouvrière ?
 Tome 22 page 190 : Demandons-nous à l'Etat bourgeois d'interdire un parti fasciste ?
 Tome 24 page 287 : Dans toute période de montée du fascisme il y a aussi radicalisation de la classe ouvrière.

IV - L'Etat.

LENINE

- L'Etat et la révolution.
- Brochure : Qu'est-ce que l'Etat ?
- La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky.

MARX

- La guerre civile en France.

V - Crise de l'Etat, crise de régime.

- Lire les chapitres "L'agonie de la monarchie", "L'impossible révolution de palais", "Le tsar et la tsarine", dans le tome 1 de "L'histoire de la révolution russe" de TROTSKY.

- Lire également : "Encore une fois, où va la France ?", dans TROTSKY, Oeuvres, tome 5 page 148.

- MARX : "La lutte des classes en France" et "Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte".

- TROTSKY : "Encore une fois, où va la France ?", tome 5, et les textes sur la France à partir de la page 91.

VI - Front unique.

TROTSKY - Oeuvres.

- Tome 2 page 126
- Tome 2 page 215,
- Tome 3 page 15,

Tome 7 page 207,
Tome 7 page 226,
Tome 13 page 46.

Lire également "La maladie infantile du communisme" de LENINE. En particulier le chapitre : "Le communisme de gauche en Angleterre".

VII - Programme d'action - Programme de transition.

TROTSKY - Œuvres

Tome 4 page 91,
Tome 4 pages 247-248,
Tome 5 page 125,
Tome 17 page 31,
Tome 17 page 78,
Tome 17 page 81,
Tome 17 page 134,
Tome 17 pages 197-198,
Tome 18 page 266,

Voir "Les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste"

LENINE : "La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer" (Œuvres, tome 25).

TROTSKY : Programme de transition.

Les problèmes politiques d'organisation

L'analyse que nous faisons (cf. deuxième exposé, page 25) atteste qu'un tournant majeur dans la situation politique française est en cours. Ce tournant majeur s'inscrit dans un processus révolutionnaire à l'échelle internationale de longue durée (voir exposé n° 1, page 5) et c'est dans ce cadre qu'il nous faut envisager le problème central des méthodes et de moyens de la construction d'une direction révolutionnaire dans ce pays.

L'ORGANISATION, UN CONCENTRÉ DE LA POLITIQUE

Il est nécessaire de comprendre que les problèmes d'organisation ne sont en rien des problèmes « administratifs », bien que, dans un parti, comme dans toute activité humaine, une administration soit nécessaire ; ils ne sont en rien des problèmes de « directives », bien que des directives soient nécessaires. Comme l'expliquait Léon Trotsky :

« La supériorité du bolchevisme sur le menchevisme n'est pas seulement sa juste ligne politique, mais aussi sa capacité d'apporter l'organisation participant aux luttes révolutionnaires du prolétariat. »

Si l'on réfléchit à toute l'histoire du mouvement ouvrier, on se rend compte que, par exemple, Lénine et les bolche-

viks avant la guerre de 1914 se trompaient fondamentalement sur la question de la révolution permanente (1), c'est-à-dire de la dynamique de la révolution. Et pourtant, malgré cette erreur, c'est l'instrument politique qu'ils ont constitué, le Parti bolchevique, qui a seul été capable d'intégrer l'orientation formulée par Trotsky sur cette question qui, en revanche, avant de rejoindre en 1917 le Parti bolchevique, était incapable de la promouvoir.

Trotsky expliquera d'ailleurs lui-même que son attitude « conciliacionniste » était fondée sur l'analyse selon laquelle...

« dans une nouvelle révolution, les deux fractions (menchevique et bolchevique) seront bien contraintes, sous la pression des masses ouvrières, de suivre comme en 1905 la même politique révolutionnaire. Certains critiques du bolchevisme considèrent encore maintenant mon ancien conciliacionnisme comme la voie de la sagesse. Cependant, son erreur profonde a depuis longtemps été révélée par la théorie et par l'expérience. La simple réconciliation des fractions n'est possible que sur quelque ligne "moyenne". Mais où est donc la garantie que cette diagonale artificiellement tracée coïncide avec les nécessités du développement objectif ? La tâche de la politique scientifique consiste à

(1) Révolution permanente : voir « Introduction à l'étude du marxisme » de Foulan, pages 138 et suivantes.

déduire le programme et la tactique de l'analyse de la lutte des classes et non pas du parallélogramme de forces aussi secondaires et transitoires que les fractions politiques (...). Le conciliationnisme se nourrissait de l'espoir que la marche même des événements dicterait la tactique nécessaire. Mais cet optimisme fataliste signifiait en fait le renoncement à l'idée même de parti. Car si la "marche des événements" est capable de dicter directement aux masses la juste politique, à quoi bon une union spéciale de l'avant-garde prolétarienne, l'élaboration d'un programme, la sélection d'une direction. » (Léon Trotsky - « Staline ».)

Cette opposition entre bolcheviks et mencheviks (2) n'est pas une question mineure malgré le caractère apparemment administratif du point de départ de la discussion qui portait sur le paragraphe 1 des statuts du Parti ouvrier social-démocrate russe.

Le projet de Martov (chef de file des mencheviks) indiquait :

« Est considéré comme appartenant au Parti ouvrier social-démocrate de Russie celui qui tout en reconnaissant son programme travaille activement à mettre en œuvre ses tâches sous le contrôle et la direction des organismes du parti. »

Pour sa part, dans son projet, Lénine écrivait :

« Est membre du parti celui qui en reconnaît le programme et soutient le parti tant par ses moyens matériels que par sa participation personnelle dans une des organisations du parti. »

Lénine précisait :

« L'idée du paragraphe 1 n'apparaît que lorsqu'on pose la question : les organes du parti peuvent-ils exercer en fait leur **direction** sur les membres du parti qui **n'entrent** dans aucune organisation du parti ? »

Il s'agissait dans cette discussion apparemment administrative de la nature même du parti en construction. Car, pour Lénine...

« plus fortes seront nos organisations du parti, englobant de véritables social-démocrates, moins il y aura d'hésitation et d'instabilité à l'intérieur du parti et plus large, plus variée et plus féconde sera l'influence du parti sur les masses ouvrières (...). Il n'est pas permis en effet de confondre le parti d'avant-garde de la classe ouvrière avec toute la classe » (« Un Pas en avant, deux pas en arrière »).

Pour Lénine, le parti est une catégorie distincte. Pour lui, le parti ne s'élève pas au-dessus de la classe ouvrière, il exprime consciemment le mouvement inconscient des masses. A travers cette discussion, il fixe le cadre d'un parti organisé sur les principes scientifiques du marxisme qui, en relation avec les développements de la lutte des classes en Russie (soviets de 1905, guerre impérialiste de 1914, révolution de Février en 1917...), rectifiera son erreur sur la révolution permanente. En effet, étant fondamentalement un parti ouvrier révolutionnaire, il considérera que « la tâche de la politique scientifique consiste à déduire le programme et l'analyse de la lutte des classes ».

C'est-à-dire en l'occurrence de la prise du pouvoir par le prolétariat, alors que les mencheviks se situeront sur un terrain de collaboration avec la bourgeoisie.

Si l'on réfléchit à ces questions, on comprend que ce sont des problèmes politiques et théoriques. Ils doivent donc être envisagés comme tels, mais avec bien plus d'attention que dans les années d'avant la guerre de 1914, parce qu'au-

(2) Bolchevisme et menchevisme : bolchevique signifie majoritaire, menchevique minoritaire. Ce qui opposait les bolcheviks et les mencheviks sur l'article 1 des statuts allait se révéler comme la pierre de touche de l'opposition irréconciliable entre le marxisme et le révisionnisme sur la question décisive de la révolution et du parti en tant qu'expression consciente du processus historique inconscient, et à partir de cette question décisive, les divergences allaient s'élargir sur toutes les principales questions de principe, de stratégie et de tactique (cf. le Foulan, pages 94 et suivantes).

jourd'hui, « *la crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire* », et c'est là toute l'expérience accumulée de la IV^e Internationale. Comme l'indique le *Programme de transition*, toutes les conditions sont réunies, sauf une : la question de la direction. En effet, la question de la direction révolutionnaire est sans cesse remise en cause par la société bourgeoise avec ses agences social-démocrates, stalinienne ou centristes. Rien n'est épargné aux révolutionnaires car la société bourgeoise se défend et ne tombera pas d'elle-même (cf. les premiers chapitres du programme de la IV^e Internationale).

LA "RECONSTRUCTION" DE LA SECTION FRANÇAISE

Si l'on regarde la période qui suit la mort de Trotsky et la Deuxième Guerre mondiale, on constate qu'il y a eu beaucoup de discussions dans notre mouvement sur le fait que Trotsky expliquait que si la guerre ne se terminait pas par une révolution prolétarienne victorieuse, ce serait le saut de l'humanité dans le règne de la barbarie. Apparemment, pour les sceptiques petits-bourgeois, Trotsky s'était trompé. La révolution prolétarienne a pris un autre cours au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Mais on ne peut saisir ces développements qu'à partir des principes et de la méthode contenus dans le programme de la IV^e Internationale élaboré par Trotsky. Les erreurs politiques et théoriques qui sont apparues à partir de là dans notre mouvement ne sont pas les seules raisons des difficultés de la IV^e Internationale, bien qu'elles aient constitué le terrain sur lequel les erreurs et les déviations ont pu se développer. En effet, ce sont sur ces problèmes fondamentaux, les méthodes politiques et d'organisation, que la direction de la IV^e Internationale reconstruite en 1945 a fait faillite.

Prenons un exemple, en 1958, le PCI était réduit à 52 militants. Comme

l'indique la brochure « *Quelques enseignements de notre histoire* » :

« De 1952 à 1958, coexistèrent de fait dans les rangs trotskystes deux lignes politiques : l'une correcte, celle que les trotskystes avaient commencé à élaborer dans les dernières années de la guerre et après la guerre et qui trouva en particulier son expression vivante dans la défaite du pablisme et dans l'intervention qui eut lieu dans la lutte de classe en France ; l'autre qui perpétuait les défauts hérités d'un passé petit-bourgeois, incapacité d'élaborer une ferme politique d'organisation, particulièrement dans le domaine des finances, laisser-aller, absence de méthode, abandon partiel au processus spontané. Sur ce dernier point, tout se passait comme si le mouvement spontané avait été investi du pouvoir de réaliser mécaniquement sous la pression des conditions objectives, d'exsuder en quelque sorte le parti révolutionnaire. »

Comment le redressement s'est-il opéré ? Par la décision prise alors pour la première fois en 1958 d'appliquer pleinement les méthodes du bolchevisme, notamment en ce qui concerne l'organe central du parti, le journal :

« Le 2 octobre 1958, après avoir fait campagne pour le "Non" au référendum du 28 septembre, La Vérité interromp sa parution hebdomadaire que des difficultés de tous ordres rendait de plus en plus problématique. Avec le n° 513 était inauguré une parution sous forme de revue qui correspondait à l'état réel des forces trotskystes de cette époque et manifestait à sa manière la défaite sans combat subie par la classe ouvrière face à la bourgeoisie. » (« *Quelques enseignements de notre histoire.* »)

Nous avons décidé que le journal devait être équilibré financièrement, et à partir de cette restructuration et du refus des méthodes petites-bourgeoises du déficit permanent, celle de la « cavalerie » sur l'ensemble des questions, nous avons ainsi rétabli non seulement les finances du parti, mais également une structure politique d'organisation qui nous a permis de progresser. Parce

que le journal c'est le parti. Et à partir de là d'ailleurs, l'ensemble des problèmes politiques ont pu être graduellement réglés positivement. C'est ainsi qu'en 1960...

« les trotskystes décident de se donner les moyens d'un organe de presse, pôle et levier du regroupement d'une avant-garde plus large que celle qu'il constituait : la parution du bulletin ronéotypé hebdomadaire Informations ouvrières inaugurerait ainsi un patient travail de rassemblement qui permettrait de constituer le premier réseau des militants "amis" ou "lecteurs" à travers lequel une politique de classe élargissait son influence (...). C'est en partant de cette réalité et de l'état de ses forces que la fraction trotskyste décida d'engager la bataille pour passer du groupe à l'organisation. Le problème du parti, le problème de la direction révolutionnaire du prolétariat, le problème de sa construction exigeaient impérativement qu'on rompe avec l'académisme des formules et les schémas intangibles d'organisation abstraitement transposés pour s'atteler à la tâche **réelle et positive** de sélection d'une avant-garde, conformément aux principes du bolchevisme, mais sans que soit éludée la question des formes transitoires du processus de ce regroupement (...). A partir de février 1964, le bulletin ronéotypé Informations ouvrières devient une publication mensuelle imprimée et se définit comme tribune libre de la lutte des classes. Il va désormais s'efforcer, en élargissant son audience, en planifiant et en systématisant sa diffusion, de devenir le centre organisateur de cette avant-garde qui, sans être convaincue à une première étape de la validité du programme de la IV^e Internationale, acceptait toutefois de participer au combat commun pour la réalisation du front unique ouvrier à travers la discussion, l'intervention, la conjonction des efforts de concert avec les trotskystes » (« Quelques enseignements de notre histoire »).

Pas une seule organisation ou tendance n'a été capable d'analyser comme nous l'avons fait, même dans ses grandes lignes, la situation du bonapartisme en 1958 et depuis, d'en prévoir les développements, de les analyser pas à pas. D'un point de vue théorique, il y a là

matière à comprendre ce que signifie régler les problèmes politiques d'organisation pour donner le cadre permettant à chaque étape de régler les problèmes politiques. Certes, il y a eu des erreurs et notamment en 1968, mais le cadre politique d'organisation était tel que nous avons pu surmonter ces erreurs politiques et assurer une progression qui fait du PCI la plus puissante organisation trotskyste de l'histoire de la IV^e Internationale. C'est en appliquant ces méthodes bolcheviques au groupe de 52 camarades sur une orientation qui intégrait la transition en matière de construction du parti que nous avons pu au XIV^e Congrès constituer l'organisation. Comme l'indique « *Quelques enseignements de notre histoire* » :

« Il y a d'importantes différences entre l'intervention du groupe dans la lutte des classes, sa structure, sa vie, son mode de fonctionnement, et une organisation de type bolchevique. Le groupe a une ligne politique commune, mais il n'y a pas une intervention centralisée en fonction d'objectifs communs à atteindre. Les interventions et les secteurs de travail sont ceux qui sont immédiatement accessibles et réalisables avec la dose "d'autonomie" que cela implique. Si inévitable et indispensable à la construction de l'organisation révolutionnaire que fût ce stade, dès lors que les forces nécessaires existaient et que la maturité politique le permettait, il fallait s'engager dans un nouveau cours, celui du passage du groupe à l'organisation. L'homogénéisation et la centralisation politiques de l'organisation révolutionnaire revenaient à faire en sorte notamment qu'elle fût au maximum maîtresse de ses objectifs et qu'elle exprimât, dans chacune des phases par où passait le mouvement de la classe ouvrière, la perspective unificatrice de son combat (...). C'est dans ces conditions que le XIV^e Congrès de l'OCI de décembre 1965 décida d'opérer une transformation de la vie et de la structure de l'organisation. »

Car tout nouveau développement de l'organisation révolutionnaire fait surgir de nouvelles questions. Trotsky l'indiquait :

« Chaque nouvelle étape du développement, chaque progrès numérique du parti et le fait que ses méthodes deviennent plus complexes ouvrent non seulement des possibilités nouvelles, mais aussi des dangers nouveaux ; les ouvriers dans les syndicats, même ceux qui ont été formés dans l'école la plus révolutionnaire, manifestent souvent une tendance à se libérer du contrôle du parti (...). Il est d'autant plus inadmissible d'oublier que les erreurs réelles ou potentielles des camarades qui travaillent dans les syndicats reflètent la pression du prolétariat américain tel qu'il est. C'est notre classe. Nous ne sommes pas prêts à capituler devant sa pression. » (Tome 23 des Œuvres de Trotsky, pages 140-141.)

Militants du PCI, combattants pour l'indépendance du syndicat, nous ne construisons pas de tendance dans le syndicat. Il y a eu difficulté à assimiler pleinement ce qui est contenu dans la Charte d'Amiens sur le fait que le syndicat est ouvert à tout travailleur quelles que soient ses opinions politiques, philosophiques ou religieuses, et non les syndicats conçus comme une addition de tendances politiques. Cela nous conduirait à construire une prétendue tendance « syndicaliste révolutionnaire » comme résultante d'un cartel politique. Nous savons par expérience que la tendance syndicaliste révolutionnaire n'est pas autre chose qu'un cartel de courants politiques. Cela équivaudrait, si nous le faisons, à considérer le syndicat lui-même comme un cartel de partis politiques et donc à nier son contenu et son caractère de position spécifique de la classe ouvrière. Militants du PCI, nous n'avons pas besoin d'une autre « tendance » que celle que nous construisons en bâtissant le parti révolutionnaire. C'est la nôtre et nous la revendiquons.

C'est pourquoi nous sommes partisans de l'indépendance du syndicat par rapport à tout parti (y compris le PCI) Etat et gouvernement. Nous nous prononçons pour cette indépendance du syndicat pour les mêmes raisons que nous sommes pour l'indépendance du PCI par rapport au syndicat.

Le syndicat n'est pour nous ni une réédition de notre parti, ni un cartel de partis, ni une courroie de transmission. Le syndicat est une organisation de classe du prolétariat au même titre d'ailleurs que le parti ouvrier indépendant. Au même titre, mais à des places spécifiques occupées dans la lutte des classes par l'un et l'autre. Dans ce cadre, rien ne peut nous émanciper de construire le parti ouvrier indépendant dont la classe ouvrière a besoin dans sa lutte de classe, incrivant donc le combat pour l'indépendance des syndicats comme une des questions fondamentales de son action politique. Ne pas saisir cette question reviendrait en fin de compte à faire accroire l'idée qu'il serait possible de construire le parti « par la bande » en ne mettant pas au centre notre propre construction comme parti. Cette tendance se nourrit et nourrit ce que nous avons appelé « l'objectivisme ».

A PROPOS DE L'OBJECTIVISME

Il est évident que les conditions objectives sont indispensables pour aller à la victoire de la révolution. Le programme de la IV^e Internationale indique d'ailleurs que les conditions objectives aujourd'hui sont plus que mûres, elles ont même commencé à pourrir.

Mais « l'objectivisme » part prétendument du fait que ces conditions objectives à elles seules permettent de régler les problèmes. S'il est certes indispensable que la classe ouvrière soit en mouvement pour la victoire révolutionnaire, toute l'expérience du bolchevisme, mais également toute l'expérience de la classe ouvrière nous l'a appris : s'il n'y a pas d'instrument révolutionnaire, c'est-à-dire un parti centralisé, il n'y a pas de possibilités pour la classe ouvrière de triompher. En ce sens, l'objectivisme se dresse contre la construction du parti. L'objectivisme a été la couverture pour tous ceux qui, depuis Just jusqu'à Cambadélis, se sont opposés — quel que soit leur devenir ultérieur — à une orienta-

tion planifiée de construction du parti contradictoire à leur position politique petite-bourgeoise.

Dans le rapport du XX^e Congrès de l'OCI, en 1975, nous écrivons :

« Notre intervention dans la lutte de classe, donc notre propre construction est partie constituante des conditions objectives. Devons-nous conclure que l'OCI est partie constituante des conditions objectives ? Ce serait là confondre le processus final (victoire de la révolution) et les différents moments transitoires qui conduisent à ce processus final (...). Si nous considérons comme erronée la formulation "le mouvement objectif dont l'OCI est partie constituante", nous devons la rétablir comme suit : "l'activité militante de l'OCI est partie constituante des conditions objectives.

Ce ne sont pas là des nuances sans importance. Notre activité de construction du parti révolutionnaire a un double caractère. D'une part nous construisons l'OCI qui construit le parti révolutionnaire, d'autre part, bien que nous ne soyons pas le parti révolutionnaire dirigeant que nous construisons par notre activité et notre intervention dans la lutte des classes, nous contribuons à la constitution du mouvement de la classe. Notre intervention conduit à deux séries de résultats : la première consiste à dégager les voies du mouvement de classe dans la mesure où nous contribuons à permettre aux masses par notre intervention et nos mots d'ordre de réaliser son expérience ; la deuxième série de résultats se résume :

"Les résultats de notre activité deviennent partie constituante des conditions objectives permettant au mouvement de la classe de se développer, en même temps que le mouvement échappe à notre contrôle."

Autrement dit, les résultats de notre activité garantiront si l'activité est conduite correctement, des progrès dans la construction du parti, mais le mouvement que nous avons contribué à nourrir échappera à notre contrôle. Sous cet angle, les résultats de notre activité deviendront partie constituante du mouvement objectif où l'inconscient

— forme embryonnaire du conscient — amène les masses à charger de leurs aspirations révolutionnaires les organisations traditionnelles dirigées par les appareils traîtres. De ce double résultat nous devons déduire : le mouvement conscient de l'OCI élève à un niveau plus élevé le mouvement inconscient des masses qui néanmoins dirige ses aspirations vers les organisations traditionnelles contrôlées par les appareils contre-révolutionnaires.

Il y a donc l'activité de l'OCI comme expression consciente du processus inconscient, combattant pour élever par son intervention la conscience instinctive que le prolétariat acquiert dans son mouvement dans une situation historique où les conditions objectives sont arrivées à maturité pour la victoire de la révolution. Les appareils traîtres dressent les obstacles à la marche à la révolution. Autrement dit, pour élever la conscience instinctive du prolétariat, il faut que la politique de l'OCI soit à tout moment expression consciente du processus révolutionnaire inconscient. »

Ne pas saisir la place spécifique du parti et des tâches de construction, c'est alors céder à l'objectivisme. Et l'objectivisme c'est l'introduction dans un parti révolutionnaire de la pression du caractère pourrissant des conditions objectives. On peut ainsi comparer avec le bolchevisme d'avant 1914 qui se constituait à l'intérieur d'un pays dans lequel le capitalisme avait encore un rôle à jouer. Lénine expliquait que la construction des usines et donc le fait que des paysans illettrés seront « disciplinés », apprendront la discipline du capital et transféreront cette discipline du capital dans la discipline du parti, dans la centralisation nécessaire du parti pour abattre le capital.

Aujourd'hui, l'ensemble des choses se disloquent : les forces productives ont cessé de croître, la discipline capitaliste se transforme en une décomposition généralisée du capital, y compris en une impossibilité d'avoir une discipline dans le travail. C'est en ce sens que l'on peut dire que l'objectivisme insère dans

l'organisation le côté décomposé du système capitaliste actuel. Parce que les conséquences d'une telle déviation politique, qui, répétons-le, évacue la construction du parti comme une tâche spécifique, revient en fin de compte à substituer à la libre discussion du parti sur ses résultats et ses objectifs, condition pour l'élaboration politique et pour l'activité centralisée, des « directives » dans le parti, et, en fin de compte, à réduire la politique du parti à une série de « directives » à l'égard de la classe.

Comme l'indiquait le rapport du XX^e Congrès de l'OCI :

« Notre politique doit viser à lever les obstacles dressés par les appareils au combat de classe. Si nous inversons les termes de cette proposition, en disant nous devons engager la classe "à combattre", nous abandonnons la doctrine fondamentale du marxisme résumée par Marx dans l'adresse inaugurale : "L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes", nous abandonnons le matérialisme historique pour lui substituer l'idéalisme. Si nous posons correctement les relations entre les combats de classe et les conditions du combat de classe, relations qui dérivent des rapports entre l'objectif et le subjectif, nous devons dire : en combattant politiquement pour lever les obstacles au combat de classe, nous dégageons pour la classe ouvrière le combat de classe. »

Lénine exprimait ce problème dans ses formules riches :

« La question n'est pas de savoir avec quelle rapidité il faut marcher, mais où il faut marcher. La question n'est pas de savoir si les ouvriers sont prêts, mais à quoi et comment les préparer. »

En ce sens, fixer un plan politique et d'organisation avec des objectifs, ce que nous avons appelé la méthode « objectifs-résultats », n'est pas une mesure administrative mais concentre une orientation politique, c'est-à-dire notre « capacité d'apporter une organisation participant aux luttes révolutionnaires du prolétariat ». Parce que cette

méthode d'organisation met au centre de l'intervention des révolutionnaires l'activité consciente de la construction du parti, les « résultats », ce sont certes des chiffres, mais c'est plus que cela, c'est la matérialisation d'une orientation et la capacité d'un parti de la mettre en œuvre. C'est ainsi que la décision de faire de la diffusion du bulletin ronéotypé *Informations ouvrières* à partir de 1960 le centre de notre activité correspondait non seulement à nos forces, mais à ce qui était les tâches de l'heure, car, comme le disait Trotsky, « le parti c'est le journal, le journal c'est le parti ».

LE PARTI C'EST LE JOURNAL

Dans toute l'histoire du mouvement ouvrier et dans celle du bolchevisme particulièrement, le rôle de l'organe de presse est central. Pour Lénine, le journal est un organisateur collectif, c'est-à-dire le moyen unique pour...

« éduquer de fortes organisations politiques (...) appelées à mettre sur pied une organisation révolutionnaire capable de rassembler toutes les forces et d'être les dirigeants non seulement en titre mais réel du mouvement, c'est-à-dire une organisation toujours prête à soutenir chaque protestation et chaque explosion en les mettant à profit pour accroître et endurcir une armée apte à conduire le combat décisif » (« Que faire ? »).

Pour Lénine, le journal c'est le fil conducteur, et il développe la comparaison entre la ligne de l'organe central et le fil à plomb qui permet de poser les pierres là où il convient. C'est ainsi qu'il précise en parlant du journal :

« Il ébauche les contours de l'édifice, facilite les communications entre les différents constructeurs, à qui il permet de répartir leurs tâches, et d'embrasser l'ensemble des résultats obtenus par le travail organisé. »

Lénine insiste sur la nécessité de rassembler et d'organiser et sur les moyens

d'y parvenir. « Il y faut, écrit-il, des institutions communes », c'est-à-dire non seulement une seule étiquette, mais « un travail commun véritable, un échange de documentation, d'expérience et de forces, une répartition des fonctions ». Il conclut en affirmant qu'il lui paraît possible de mettre sur pied en quelques mois un hebdomadaire diffusé à quelques dizaines de milliers d'exemplaires qui serait...

« comme une partie d'un gigantesque soufflet de forge qui attise chaque étincelle de la lutte de classe et de l'indignation populaire pour en faire jaillir un immense incendie (...). Autour de cette œuvre encore très innocente et encore très minime par elle-même, mais régulière et commune dans toute l'acception du mot, se recruterait systématiquement et s'instruirait une armée permanente de lutteurs éprouvés ».

Cette méthode de Lénine nous devons la faire nôtre. C'est pourquoi, engagés dans la construction du Mouvement pour un parti des travailleurs, lors de la II^e Convention nationale du MPPT, les 4 et 5 mai 1985, une résolution sur *Informations ouvrières*, tribune libre de la lutte des classes, avait été adoptée, où l'on pouvait lire notamment :

« Pour leur part, les militants du PCI ont défini sur ce problème leur position dans la deuxième partie du projet de résolution politique publiée dans *Informations ouvrières* : "Le courant qui s'est exprimé dans les élections cantonales doit être constitué comme parti nationalement. Le PCI est un parti d'avant-garde, le parti des travailleurs ne peut être une extension du PCI. Le parti des travailleurs doit se constituer comme la cristallisation nationale de ce courant qui monte dans le pays." Le PCI et le comité national provisoire estiment que n'est inscrite nulle part la forme que prendra le parti ouvrier indépendant dont la classe ouvrière a besoin pour combattre pour son émancipation. Pour leur part, les militants d'origine PS, PC, etc., qui entendent rester fidèles aux orientations qui les ont tout à la fois amenés à militer dans ces partis et à condamner ces partis pour avoir renié les engagements qu'ils ont pris en

1981, estiment, et avec eux les militants du PCI, que c'est uniquement par le libre débat, la libre expression des ouvriers dans le cadre de l'accord de tous pour combattre dans l'unité et la démocratie, que pourra se construire cette nouvelle représentation politique. Et c'est pourquoi le comité national provisoire, s'appuyant sur l'expérience d'une année, où loyalement toutes les décisions ont été prises après la plus large discussion, approuve la constitution d'un tel comité de rédaction d'*Informations ouvrières* qui deviendra ainsi effectivement la tribune libre de la lutte des classes dans l'unité et la démocratie. » (II^e Convention nationale du MPPT, 1985.)

Pour nous, militants du PCI qui construisons à égalité avec tous les autres adhérents le MPPT, nous considérons que la diffusion d'*Informations ouvrières* est le lien organisé entre les militants de toutes origines. La tâche est donc d'organiser le réseau des diffuseurs d'*IO* qui prennent en charge la collecte des timbres et qui dans ce travail régulier deviennent correspondants d'*IO* envoyant régulièrement à la rédaction textes, rapports ou réflexions que leur suggère leur activité. C'est-à-dire le compte rendu de leur activité en direction de tous ceux à qui nous proposons *Informations ouvrières*. Car *IO* est l'organe centralisant le combat pour l'organisation d'un parti ouvrier indépendant luttant pour la démocratie contre les institutions réactionnaires de la V^e République avec les militants de toutes origines sur la base des quatre points de la Charte. C'est ce combat pour un parti ouvrier indépendant organisé en larges sections qui aidera les travailleurs et jeunes dans leur lutte de classe à renverser les institutions réactionnaires auxquelles sont assujettis les dirigeants PS et PCF, institutions à l'aide desquelles la bourgeoisie et les gouvernements attaquent les intérêts des travailleurs.

Le journal est donc le centre de l'élaboration politique, centralisant toutes les activités et initiatives. La nécessité de concentrer tout le parti sur l'activité du journal jouant son rôle d'organisateur

collectif implique nécessairement une division du travail où chaque intervention politique, chaque activité particulière est un segment de la centralisation organisée par la concentration de toutes les activités sur le journal. C'est ainsi que le journal comme organisateur collectif est le fondement de toutes les interventions et activités particulières, tant par sa rédaction que par sa diffusion. Car seul le journal et donc l'élargissement de sa diffusion peuvent donner à chaque militant le sentiment que son travail et ses interventions politiques sont reliés à ceux de tous les militants du parti, qu'il est un anneau de la chaîne de l'intervention de tout le parti aidant les travailleurs et les jeunes à trouver eux-mêmes les voies de la lutte de classe qui en finira avec les institutions antidémocratiques de l'Etat bourgeois.

En ce sens, la diffusion du journal est l'expression même de l'étape de la construction du parti.

EN CONCLUSION

Dans, « *Quelques enseignements de notre histoire* », nous avons indiqué les différentes étapes de notre construction et les problèmes qui ont surgi. Trotsky expliquait que la composition d'une organisation n'est pas tombée du ciel mais qu'elle est le produit de l'histoire, de la situation objective, de la place que nous occupons. Et il est vrai que la chape de plomb du stalinisme nous a conduit à devenir dans les années 1930 des « *exilés dans notre propre classe* ». Et Trotsky expliquait :

« *Cela ne veut pas dire que nous puissions nous satisfaire d'une telle situation. Pour la France, il existe en outre une vieille tradition du mouvement ouvrier, d'un côté, une mentalité petite-bourgeoise, l'individualisme, et de l'autre, un élan, une extraordinaire capacité d'improvisation.*

Si on les compare à l'époque classique de la II^e Internationale, on s'aperçoit que le Parti socialiste français et la

Social-démocratie allemande avaient au Parlement le même nombre d'élus. Mais il n'est même pas possible de comparer les organisations. Les Français étaient tout juste capables de collecter 25 000 F, et encore, au prix des pires difficultés, tandis que pour les Allemands, trouver un demi-million ne posait pas de problèmes. Les Allemands avaient dans leurs syndicats plusieurs millions d'ouvriers. Les Français, eux, quelques millions qui ne payaient pas leurs cotisations. Engels terminait en ces termes une lettre dans laquelle il avait caractérisé l'organisation française : "Et comme d'habitude, les cotisations ne rentrent pas."

Notre organisation française souffre de la même maladie. Le mal français traditionnel, cette incapacité d'organisation. Et, bien entendu, en même temps, de l'absence des conditions qui lui permettrait l'improvisation. En outre, dans la mesure où la France a connu une montée ouvrière, elle s'est produite en liaison avec le front populaire. Dans ce contexte, la défaite du front populaire a constitué la preuve que nous avons raison. Mais une défaite est une défaite, et elle se retourne directement contre les tendances révolutionnaires au moins jusqu'à ce que se produise une nouvelle montée à un niveau supérieur. »

Certes la situation n'est pas la même aujourd'hui car le front populaire n'a pas réussi à défaire la classe et que le PCI demeure la plus forte organisation trotskyste, et c'est pourquoi elle a subi des attaques, des coups. Les traîtres à la IV^e Internationale ont démontré ce que représentait la IV^e Internationale et sa section française comme élément déterminant dans le combat pour la construction d'un parti ouvrier indépendant pour aider les masses à en finir avec les institutions antidémocratiques de l'Etat bourgeois.

Il a fallu surmonter bien des obstacles pour modifier notre parti, pour lui permettre d'assurer par l'organisation et l'intervention dans la lutte des classes une progression par rapport à la situation d'avant la guerre. Cette vieille tradition dont parle Trotsky, ce mal fran-

çais, a fait place, sur la base d'une modification profonde de la mentalité dans les conditions de la guerre et de la lutte de classe, à une volonté qui a été la nôtre de surmonter cette « incapacité d'organisation ». Certes, tous les problèmes n'ont pas été réglés. Mais nous avons fixé le cadre pour les régler. Réduit à 52 en 1958, nous avons constitué ce PCI qui construit aujourd'hui avec des militants d'origines diverses le MPPT sur la ligne que nous avons dégagée en 1964 (voir « *Quelques enseignements de notre histoire* »).

Nous avons abordé la grève générale de juin 1936 à quelques centaines, et le front populaire nous avait laminés. Aujourd'hui à plusieurs milliers, nous avons traversé l'union de la gauche-front populaire pour aborder une nouvelle vague de la lutte de classe. Et aujourd'hui Engels ne pourrait écrire « que les Français ne paient pas leurs cotisations ». Il ne pourrait critiquer le fait que dans les campagnes de solidarité internationale, les « Français » seraient incapables de collecter des sommes substantielles. Pour sa part, le PCI accorde 25 % de son budget aux tâches de construction de la IV^e Internationale et de solidarité internationale. Certes, répétons-le, de nombreux problèmes d'organisation demeurent, mais nous avons le cadre pour les régler. Et nous avons pu réaliser cela parce que nous avons tout reconstruit à partir de 1958, d'abord avec le bulletin *Informations ouvrières* ronéotypé, puis avec un *IO* imprimé mensuel, qui est maintenant hebdomadaire sur 16 pages.

Les éléments sont aujourd'hui réunis pour une nouvelle progression du PCI en construisant le MPPT. A la question : combien le Parti bolchevique comptait-il de militants ?, Trotsky répond :

« En 1910, dans tout le pays, quelques dizaines. Il y en avait pas mal en Sibérie, mais en fait, ils n'étaient pas organisés. Les gens que Lénine pouvait atteindre par lettre ou par un agent n'étaient pas plus de 30 ou 40. Nos traditions, les idées que nous avons répandues parmi l'avant-garde ouvrière cons-

tituaient un extraordinaire capital qui devait être utilisé plus tard au cours de la révolution. Mais pratiquement à cette date, nous étions complètement isolés. L'histoire a ses lois propres, très puissantes, plus puissantes même que notre propre conception théorique de l'histoire. En 1914, les bolcheviks dominaient complètement le mouvement ouvrier (...). Pourtant, avec le début de la révolution de Février, les éléments les plus arriérés, et même d'anciens ouvriers bolcheviques, ont été attirés dans ce courant front populaire. Le Parti bolchevique fut réduit à l'isolement et très affaibli. Le courant général était à un bas niveau politique, mais il était puissant, et il aboutit finalement à la révolution d'Octobre. Il s'agit d'une question de rythmes. En France, venant après toutes ces défaites, le front populaire a attiré des éléments qui avaient des sympathies pour nous sur le plan des idées, mais qui étaient engagés dans le mouvement des masses, et nous avons été encore plus isolés qu'auparavant. »

La marche à la construction du parti révolutionnaire qui doit aider les masses à réaliser la révolution est étroitement reliée aux « conditions objectives » (l'histoire a ses lois propres très puissantes...). Nous avons nous-mêmes connu ces phénomènes avec nombre de travailleurs qui avaient signé nos appels au vote MPPT. Mais, répétons-le, alors qu'en 1936, la vague front populaire nous avait emportés, nous avons tenu aujourd'hui et nous progresserons avec la vague montante de la lutte des classes. Là aussi réside la signification des offensives concertées et concentrées contre le PCI et le MPPT.

Si nous avons tenu, c'est précisément bien évidemment parce que notre orientation était juste, mais aussi parce que le cadre d'organisation qui était le nôtre a permis à notre politique d'avoir des résultats, et notamment dans cette situation, de construire à égalité avec d'autres militants le MPPT. C'est en ce sens que les problèmes d'organisation sont un concentré des tâches politiques.

Et maintenant nous devons franchir une nouvelle étape.

Bibliographie

LENINE - Que faire ?

Un pas en avant, deux pas en arrière

TROTSKY - Œuvres

Tome 1 page 122 : Discipline révolutionnaire et droit de critique.

Tome 2 page 87 : La démocratie ouvrière, une question sociale.

Tome 5 page 331 : Qu'est-ce que diriger un parti, comment le faire ?

Tome 7 page 112 : Le centralisme démocratique.

Tome 15 page 78 : Démocratie dans le parti.

Tome 15 pages 140-141 : Les ouvriers dans le parti : leur place.

Tome 15 page 160 : Rapports entre la direction et la base du parti.

Tome 15 page 353 : Les ouvriers dans le parti : leur place.

Tome 15 page 359 : Centralisme et démocratie : leurs rapports réciproques.

Tome 14 page 385 : Confusion et démocratie dans le parti.

Tome 18 page 79 : Qu'est-ce qu'un comité central ?

Tome 22 pages 51-52 : Problèmes de la construction de la direction.

Tome 22 page 113 : Qu'est-ce qu'un congrès du parti ?

Tome 22 pages 117-120 : Sur le régime intérieur du parti.

Tome 22 page 130 : Démocratie et méthode de discussion dans le parti.

Tome 22 page 215 : Sur quelques problèmes d'organisation.

Tome 22 page 229 : Le régime intérieur du parti et ses discussions internes.

Tome 23 page 45 : Discussions internes et centralisme.

Tome 23 pages 84-85 : Discussions internes et régime intérieur du parti.

Tome 23 page 88 : Discussions dans le parti.

Tome 23 pages 139-140 : Les militants syndicalistes dans le parti.

Tome 23 page 259 : Démocratie dans le parti. Les discussions au sein de la direction.

Tome 23 page 278 : Démocratie dans le parti.

Tome 24 page 70 : Construction de la direction.

Tome 24 page 164 : Travail syndical et construction du parti.

Tome 24 pages 171-172 : Centralisme et démocratie.

Tome 24 page 290 : Le sens du militantisme dans le parti.

Tome 24 page 372 : La construction du parti : saisir les occasions.

Tome 14 page 151 : La question du temps dans la réalisation des tâches. Nécessité d'un calendrier.

Voir notre brochure : "Quelques enseignements de notre histoire".

l'édification profonde de la démocratie dans les conditions de la guerre et de la reconstruction. Les tâches de la révolution sont devenues de plus en plus complexes. C'est pourquoi, nous avons voulu, dans le cadre de la revue, R.R. à 32 en 1938, en tant que parti communiste, nous avons voulu construire un parti communiste et diversifier son action. Nous avons voulu, dans le cadre de la revue, R.R. à 32 en 1938, en tant que parti communiste, nous avons voulu construire un parti communiste et diversifier son action.

Bibliographie

- Tome 1 page 122 : Discussion révolutionnaire et droit de la révolution, une question sociale.
- Tome 2 page 87 : Le démocratisme ouvrier, une question sociale.
- Tome 3 page 131 : Ou est-ce qui dirige le parti, comment le faire ?
- Tome 4 page 113 : Le centralisme démocratique.
- Tome 5 page 78 : Démocratie dans le parti.
- Tome 6 pages 140-141 : Les ouvriers dans le parti, leur place.
- Tome 7 page 160 : Rapports entre la direction et le parti.
- Tome 8 page 123 : Les ouvriers dans le parti, leur place.
- Tome 9 page 132 : Centralisme et démocratie, leurs rapports.
- Tome 10 page 142 : Confusion et démocratie dans le parti.
- Tome 11 page 79 : Ou est-ce qui dirige le parti, comment le faire ?
- Tome 12 page 21-22 : Problèmes de la construction de la direction.
- Tome 13 page 113 : Ou est-ce qui dirige le parti, comment le faire ?
- Tome 14 page 120 : Sur le régime intérieur du parti.
- Tome 15 page 180 : Démocratie et méthode de discussion dans le parti.
- Tome 16 page 213 : Sur quelques problèmes d'organisation.
- Tome 17 page 229 : Le régime intérieur du parti et ses discussions internes.
- Tome 18 pages 84-85 : Discussions internes et centralisme.
- Tome 19 page 88 : Discussions internes et régime intérieur du parti.
- Tome 20 page 139-140 : Les militants syndicalistes dans le parti.
- Tome 21 page 229 : Démocratie dans le parti, les discussions au sein de la direction.
- Tome 22 page 278 : Démocratie dans le parti.
- Tome 23 page 70 : Construction de la direction.
- Tome 24 page 164 : Travail syndical et construction du parti.
- Tome 25 pages 171-172 : Centralisme et démocratie.
- Tome 26 page 220 : Les sens du militantisme dans le parti.
- Tome 27 page 372 : La construction du parti : saisir les occasions.
- Tome 28 page 121 : La question du temps dans la réalisation des tâches.

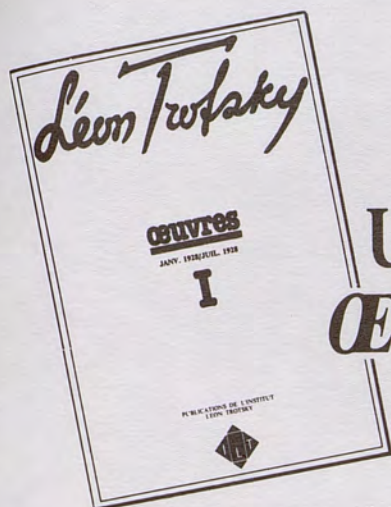
les tâches de la révolution sont devenues de plus en plus complexes. C'est pourquoi, nous avons voulu, dans le cadre de la revue, R.R. à 32 en 1938, en tant que parti communiste, nous avons voulu construire un parti communiste et diversifier son action.

TROTSKY - Ouvrages

- Tome 1 page 122 : Discussion révolutionnaire et droit de la révolution, une question sociale.
- Tome 2 page 87 : Le démocratisme ouvrier, une question sociale.
- Tome 3 page 131 : Ou est-ce qui dirige le parti, comment le faire ?
- Tome 4 page 113 : Le centralisme démocratique.
- Tome 5 page 78 : Démocratie dans le parti.
- Tome 6 pages 140-141 : Les ouvriers dans le parti, leur place.
- Tome 7 page 160 : Rapports entre la direction et le parti.
- Tome 8 page 123 : Les ouvriers dans le parti, leur place.
- Tome 9 page 132 : Centralisme et démocratie, leurs rapports.
- Tome 10 page 142 : Confusion et démocratie dans le parti.
- Tome 11 page 79 : Ou est-ce qui dirige le parti, comment le faire ?
- Tome 12 page 21-22 : Problèmes de la construction de la direction.
- Tome 13 page 113 : Ou est-ce qui dirige le parti, comment le faire ?
- Tome 14 page 120 : Sur le régime intérieur du parti.
- Tome 15 page 180 : Démocratie et méthode de discussion dans le parti.
- Tome 16 page 213 : Sur quelques problèmes d'organisation.
- Tome 17 page 229 : Le régime intérieur du parti et ses discussions internes.
- Tome 18 pages 84-85 : Discussions internes et centralisme.
- Tome 19 page 88 : Discussions internes et régime intérieur du parti.
- Tome 20 page 139-140 : Les militants syndicalistes dans le parti.
- Tome 21 page 229 : Démocratie dans le parti, les discussions au sein de la direction.
- Tome 22 page 278 : Démocratie dans le parti.
- Tome 23 page 70 : Construction de la direction.
- Tome 24 page 164 : Travail syndical et construction du parti.
- Tome 25 pages 171-172 : Centralisme et démocratie.
- Tome 26 page 220 : Les sens du militantisme dans le parti.
- Tome 27 page 372 : La construction du parti : saisir les occasions.
- Tome 28 page 121 : La question du temps dans la réalisation des tâches.

En 1910, dans tout le monde, il y avait une révolution. Il y avait une révolution en Sibirie, il y avait une révolution en Chine, il y avait une révolution en Espagne, il y avait une révolution en Italie, il y avait une révolution en France, il y avait une révolution en Allemagne, il y avait une révolution en Russie, il y avait une révolution en tous les pays.

Et maintenant, nous sommes en train de construire une nouvelle étape.



Une nouvelle série des *Œuvres* de Léon Trotsky

Les textes de Trotsky concernant la période 1928-1933 vont désormais être disponibles. Le premier tome, janvier-juillet 1928, vient de paraître.

La première série des *Œuvres* de Léon Trotsky s'est donc achevée avec le tome 24. Depuis 1978, tout au long de ces 24 tomes, nous avons pu juger de l'intérêt considérable de ces textes, articles de journaux, lettres, pamphlets, résolutions... écrits par Trotsky de 1933 à 1940. Tous documents, enrichis de notes biographiques et historiques, dont la traduction a été complètement revue par les collaborateurs de l'Institut Léon Trotsky, le champ des textes disponibles s'étant de plus considérablement élargi à la suite de l'ouverture des archives de la Houghton Library d'Harvard en 1980.

La seconde série s'appuie pour l'essentiel également sur cette documentation et s'ouvre par les textes écrits par Trotsky en 1928 d'Alma-Ata, au lendemain de son exclusion du PCUS et de sa déportation.

Les tomes paraîtront au rythme de deux par an (en avril-mai et en octobre-novembre) en suivant l'ordre chronologique à partir de 1928.

Pour recevoir chacun de ces livres chez vous et sans délai, dès leur parution, nous vous proposons de vous abonner.

Comment ?

- Vous remplissez le bulletin ci-joint.
- Vous l'adressez au service des publications : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris ou à notre correspondant départemental.
- Nous vous faisons parvenir le premier tome de votre abonnement par retour du courrier (paiement à réception).

Les premiers abonnés recevront une édition remise à jour, dans une présentation soignée, de l'index des *Œuvres*. Inscrivez-vous vite !

**Je m'abonne à la deuxième série des *Œuvres*
de Léon Trotsky (1928-1933) à partir du tome :**

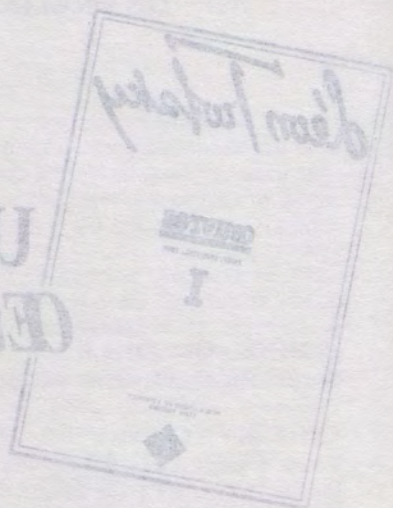
Nom : Prénom :

Adresse :

.....

Je paierai chaque livre dès réception (chèque à l'ordre d'APIO)

Une nouvelle série des Œuvres de Léon Trotsky



Les textes de Trotsky concernant la période 1928-1933 vont désormais être disponibles. Le premier tome, janvier-juillet 1928, vient de paraître.

La première série des Œuvres de Léon Trotsky s'est donc achevée avec le tome 24. Depuis 1978, tout au long de ces 24 tomes, nous avons pu juger de l'intérêt considérable de ces textes, articles de journaux, lettres, pamphlets, résolutions... écrits par Trotsky de 1933 à 1940. Tous documents, extraits de notes biographiques et historiques, dont la traduction a été soigneusement revue par les collaborateurs de l'Institut Léon Trotsky, le champ des textes disponibles étant de plus considérablement élargi à la suite de l'ouverture des archives de la Hongrie par le Library d'Harvard en 1980.

La seconde série s'appuie pour l'essentiel également sur cette documentation et s'ouvre par les textes écrits par Trotsky en 1928 d'Alma-Ata, au lendemain de son exclusion du PCUS et de sa déportation.

Les tomes paraîtront au rythme de deux par an (en avril-mai et en octobre-novembre) en suivant l'ordre chronologique à partir de 1928.

Pour recevoir chacun de ces livres chez vous et sans délai, dès leur parution, nous vous proposons de vous abonner.

Comment ?

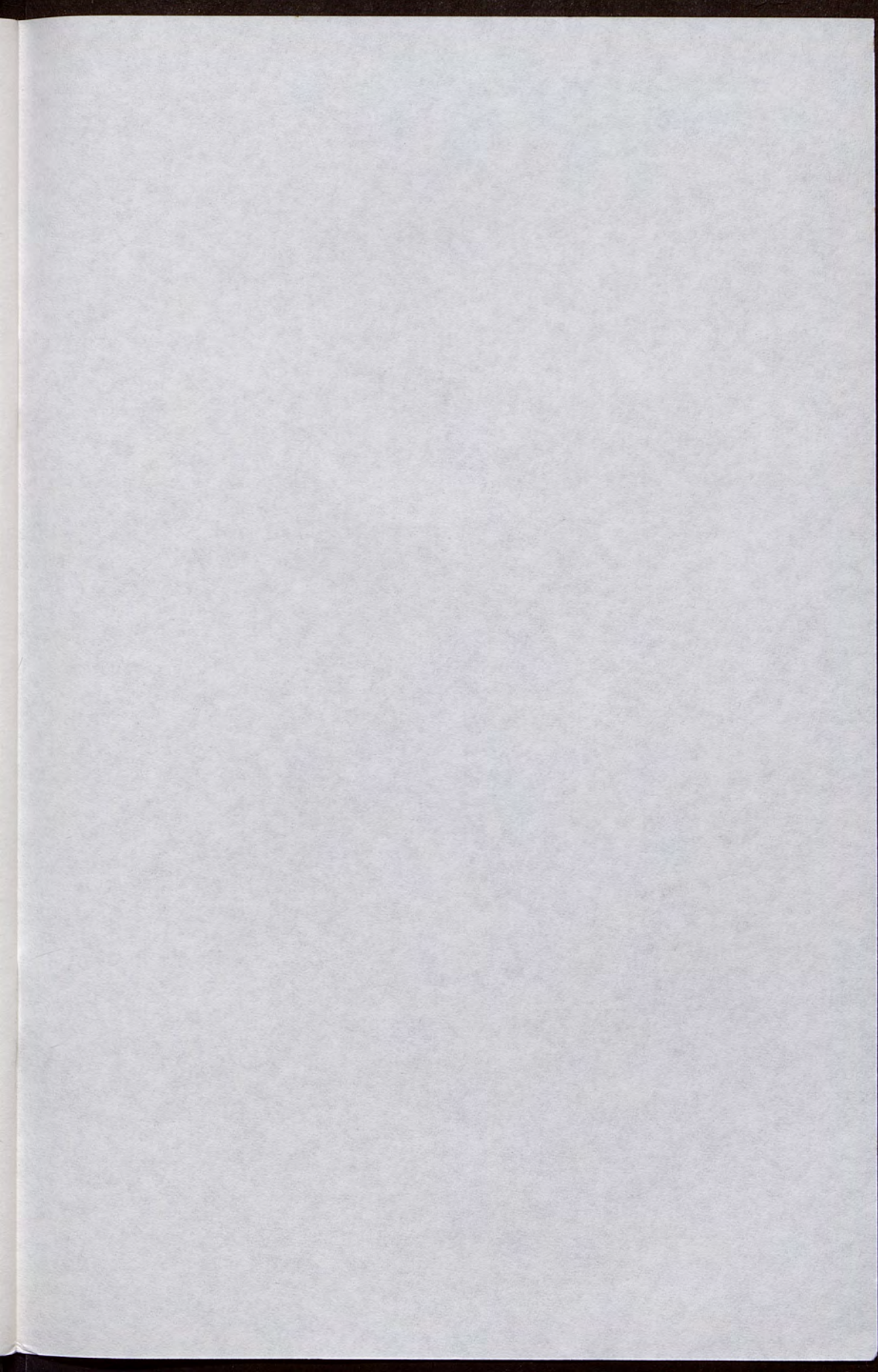
- Vous remplissez le bulletin ci-joint.
- Vous l'adressez au service des publications : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris ou à notre correspondant départemental.
- Nous vous faisons parvenir le premier tome de votre abonnement par retour du courrier (paiement à réception).
- Les premiers abonnés recevront une édition limitée à jour, dans une présentation soignée, de l'index des Œuvres. Inscrivez-vous vite !

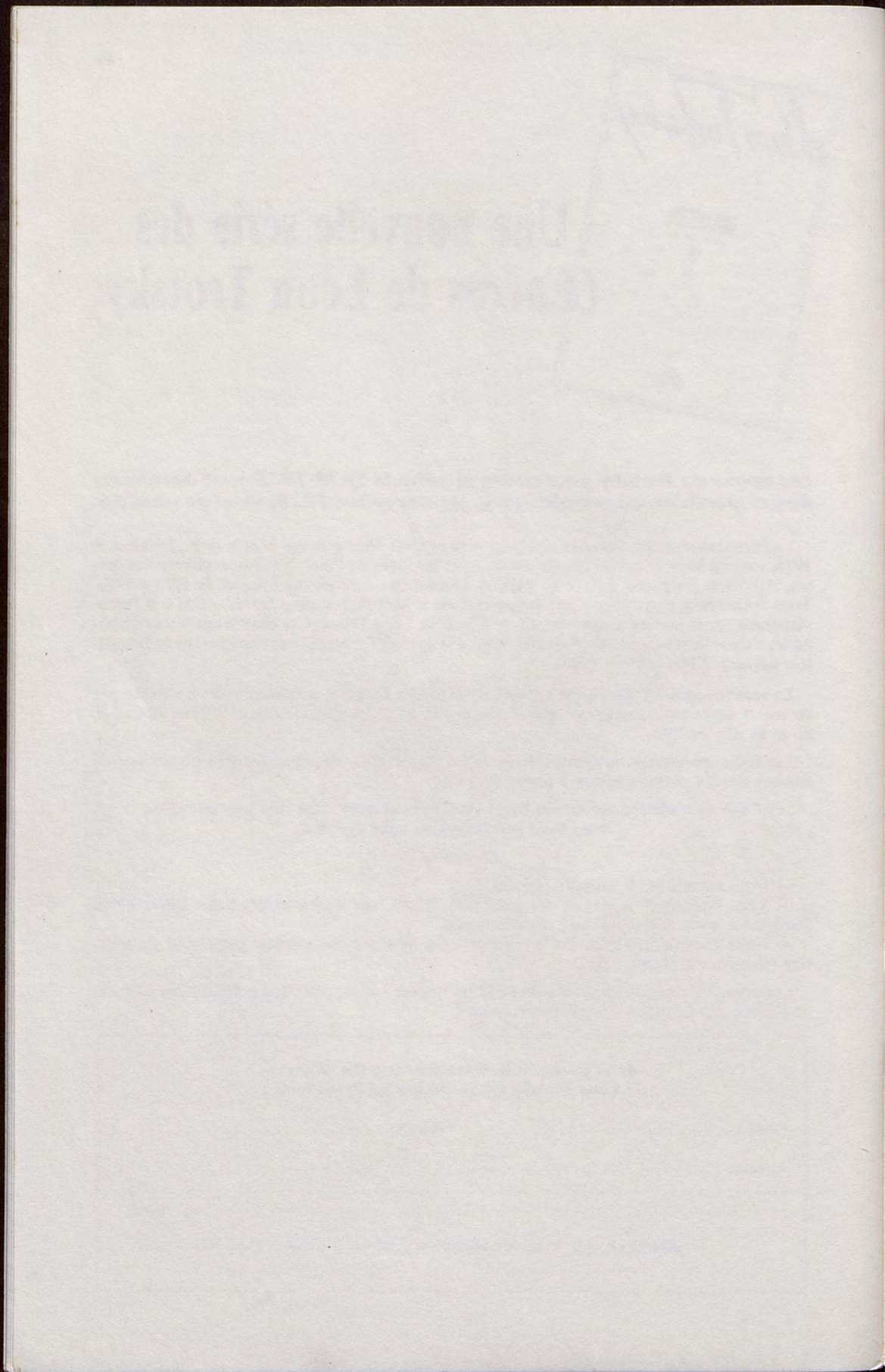
Je m'abonne à la dernière série des Œuvres
de Léon Trotsky (1928-1933) à partir du tome :

Nom :

Adresse :

Je paierai chaque livre dès réception (paiement à l'ordre d'APAO)





Rédaction et administration :
87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris

Directeur : Pierre LAMBERT
Rédacteur en chef : François FORGUE
Secrétariat de rédaction : Daniel VIVIERS, Christian FOSTIER

Imprimerie INFOTEC 2000 Paris



Commission paritaire : n° 66926